



LES TRANSFORMATIONS DE L'US ARMY

Etienne de Durand

Chercheur, Ifri

dedurand@ifri.org

Les Etudes de l'Ifri n° 1

Juillet 2003

Convention entre le ministère de la Défense et l'Ifri

Année 2002

© Ifri – www.ifri.org

Institut français des relations internationales

27, rue de la Procession – 75740 Paris Cedex 15

Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : 33 (0)1 40 61 60 60

L'Ifri est en France le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses travaux et publie régulièrement ses activités.

Cette étude n'aurait pu voir le jour sans l'aide du ministère de la Défense.

*Grâce au concours de la **Délégation aux affaires stratégiques (DAS)** et de la mission militaire de l'ambassade de France à Washington, il a été possible de rencontrer un certain nombre d'experts américains, civils et militaires, qui ont permis de mieux comprendre les origines et les enjeux du processus de « transformation » en cours.*

L'auteur tient donc à remercier tous ceux qui ont participé à ce travail, directement ou indirectement. Pour autant, les opinions exprimées dans ce rapport n'engagent que lui, et ne sauraient en aucun cas être attribuées au ministère de la Défense ou à l'Ifri.

Tous droits réservés – <www.ifri.org>
Institut français des relations internationales
27, rue de la Procession – 75740 Paris Cedex 15
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : 33 (0)1 40 61 60 60

Sommaire

Introduction générale	3
I. L'héritage	6
La tradition de la « grande guerre »	6
Les guerres mondiales, matrices de l'armée de terre américaine.....	6
La Corée et l'« ère atomique ».....	11
La défaite vietnamienne.....	14
De la rénovation au triomphe.....	17
Le retour à la « grande guerre » et ses conséquences.....	17
« AirLand Battle » et le renouveau doctrinal de l'US Army	20
« Desert Storm » : un triomphe contesté	24
Conclusion : la « culture » de l'US Army et les leçons objectives des réformes passées	26
II. Une transformation brusquée	29
Les années 1990 : défense et politique	30
L'Army nouveau modèle : guerre froide « lite ! »	30
La mort lente de la doctrine Powell.....	32
De « Task Force Hawk » aux « Rumsfeld Reviews » : les tribulations politiques de l'Army.....	35
L'Army entre modernisation progressive et ambitions futuristes.....	37
L'Army face à la RMA.....	37
« Force XXI » : l'expérimentation progressive de la digitalisation	39
« Army After Next » : le paradigme du combat de haute intensité futur.....	41
Le projet « Mobile Strike Force »	43
Le « plan Shinseki » : la « transformation » de l'Army	44
« Interim Force » : les brigades interarmes intermédiaires	46
« Objective Force » : le « système des systèmes » terrestre	50
III. Evaluations croisées.....	52
Evaluation militaro-opérationnelle : les insuffisances de l'IBCT	52
Mobilité stratégique et tactique	52
Capacités de combat.....	55
Reconnaissance électronique.....	57
Conclusions provisoires.....	60
Evaluation stratégique : le couple feu-manœuvre et l'interarmisation.....	61
Le commandement	61
Logique et limites du ciblage	65
L'avenir de la manœuvre terrestre.....	71
Evaluation politique : les ambiguïtés du projet.....	74
L'Army et la « jointness ».....	75
Rôles, missions et budgets.....	78
« Defense Politics » et emploi de la force : la fragilité du plan Shinseki	82
Conclusion	86
Références bibliographiques	88

Introduction générale

« If it ain't broken, don't fix it. »

Proverbe américain

Pour l'observateur extérieur, l'impératif de « transformation » des forces armées américaines et les polémiques qui entourent le sujet ont de quoi surprendre à plus d'un titre. Pourquoi « transformer » une armée universellement reconnue comme la première au monde, et dont les performances durant la dernière décennie ont été très supérieures à celles des années 1970 et 1980 ? Pour qui connaît en revanche la nature emphatique et le caractère cyclique des débats stratégiques aux Etats-Unis, la Revolution in Military Affairs (RMA, ou révolution dans les affaires militaires) et ses succédanés risquent d'apparaître comme l'« éternel retour du même ». Le danger est donc double, selon que l'on sous-estime la portée de ce qui se passe aujourd'hui ou, qu'à l'inverse, on prenne au pied de la lettre les déclarations officielles et le va-et-vient des critiques et des réponses, sans parvenir à en distinguer les éléments significatifs perdus au milieu du « bruit ». Il convient pour cette raison de faire la part entre les controverses concernant la stratégie générale du pays, les objections de fond adressées aux forces américaines par certains critiques extérieurs et les arguments intéressés qui s'inscrivent, si naturellement aux Etats-Unis, dans la routine des querelles budgétaires entre armées.

Comme l'attestent en surface les documents programmatiques, tant du département de la Défense que des hiérarchies militaires, les trois armées, à l'exception toutefois du corps des *Marines*, se sont approprié les objectifs et le vocabulaire de la RMA et de la « transformation ». Il n'est que de se reporter au document *Joint Vision 2020*, aux équivalents internes de chaque *Service*¹ (*Army Vision 2010*) ou au texte de la *Quadrennial Defense Review* (Revue quadriennale de défense ou QDR) pour le constater : il est désormais rare qu'un programme d'armement ou une réorganisation de structures ne soient pas présentés comme *transformational* – ce qui amène bien entendu à s'interroger sur la réalité de cette conversion des militaires aux thèses de la RMA. Au vrai, les appréciations portées à l'intérieur de chaque armée sur les

¹ Il existe ainsi cinq *Services*, l'Army, l'Air Force, la Navy, le Marine Corps et les Coast Guards.

mérites de la « transformation » sont diverses, d'autant que le débat général autour de la RMA ne se laisse pas facilement réduire à une opposition frontale entre argumentaires « moderniste » et « traditionaliste ». Les évolutions parallèles de la technologie et du contexte international ont bien eu un effet double, tant au niveau objectif, avec l'allongement des portées et l'augmentation de la précision, qu'au niveau des perceptions engendrées par le succès des opérations aériennes. Latente au début des années 1990, cette double pression de la réalité et des discours construits autour d'elle s'est renforcée au fur et à mesure, pour s'exprimer ouvertement à partir de 1999, tout particulièrement en direction de l'armée de terre américaine (Army), jusqu'à rendre intenable la défense du *statu quo*.

A la différence de la Navy ou de l'US Marine Corps (*Marine*), l'Army occupe une place centrale dans le débat stratégique actuel, parce qu'elle représente un cas d'école, un repoussoir ou un test critique pour le courant qui se réclame de la RMA, pour les traditionalistes sceptiques comme pour l'analyste extérieur cherchant à mesurer la progression des réformes en cours et la réalité de leurs enjeux. Parmi ces derniers, on peut citer en vrac la redéfinition des rôles respectifs de la manœuvre terrestre et des frappes à longue portée, la nécessité ou non du combat rapproché, l'impact des communications modernes sur le commandement ou encore les modalités de l'interarmisation. De façon plus fondamentale parce que plus politique, l'échec du plan de transformation de l'Army ou même certaines formes de sa réussite, selon les modalités qui seront privilégiées, pourraient affaiblir considérablement cette institution dans le débat stratégique et budgétaire américain, jusqu'à remettre partiellement en cause la fonction et l'existence même des forces terrestres autres qu'expéditionnaires, ce qui ne saurait manquer d'altérer en profondeur la posture militaire des Etats-Unis et leur répertoire d'options envisageables. En d'autres termes, la réforme entreprise par l'Army est susceptible d'entraîner des conséquences non neutres sur la stratégie générale des Etats-Unis concernant l'emploi de la force, et donc sur leurs alliés. Evaluer le détail du plan Shinseki et ses répercussions possibles implique cependant au préalable de replacer cette réforme dans son contexte historique et politique.

L'urgence de la transformation procède pour l'Army de facteurs multiples, à la fois structurels et conjoncturels. Les premiers s'expliquent par l'inadaptation grandissante de l'Army au contexte stratégique actuel, inadaptation qui tient elle-même à des raisons profondément enracinées dans la « culture » de l'institution, c'est-à-dire dans

la façon dont elle perçoit sa propre histoire et les enseignements qu'elle en retient. Parmi ces raisons, on trouve à la fois une préférence marquée pour le combat de haute intensité, le « contre-modèle » vietnamien et les « leçons » qui en ont été tirées, telle la « doctrine Powell », enfin les débats doctrinaux des années 1980 ou encore le triomphe du Golfe. De façon plus immédiate, cette inadaptation partielle est devenue visible, c'est-à-dire politiquement dommageable pour l'institution, lors de l'intervention occidentale au Kosovo. C'est bien le Kosovo en effet, et plus spécifiquement le fiasco du déploiement et de la non-utilisation de la « Task Force Hawk », qui a contraint l'Army à modifier les orientations définies auparavant en interne et à précipiter ce qui, jusque-là, était davantage un processus de modernisation et d'anticipation qu'une « transformation ».

En ce sens, comprendre les pressions en faveur de la transformation comme les résistances manifestées, et plus généralement appréhender les enjeux de la réforme en cours, suppose de replacer le débat dans son contexte historique, en partant de l'« héritage » des cinquante dernières années et de ce qui fait la culture de l'Army, pour s'interroger ensuite sur la nature du plan Shinseki, ses origines immédiates et la rupture qu'il introduit par rapport aux initiatives antérieures comme « Force XXI » et « Army After Next ». L'étude se conclut par une évaluation du projet qui prend en compte les aspects opérationnel, stratégique et politique.

I. L'héritage

Contrairement à ce que pourrait laisser croire un survol superficiel de l'histoire militaire des Etats-Unis, la fin de la guerre froide ne constitue que l'une des ruptures intervenues dans l'histoire des cinquante dernières années de l'Army : il existe des précédents infiniment plus nombreux qu'on ne l'imagine généralement, et qui ne se limitent ni à la professionnalisation initiée en 1973, ni même aux transitions entre périodes d'engagements massifs et périodes de calme relatif. Il n'est pas exagéré de dire que l'Army n'a jamais cessé d'expérimenter de nouvelles structures de force, stimulée par trois séries de facteurs : les changements de la politique étrangère américaine et des postures stratégiques correspondantes, les développements autonomes de la technologie et, enfin, la volonté propre des cadres de l'institution d'améliorer les organisations existantes et de tester des concepts d'emploi innovants. Fait de bifurcations, de réorientations et de retournements, cet héritage complexe constitue l'arrière-fond indispensable à qui veut comprendre l'institution d'aujourd'hui, ses pesanteurs, ses aspirations et tout ce qui représente finalement la « matière première » du plan Shinseki.

La tradition de la « grande guerre »

Quatre périodes principales sont repérables dans l'histoire de l'Army, depuis la matrice des deux guerres mondiales jusqu'à l'opération « Tempête du désert » (« Desert Storm »), en passant par les années 1950 et le Vietnam.

Les guerres mondiales, matrices de l'armée de terre américaine

Pendant tout le XIX^e siècle, et si l'on met entre parenthèses la guerre de Sécession, l'Army a d'abord été « a Frontier Army », c'est-à-dire une « armée d'avant-postes » de très petite taille (5 000 hommes en 1815) et dans laquelle les fonctions d'ingénieur et de bâtisseur l'emportaient souvent sur les devoirs du soldat². Ni sa très lente montée en puissance au cours du siècle précédent, ni les rares expéditions militaires ou « aventures » coloniales (guerre mexico-américaine de 1846, guerre

hispano-américaine de 1898), ni même la guerre de Sécession, découverte violente mais temporaire du combat à grande échelle, n'ont fondamentalement modifié cet état de choses. En parallèle cependant, le corps des officiers a très tôt manifesté son intérêt pour la « stratégie » et son ambition profonde d'imiter les grands modèles européens : d'abord la France, héritière de Napoléon – la plupart des généraux de la guerre de Sécession connaissaient le *Mémorial de Sainte-Hélène* –, puis l'Allemagne triomphante de la fin du siècle, y compris les fragments déformés de la théorie clausewitzienne, notions ou simples formules telles que « centre de gravité », « bataille décisive » ou « anéantissement de l'ennemi ». En ce sens, il est juste de dire que l'armée de terre américaine est d'abord l'héritière d'une tradition « franco-prussienne » de la « grande guerre », au même titre que l'US Navy s'est toujours explicitement pensée comme la légataire universelle de la Royal Navy.

C'est à l'occasion de la Première Guerre mondiale qu'émerge l'armée de terre américaine moderne. A l'école des Français et des Britanniques pendant deux ans, l'armée américaine redécouvre la guerre de haute intensité moderne, avec ses corollaires obligés comme la mobilisation de la population masculine, la mise sur pied d'une économie de guerre et la réorganisation de la production industrielle au profit de l'appareil militaire. Bien que les Etats-Unis aient obtenu la création d'un commandement et l'attribution de secteurs du front à leur profit, leur armée prit tardivement part au conflit et ne parvint donc pas à assimiler complètement la complexité de la tactique moderne, engendrée par l'accroissement sans précédent de la puissance de feu – ce dont témoignent par exemple les combats menés dans l'Argonne en 1918. Le bilan des opérations fut mitigé, dans la mesure où l'armée américaine n'eut pas le temps de mettre au point une « solution » tactique originale au problème de l'offensive, mais s'appuya sur les doctrines française et anglaise pour mettre sur pied la division « carrée³ », sans en être véritablement satisfaite et sans parvenir d'ailleurs à maîtriser le détail tactique des opérations aussi bien que ses alliés. Au final, l'Army s'est surtout reposée sur le nombre de soldats et la quantité de matériels à sa disposition. En sens inverse, l'expérience de la Première Guerre mondiale a permis de jeter les bases des procédés de mobilisation humaine

² Voir R.F. Weigley, *The American Way of War: A History of United States Military Strategy and Policy*, Bloomington, Indiana University Press, 1973.

³ Deux brigades à deux régiments d'infanterie comprenant eux-mêmes 3 bataillons, soit 12 bataillons d'infanterie et un total de 19 492 hommes.

et industrielle nécessaires en guerre totale, ainsi que celles d'un bagage tactique minimum.

La démobilisation de 1919, si elle a maintenu un effectif de 100 000 hommes, c'est-à-dire très supérieur aux précédents contingents de temps de paix, s'est toutefois soldée par un retour à la routine et par un manque certain d'investissement dans les domaines novateurs comme les chars. Réduit par manque de moyens à suivre les évolutions doctrinales allemandes ou françaises pendant la meilleure part de l'entre-deux-guerres, le commandement, sous la direction des généraux Craig et Marshall, accélère ses préparatifs à partir de 1935 en réorganisant les structures de l'Army et en préparant les plans d'une remobilisation massive. Testée de 1936 à 1939 par des manœuvres de plus en plus importantes, dont les fameuses « Louisiana maneuvers » de 1939, l'adoption de la « division triangulaire⁴ » correspond à une mise à niveau de l'armée de terre américaine par rapport à ses homologues européennes ; la même attention au détail et à l'expérimentation est apportée à la constitution de divisions blindées (*armored*). Dans l'ensemble, l'expérience de la guerre valide ces modèles, tout en mettant en évidence le besoin fréquemment exprimé par les généraux de compléter les divisions sur le terrain par des unités spécialisées non divisionnaires (unités anti-tanks ou antiaériennes, artillerie, génie, etc.). Pour cette raison, les autres modèles divisionnaires étudiés (divisions mécanisées, légères, de cavalerie) sont abandonnés pendant la guerre.

Toutefois, c'est davantage dans le domaine de la logistique et de la gestion que l'armée américaine fait preuve d'une originalité certaine. Très axée sur l'efficacité gestionnaire, les économies d'échelle et la mise sur pied de forces de grande taille, entièrement motorisées⁵ et dotées de matériel en grande quantité, l'armée américaine porte assez peu d'attention à la qualité des équipements ou des personnels. En particulier, l'attribution des spécialités et le système de remplacement souffrent d'une véritable obsession de l'« efficience » économique et gestionnaire. Cette politique consiste tout d'abord à placer systématiquement en première ligne, c'est-à-dire dans l'infanterie, les recrues les moins qualifiées, au niveau des hommes du rang comme des officiers, afin de réserver les éléments les plus talentueux pour les états-majors. Dans la mesure où de nombreux officiers d'active se sont

⁴ Structure ternaire à tous les échelons pour un total autour de 15 000 hommes.

⁵ L'armée américaine de la Seconde Guerre mondiale est d'ailleurs la seule à être intégralement motorisée.

simultanément tournés vers des spécialités plus attractives en termes d'avancement ou de paie (en particulier l'Army Air Corps, future Air Force), les armes de mêlée, et singulièrement l'infanterie, souffrent d'un manque avéré d'officiers et de sous-officiers de qualité et doivent incorporer des hommes du rang qui ont, pour la plupart, un Q.I. en dessous de la moyenne. La faiblesse structurelle ainsi créée est encore renforcée par le système de remplacement en vigueur : au terme d'un séjour individuel à l'arrière (repos exceptionnel, blessure), les soldats sont envoyés dans n'importe quelle unité qui en exprime le besoin, et non dans l'unité d'origine. Obligés de combattre au milieu d'« étrangers », les soldats ne peuvent constituer ces « groupes primaires » dont la cohésion est un facteur si important pour l'efficacité au combat, comme le déterminent d'ailleurs les travaux américains de sociologie militaire des années 1940 et 1950⁶.

Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que les premiers engagements de la Seconde Guerre mondiale se soient soldés par des résultats assez décevants, que l'on pense à l'Afrique du Nord en 1942 ou à l'Italie un an plus tard. Sur un plan purement tactique, toutes choses étant égales par ailleurs – mais elles ne le sont jamais, étant donné la supériorité alliée en aviation tactique et en puissance de feu plus généralement –, l'armée américaine ne peut rivaliser avec la Wehrmacht, ce qu'attestent toutes les études comparatives menées sur le sujet⁷. A l'exception d'unités d'élite comme les 82^e et 101^e aéroportées, les unités américaines, à l'instar de leurs homologues britanniques, compensent leur infériorité tactique par un recours systématique aux appuis-feux de l'artillerie terrestre et navale et de l'aviation tactique. Ainsi, et exactement à l'inverse de ce que donnent à voir les films de guerre de l'époque et ceux qui ont suivi, ce sont les Allemands qui combattent en situation d'infériorité marquée et qui compensent par la ténacité, l'ingéniosité tactique et l'utilisation du terrain (reliefs montagneux en Italie, bocage normand) ce qui leur fait défaut en termes d'équipement, de mobilité et de puissance de feu ; ils parlent d'ailleurs de « Materialschlacht », ou « guerre de matériel », pour décrire le « style opérationnel » américain. Par une suite de campagnes et d'engagements qui ne sont

⁶ Voir S.L.A. Marshall, *Men Against Fire, The Problem of Battle Command in Future War*, Peter Smith, 1978 ; M. Janowitz, *The Professional Soldier: A Social and Political Portrait*, New York, The Free Press, 1960 ; J. English et B. Gudmundsson, *On Infantry*, New York, Praeger Publishers, 1994 ; et les différents travaux de Charles Moskos.

⁷ Voir M. Van Creveld, *Fighting Power: German and US Army Performance, 1939-1945*, Westport, Greenwood Press, 1982 ; Dupuy (1995) ; voir aussi J. English et B. Gudmundsson (1994), *op. cit.*, note [6].

pas sans rappeler la Première Guerre mondiale, l'armée américaine s'impose donc sur le front occidental par le biais d'un combat d'attrition s'appuyant sur la supériorité industrielle du pays et sur une logistique impressionnante. Dans la foulée, elle applique le modèle lointainement hérité de la guerre de Sécession : stratégie militaire d'anéantissement de l'adversaire, recherche de la victoire complète et occupation du territoire.

Au final, et malgré les déboires rencontrés en cours de route, la Seconde Guerre mondiale n'en représente pas moins un triomphe pour l'Army qui remporte là une victoire décisive, tant militairement que politiquement, au prix de pertes infiniment plus réduites que celles subies par les autres belligérants, et sans qu'un échec majeur ait jamais remis en cause l'institution. A l'issue des deux guerres mondiales, les traits distinctifs majeurs de l'armée apparaissent nettement et semblent fixées pour longtemps : l'organisation se caractérise par la mise sur pied de grandes divisions (plus de 15 000 hommes) autonomes, similaires les unes aux autres, et appuyées sur une logistique sans équivalent, qu'il s'agisse d'approvisionnements ou d'évacuations sanitaires. A l'exception de chefs comme Patton, le style opérationnel est rarement brillant, s'apparente davantage à la « bataille conduite » qu'au *Blitzkrieg* et cherche systématiquement à substituer le matériel aux hommes. Ces défauts tactiques ou opérationnels laissent d'autant moins de traces que l'euphorie de la victoire va de pair avec la défense d'une cause perçue comme juste par l'écrasante majorité de la population, et est immédiatement suivie par une période de prospérité économique qui tranche avec le souvenir de la dépression de 1919. Jusque dans ses conséquences sociales, le conflit est un succès, qu'il s'agisse des progrès de l'intégration raciale au sein du contingent ou surtout du *GI Bill of Rights* de 1944, qui octroie des bourses aux vétérans afin de parfaire leurs études et assure ainsi un élargissement spectaculaire des classes moyennes. Tout ceci explique que la Seconde Guerre mondiale ait pu rétrospectivement faire figure de modèle, la nostalgie allant d'ailleurs s'accroissant au fur et à mesure que les vicissitudes de la politique étrangère américaine et l'évolution des technologies militaires entraînent l'armée conçue et commandée par Marshall, Eisenhower, MacArthur et Patton, dans des directions et sur des théâtres d'opération imprévus.

La Corée et l'« ère atomique »

La victoire sur l'Allemagne nazie et le Japon impérial s'est conclue de façon traditionnelle selon les normes américaines, c'est-à-dire par une démobilisation aussi rapide et impressionnante qu'avait été la mobilisation ; dès 1947, et malgré les charges de l'occupation, l'armée américaine, avec 10 divisions, n'est plus que l'ombre de la force qui comprenait 90 divisions deux ans plus tôt. Le déclenchement de la guerre de Corée prend d'autant plus par surprise l'armée et le gouvernement américains que l'essentiel de l'effort s'était porté jusque-là sur l'Air Force, nouvellement créée en 1947, et sur les armes atomiques contrebalançant l'avantage soviétique en matière de forces conventionnelles et, singulièrement, terrestres. L'offensive initiale des Nord-Coréens met en lumière le sous-équipement et le sous-entraînement des forces « tactiques » (non nucléaires) américaines, qu'il s'agisse de coopération interarmées ou de combat terrestre toutes armes, ou plus simplement du volume des forces disponibles – on parle déjà de « divisions creuses ». Ce sont ainsi la situation péninsulaire de la Corée et la résistance des *Marines* qui sauvent de justesse l'Amérique d'une première défaite. Le débarquement d'Inchon, en provoquant l'entrée dans le conflit des « volontaires chinois », engendre une seconde retraite précipitée, qui se stabilise en un combat d'attrition coûteux et non décisif. Le refus du président Truman de procéder à un bombardement atomique du territoire chinois et l'obligation de protéger simultanément l'Europe placent les militaires américains dans une situation inconfortable et heurte la tradition stratégique nationale : pour la première fois de leur histoire moderne, les Etats-Unis ont intérêt à préserver le caractère limité de l'affrontement, ce qui restreint d'autant les possibilités opérationnelles et surtout interdit d'obtenir l'« objet naturel » de la guerre, à savoir la victoire par écrasement total de l'ennemi.

Si la guerre de Corée se solde par une réorganisation globale de la politique de défense, avec la création du département du même nom et l'accroissement permanent du budget et des forces des trois armées (Army à 20 divisions), elle n'en constitue pas moins un souvenir amer et une « non-victoire » aux yeux de nombre d'Américains, à commencer par les militaires eux-mêmes. En particulier, elle engendre un sentiment de rejet à l'encontre des « engagements terrestres ». Soucieuse de réduire les dépenses et d'éviter ce que l'on appelle déjà à l'époque un *quagmire* (« borbier »), la stratégie dite du « New Look » décidée par l'Administration Eisenhower passe par une augmentation considérable des crédits

dévolus aux armes nucléaires et à l'Air Force, et par une réduction à proportion de la part allouée aux forces conventionnelles : le budget de l'Army est réduit de moitié en quatre ans et le nombre de divisions tombe à 14 en 1960.

En ce sens, et alors que le conflit semble rétrospectivement avoir illustré les dangers de l'impréparation et les limites de la dissuasion nucléaire, les années 1950 représentent pour l'Army à la fois une période de disgrâce politique et de doute existentiel quant à l'utilité des forces classiques à l'âge nucléaire. Sur le premier point, l'Army, à l'instar de la Navy, ne peut qu'assister impuissante à l'ascension de l'Air Force et du *Strategic Air Command*. « Révolte des amiraux » en 1949, guerre de Corée, avancées communistes dans le Tiers Monde, rien n'y fait : la meilleure part des crédits va aux armes nucléaires et à leurs vecteurs, en l'occurrence les bombardiers. Il faudra attendre les années 1960 pour voir la fin du « tout nucléaire ». Or, contrairement à la Navy qui se lance dans la conception des premiers sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) sous l'impulsion de l'amiral Rickover, l'Army ne peut espérer que quelques « miettes », comme les engins nucléaires tactiques (missiles *Thor*, systèmes *Davy Crockett*), les systèmes antiaériens ou les premières défenses antimissiles, tous éléments marginaux et souvent déficients qui ne permettent pas de faire contrepoids aux ambitions de l'Air Force.

Ce premier et vif débat autour des « rôles et missions » respectifs des trois armées se double de très importantes incertitudes tactiques quant aux possibilités laissées aux forces terrestres : dans la mesure où l'on pense devoir forcément évoluer sur un champ de bataille nucléaire, c'est bien l'utilité et finalement l'existence même des armées qui semble en jeu – les revues militaires de l'époque font état de ces interrogations grandissantes. Si l'ère atomique (1945-1953) ne paraît pas encore menacer fondamentalement les forces terrestres – les armes nucléaires sont d'abord perçues comme de « super-obus » qui obligent à une plus grande dispersion –, la mise au point et la fabrication en grand nombre des armes thermonucléaires, ainsi que la prolifération des armes dites tactiques, semblent sonner le glas de tous les principes jusqu'alors immuables de la guerre terrestre : concentration logistique des moyens, concentration physique des troupes, offensive, exploitation... C'est dans ce cadre et sous la direction du général Ridgway que l'Army se lance, à partir de 1954, dans une série d'initiatives visant une réforme radicale de ses procédures tactiques, et qui consiste pour l'essentiel à réorganiser les divisions de manière plus « dispersée » et avec des effectifs moindres, de manière à réduire leur vulnérabilité

aux frappes nucléaires. Cette dispersion physique suppose une grande mobilité tactique, des capacités de transport aérien tactique – le potentiel des hélicoptères fait l’objet d’études approfondies – et des moyens de communication et de commandement performants. De ATFA-1⁸ à la réforme « pentomique⁹ », en passant par PENTANA¹⁰, qui vise le long terme, ces réorganisations s’appuient sur toute une série d’exercices (*Follow Me, Blue Bolt, Sage Brush, Eagle Wing, Quick Strike, Swift Strike...*) et de *wargames*¹¹. Le modèle « pentomique » est sans doute le plus radical, qui comprend 5 « Battle Groups », disposés en pentagone, très espacés les uns des autres et complètement autonomes – ils ont absorbé les niveaux brigade et bataillon – afin de réduire la vulnérabilité au feu nucléaire et de permettre à la division de continuer le combat même après des pertes sévères. Lancé en 1956 par le général Taylor, le concept donne lieu à différentes réorganisations¹² qui ne produisent pas les résultats escomptés, faute de manœuvres assez poussées, mais surtout parce que la technologie et l’argent nécessaires font défaut : sur sa lancée des années précédentes, l’Army continue d’acquérir massivement des armes nucléaires tactiques (43 % de son budget en 1956) et ne peut investir dans des technologies de pointe en matière de communications. En l’absence de ces dernières – la technologie fondamentale n’était de toute façon pas suffisamment avancée –, les échelons de commandement « pentomiques » ne peuvent efficacement contrôler leurs unités. Finalement, devant des critiques internes grandissantes et confrontée à la possibilité de nouveaux engagements américains en Asie du Sud-Est, l’Army abandonne en 1958 le concept « pentomique » et lance l’année suivante MOMAR I¹³, étude nouvelle qui envisage une mécanisation massive de toutes les unités. L’Army adopte en 1964 une structure divisionnaire beaucoup

⁸ ATFA pour « *Atomic Field Army* ».

⁹ Organisation des divisions autour de cinq « groupes de combat ».

¹⁰ PENTANA pour « *Doctrinal and Organizational Concepts for Atomic-Nonatomic Army During the Period 1960-1970* ».

¹¹ Sur cette période, voir A. Bacevich, *The Pentomic Era: The US Army Between Korea and Vietnam*, Washington, Diane Publishing Co, 1995, et plus généralement R. Doughty, *The Evolution of US Army Tactical Doctrine*, Fort Leavenworth, US Army Command and General Staff College, 1979, et G.R. Hawkins et J. Carafano, *Prelude To Army XXI - US Army Division Design Initiatives and Experiments 1917-1995*, Washington, D.C., United States Army Center of Military History, 1997 (accessible sur <www.fas.org/man/dod-101/army/unit/docs/xxi/toc.htm>).

¹² ROTAD pour « *Reorganization of the Airborne Division* », ROCID pour « *Reorganization of the Current Infantry Division* » et ROCAD pour « *Reorganization of the Current Armor Division* ».

¹³ MOMAR pour « *Modern Mobile Army 1965-1970* ».

plus traditionnelle, proche de la structure de la Seconde Guerre mondiale, dite ROAD¹⁴.

Cette série d'échecs est intéressante à quatre niveaux différents : elle illustre premièrement la difficulté d'une réforme en profondeur, pourtant menée en interne par l'institution elle-même. En second lieu, elle montre, dans des conditions technologiques il est vrai très différentes de celles qui prévalent aujourd'hui, à quel point il est difficile de conserver réactivité, puissance offensive et solidité défensive avec un dispositif très dispersé. De façon incidente, l'expérience a ancré dans de nombreux esprits la notion que les méthodes éprouvées étaient bien préférables à des « concepts » peut-être innovants, mais qui faisaient courir un risque inutile d'échec catastrophique ; le camp des traditionalistes en sort renforcé, même si le processus de réforme produit quelques innovations isolées, en l'espèce les unités hélicoptérées. Enfin, parce que ces réformes en cascade – pratiquement une par an – sont d'abord politiquement motivées¹⁵, elles imposent à un processus par nature délicat un rythme et un calendrier irréalistes compte tenu des contraintes propres de l'innovation militaire. Une réforme qui a pour objectif, dans un contexte stratégique donné, de prouver l'utilité de l'institution dans la compétition *interservice* court en effet le risque d'être conduite trop rapidement et d'entraîner des résultats décevants sur un plan strictement opérationnel.

La défaite vietnamienne

L'engagement vietnamien représente une étape essentielle dans l'évolution de l'institution, non seulement parce qu'il marque les limites du « *American/Army Way of War* », mais aussi en raison des « leçons » générales qu'en retire l'armée. En ce sens, et quel que soit l'intérêt militaire du conflit, ce sont bien ses conséquences sur les rapports civilo-militaires et les conceptions dominantes au sein du corps des officiers qui s'avèrent déterminantes sur le long terme.

L'arrivée au pouvoir de John Kennedy, convaincu qu'il faut vaincre les guérillas communistes sur leur propre terrain et que la stratégie des représailles massives n'est pas crédible, replace l'Army au centre des préoccupations stratégiques

¹⁴ ROAD pour « *Reorganization Objective Army Divisions* ».

¹⁵ Des années plus tard, le général DePuy attribua explicitement la volonté de réforme du général Taylor, père du « concept pentomique », au fait que l'US Army, qui était jusque-là « en dehors du coup », avait absolument besoin d'apparaître « moderne ». Voir G.R. Hawkins et G. Carafano (1997), *op. cit.*, note [11].

américaines. Le nouveau président insiste en particulier sur l'importance des forces spéciales et sur ce que l'on appelle alors la « contre-insurrection ». Cependant, et malgré la création des Bérets verts, l'Army globalement ne suit pas, à peine remise d'une décennie d'expérimentations tous azimuts et focalisée sur le combat de haute intensité réclamé par la nouvelle stratégie de « riposte graduée ». Réorganisée sur le modèle ROAD, elle n'engage qu'une seule innovation importante, cette fois couronnée de succès : la création en 1964 de la première unité de combat hélicoptérée, la 11^e Air Assault Division, rebaptisée First Cavalry Div., Airmobile, en dépit des réticences des traditionalistes et de la résistance acharnée de l'Air Force, qui entend se réserver le monopole du ciel. S'appuyant précisément sur le concept d'« enveloppement vertical », la First Cav. et les unités hélicoptérées remportent tout d'abord une série de succès (engagement de la Drang, octobre-novembre 1965¹⁶) grâce à l'extraordinaire mobilité conférée par les hélicoptères. En réaction, le Nord-Vietnam et le Viêt-Cong repassent en « phase 2 » dans la « guerre révolutionnaire », soit des opérations de guérilla qui visent à harceler l'ennemi, jouent sur la durée et évitent les engagements majeurs.

Or, et quoi qu'on pense des errements de la stratégie générale décidée par les autorités politiques ou de la campagne de bombardements du Nord-Vietnam, il est tout à fait clair rétrospectivement que l'Army n'a fait preuve d'aucune imagination tactique lors des opérations menées au Sud. A cet égard, le manque d'intérêt des plus hautes autorités de l'Army à l'égard des guerres de basse intensité en général, et de la spécificité du conflit vietnamien en particulier, se traduit par une myopie tactique et une rigidité dans l'organisation qui exercent des effets dommageables pendant tout le conflit. Celui-ci prend systématiquement la forme d'opérations de ratissage (*search and destroy ops*) qui donnent de bien maigres résultats, malgré des pertes en augmentation et de très importants dommages collatéraux. C'est qu'en effet l'Army se refuse à employer les méthodes éprouvées de lutte anti-guérilla, telles que la dispersion des unités, le quadrillage du pays et la protection des populations, tout en cherchant en vain à obliger son adversaire à livrer et à perdre une bataille décisive, ou du moins une succession d'engagements si coûteux que l'armée nord-vietnamienne ne pourrait progressivement plus poursuivre la lutte. C'est le fameux

¹⁶ La vallée de la Drang, située en dessous de la montagne Chu Pong près de la frontière cambodgienne, fut un des principaux points d'entrée pour les infiltrations du Nord-Vietnam vers le Sud.

« *cross-over point* », point de rupture à partir duquel les ressources humaines ennemies doivent aller en déclinant. Il s'agit d'une pure stratégie d'attrition, qui passe notamment par une application indiscriminée de la puissance de feu américaine, ce qui logiquement produit de nombreuses pertes civiles, et donc sert la propagande et le recrutement menés par le Viêt-Cong, tout en poussant les officiers américains à exhiber des « résultats » mesurés à l'aune du « body count », ou décompte des cadavres.

Défaut supplémentaire, l'Army a conservé le déplorable système de rotation des unités et des hommes hérité de la Seconde Guerre mondiale, dont les effets pervers sont encore amplifiés par les appréhensions politiques de Lyndon Johnson, qui refuse d'appeler les réserves et se contente d'amplifier le *draft*. Il en résulte une absence préjudiciable de cohésion des unités de base, ainsi qu'une insuffisance de personnels formés : l'essentiel des conscrits expérimentés repartent après un « tour », soit une année. Au final, ce sont les milices sud-vietnamiennes et les actions de la CIA (opération *Phoenix*) qui s'avèrent les plus efficaces contre le Viêt-Cong, tandis que le général Westmorland se contente de persévérer avec la même stratégie générale d'attrition en réclamant davantage de troupes¹⁷.

Comme on le sait désormais, ce n'est finalement qu'à l'occasion de l'offensive du Têt, lancée délibérément en 1968 par Hanoi, que le *cross-over point* est atteint en ce qui concerne du moins le Viêt-Cong, l'armée nord-vietnamienne étant alors obligée de prendre le relais. A ce stade, toutefois, l'offensive a produit ses effets politiques, et les Etats-Unis commencent à se désengager. La montée des tensions politiques en Amérique, et en particulier sur les campus, pousse d'ailleurs Johnson puis Nixon à envoyer majoritairement au Vietnam, et plus encore en première ligne, des recrues provenant des classes défavorisées et donc des minorités ethniques, amplifiant ainsi les pratiques de la Seconde Guerre mondiale. Ressentie comme une injustice, ce système de recrutement se conjugue à la détérioration de la situation sur le terrain pour produire une nette dégradation du moral des troupes, au point de menacer la viabilité du contingent présent au Vietnam : la révolte contre les officiers, les nombreuses occurrences de *fragging*¹⁸, l'usage répandu des drogues, bref toutes les images traditionnellement associées à la guerre du Vietnam dans les représentations

¹⁷ Sur tous ces points, voir particulièrement Krepinevich (1986).

¹⁸ Soit des agressions contre les officiers menées avec des grenades à fragmentation, qui rendent très difficile de déterminer la direction initiale de l'attaque et donc la culpabilité des responsables.

communes, correspondent précisément aux années 1969 et 1970. A la fin de l'engagement vietnamien, l'Army est au bord de la décomposition : certains de ses éléments sont en révolte ouverte, le corps des officiers a l'impression d'avoir été trahi par l'« arrière », et les Etats-Unis, singulièrement l'armée de terre, viennent de subir leur « première » défaite. La débâcle se conclut logiquement par l'abandon de la conscription et la constitution d'une armée de métier qui, d'ailleurs, peine considérablement à attirer des volontaires de qualité pendant toute la décennie, tant l'image de l'institution a été ternie pour longtemps.

Au terme de ce bref rappel historique, il convient de souligner tout ce que la défaite a de déstabilisant pour l'institution : au Vietnam, ce ne sont pas seulement les défauts traditionnels de l'armée qui ont joué contre elle, puisque même ses « points forts » l'ont en quelque sorte trahie ; à tout prendre, le système de gestion du personnel est sans doute moins à blâmer que le choix irréfléchi d'une stratégie d'attrition, spécialement inadaptée à un contexte de guérilla.

De la rénovation au triomphe

La défaite vietnamienne est l'occasion pour l'armée de terre d'une introspection poussée et d'un retour aux sources intellectuelles. Si les conséquences politiques de cette remise en question en viennent à obérer durablement la flexibilité de l'Army, les avancées doctrinales et qualitatives qui marquent la période n'en sont pas moins bien réelles.

Le retour à la « grande guerre » et ses conséquences

Dans la foulée du Vietnam, les années 1970 permettent à l'Army d'engager une autocritique qui prend des allures d'examen de conscience. Les « leçons » politiques et opérationnelles que l'institution tire de son engagement vietnamien participent toutefois davantage d'une reconstruction *a posteriori* que d'une analyse objective de la réalité historique, perdue au milieu de controverses multiples. Cet exercice d'introspection débouche sur la reconstitution d'une force à maints égards « traditionnelle ». En parallèle, s'est fait jour une sorte de perception communément admise (*conventional wisdom*), qui pèse encore aujourd'hui sur les marges de manœuvre internes de l'Army et, plus généralement, sur les rapports civilo-militaires.

L'abandon de la conscription ne se fait pas au profit d'une armée professionnelle plus facile à engager politiquement, bien au contraire. Retenant du Vietnam l'insuffisant soutien des autorités politiques et les effets pervers d'un engagement qui ne dit pas son nom, la hiérarchie militaire, toutes armées confondues, entreprend de se structurer de telle sorte qu'il soit impossible à l'avenir pour le président des Etats-Unis d'engager des moyens militaires de manière graduelle en espérant éviter un débat public sur le sujet. Pour ce faire, les trois *Services* imbriquent ensemble les forces d'active et les réserves, déléguant à ces dernières une bonne partie des fonctions de soutien jusqu'à rendre pratiquement infaisable d'engager les premières de façon significative sans mobiliser les secondes – concept « Total Force ». L'Army en particulier n'est pas optimisée pour l'emploi discret et immédiat de ses capacités : la fin du Vietnam, le passage à la *all-volunteer force* et la refocalisation sur le théâtre européen favorisent des structures, des équipements et une mentalité spécifiques, très orientés sur la « grande guerre » et très réservés quant à d'éventuelles « aventures » sur des théâtres secondaires ou des réformes doctrinales risquées¹⁹.

La critique de la responsabilité politique n'affecte pas seulement l'organisation des forces, mais influence également l'attitude d'ensemble des officiers vis-à-vis des rapports civilo-militaires en général et de l'usage de la force en particulier. Les « civils » sont considérés avec méfiance, pour ne pas dire hostilité, et le corps des officiers adhère progressivement à ce que l'on pourrait appeler une « théorie prussienne » des rapports entre autorité politique et hiérarchie militaire²⁰. En lieu et place de la « théorie classique » (exposée par exemple par Samuel Huntington dans *The Soldier and the State*²¹ et encore d'actualité aujourd'hui en Europe), cette théorie révisionniste, entièrement dérivée du Vietnam, considère que les militaires doivent assumer la direction d'ensemble des opérations, dès lors que les politiques ont opté pour le recours à la force. Il s'agit d'éviter à la fois l'usage « gesticulatoire » (*signaling*) des capacités militaires et le « micro-management » des opérations elles-mêmes. Si elle pose en principe une séparation nette des responsabilités (le politique décide du « pourquoi » et du moment, le militaire du « comment »), cette

¹⁹ L'expérimentation concrète semble d'ailleurs donner raison une nouvelle fois aux traditionalistes : lancé par le général Westmoreland en 1972 afin de trouver le « mixte » optimum entre blindés, infanterie hélicoptérée et hélicoptères d'attaque, un nouveau projet de réorganisation divisionnaire, TRICAP (pour « triple capability »), s'avère déboucher sur une structure trop « légère » pour le front européen et est abandonné en 1974.

²⁰ Sur cette question épineuse, voir, parmi bien d'autres, les références qui figurent dans la bibliographie, Dunlap (1993), Kohn (1994), Bacevich (1997), Luttwak (1999) et Cohen (2002).

théorie a une tendance naturelle à « déborder » de son cadre : sous prétexte de conseiller le politique quant aux modalités du recours à la force et au bien-fondé des différentes options, les militaires en viennent à se prononcer sur le bien-fondé de l'usage de la force. On en veut pour preuve l'analyse de la défaite américaine au Vietnam opérée par le colonel Harry Summers, dont l'ouvrage, *On Strategy*²², sous couvert d'un retour à Clausewitz, développe une critique sévère de la gestion du conflit par les politiques et met en forme ce nouveau « prussianisme ». Depuis sa publication, l'ouvrage représente d'ailleurs une véritable « bible » pour les officiers et est inclus dans la liste de lectures obligatoires dans le cursus de l'Army. Ravivée par l'expérience malheureuse du Liban (1983), cette conception du rôle des armées en général et des forces terrestres en particulier est formalisée une première fois dans ce qu'il est convenu d'appeler la « doctrine Weinberger » (1984), appelée à devenir la « doctrine Powell » quelques années plus tard. Y est posée une série de principes destinés à guider le politique en circonscrivant les conditions légitimes d'emploi de la force au regard de la rationalité militaire. Ces principes sont au nombre de six :

- des intérêts vitaux, américains ou alliés, doivent être en jeu ;
- la victoire, au sens classique et militaire du terme, doit être explicitement recherchée ;
- les objectifs politiques et militaires doivent être clairement formulés, afin d'éviter toute évolution involontaire et imprévue de la mission (*mission creep*) ;
- il faut engager d'emblée un volume suffisant de forces, afin d'éviter l'escalade et l'enlisement ;
- en préalable à l'intervention, le pouvoir exécutif doit obtenir de la part du Congrès et de l'opinion une « assurance raisonnable » de soutien ;
- la force ne doit être utilisée que comme ultime recours.

A l'évidence, il s'agit là de conditions extrêmement restrictives, qui excluent pratiquement toute intervention autre qu'une guerre classique autorisant un usage illimité de la force. Particulièrement en faveur auprès de l'Army, la doctrine Weinberger légitime *ex post* les préférences *a priori* de l'institution pour la « grande guerre » et les théâtres majeurs de la guerre froide : en quittant l'Asie du Sud-Est, l'Army s'est instantanément refocalisée sur ce qu'elle estime être son « cœur de

²¹ Samuel Huntington, *The Soldier and the State*, Cambridge, Harvard University Press, 1957.

²² Harry G. Summers, *On Strategy. A Critical Analysis of the Vietnam War*, Novato, Presidio Press, 1982.

métier » et sa raison d'être, le *combat de haute intensité*. Autrement dit, l'armée américaine a pour mission de se préparer à contrer une avancée soviétique dans les zones où elle est déjà présente *via* des prépositionnements massifs d'unités et d'équipements (Europe, Corée du Sud) ; le « reste » est du ressort des *Marines* et de l'Air Force.

« *AirLand Battle* » et le renouveau doctrinal de l'US Army

Très affirmé dès que le primat de la grande guerre et des spécialités correspondantes semble menacé, ce conservatisme s'accompagne toutefois au long de la période d'un réel effort matériel et intellectuel pour faire face à la supériorité conventionnelle attribuée aux forces du pacte de Varsovie.

Bien que l'amélioration de la qualité des personnels ne s'opère que lentement, et que les résultats opérationnels soient en demi-teinte (échec retentissant de l'opération « Desert One », demi-succès de la Grenade ou de Panama), l'Army lance pendant cette période tous les armements majeurs appelés à connaître la consécration lors de la guerre du Golfe : missiles antichars *TOW*, chars M1 *Abrams*, véhicule de combat d'infanterie *Bradley*, hélicoptères *Apache* et jusqu'au système antimissile *Patriot*. Tous ces programmes sont d'abord conçus dans la perspective d'un affrontement conventionnel en Europe contre le pacte de Varsovie : le développement des forces nucléaires soviétiques à tous les niveaux (stratégique, intermédiaire et tactique) durant les années 1960 et 1970 rend en effet délicat, aux yeux des responsables de l'OTAN, de se reposer sur la seule dissuasion pour contrebalancer l'avantage conventionnel soviétique, qui paraît d'ailleurs aller en s'accroissant. Par-delà les nécessités de la stratégie générale de « riposte graduée », ces développements procèdent également, on l'a vu, des préférences profondes de l'institution.

Au niveau de l'organisation et de la doctrine, les décennies postérieures au Vietnam donnent lieu à une renaissance remarquable. Le thème dominant tient en une formule simple : « *Fight outnumbered and win* », combattre en situation d'infériorité mais gagner. Outre les équipements majeurs mis en chantier à l'époque, la réponse au défi soviétique passe par une refonte doctrinale en plusieurs étapes : création en 1973 d'un centre de la doctrine (TRADOC) sous la direction du général DePuy, redécouverte des « classiques » de la littérature stratégique comme Clausewitz,

publication du FM 100-5 (*Field Manual, operations*) *Active Defense* en 1976, et dans la foulée lancement de *DRS*, nouvelle étude de réorganisation divisionnaire²³...

C'est dans ce contexte qu'intervient la querelle opposant « traditionalistes » et « partisans de la guerre de manœuvre », les seconds reprochant aux premiers de s'en tenir à une « pure logique d'attrition »²⁴. A la suite de ces controverses, l'attrition désigne dans le vocabulaire américain contemporain l'application linéaire de la puissance de feu et plus généralement des moyens matériels : dans cet échange qui obéit *grosso modo* aux lois de Lanchester²⁵, la victoire va à la partie qui dispose des réserves les plus nombreuses, à moins d'un différentiel qualitatif considérable. A ce jeu-là, comme le soulignent les critiques des « *maneuverists* » à l'encontre du FM de 1976, les forces occidentales sont forcément perdantes face à la supériorité mécanisée soviétique, et la pire des solutions consiste à leur laisser l'initiative en se cantonnant à une stratégie défensive, même « active ». En sens inverse, ils proposent d'adopter le paradigme de la « guerre de manœuvre », qui repose tactiquement sur la recherche d'avantages de position, et à l'échelle du théâtre sur des pénétrations audacieuses, sur le modèle des campagnes napoléoniennes et surtout du *blitzkrieg* allemand ; il s'agit, par une prise de risque calculée, de provoquer un « choc opératif » dans le système adverse et d'obtenir des résultats disproportionnés (non linéaires) au regard du rapport de force quantitatif. Au niveau tactique comme au niveau opératif, il s'agit également de « saturer » le système de commandement adverse en le prenant systématiquement de vitesse ; en bref, rechercher et exploiter, dans l'espace comme dans le temps, les points faibles de

²³ Projet *DRS* (*Division Restructuring Study*) en 1976, transformé l'année suivante en *DRE* (*Division Restructuring Evaluation*). Ces études tirent une bonne part de leur inspiration du conflit israélo-arabe de 1973, et insistent en conséquence sur les armes antichars et les capacités nouvelles de la défense.

²⁴ Le couple manœuvre-attrition ne correspond que très imparfaitement à la distinction posée par Hans Delbrück entre *Niederwerfungsstrategie* et *Ermattungsstrategie*, c'est-à-dire « stratégie d'annihilation » et « stratégie d'usure ». Partant de la distinction clausewitzienne entre guerre totale et guerre limitée, Hans Delbrück évoque, dans le cadre des guerres limitées des XVII^e et XVIII^e siècles, les « manœuvres » – marches et contre-marches – des généraux de l'époque, qui visaient à « user » financièrement et politiquement l'adversaire. Là où Hans Delbrück opposait des stratégies, le débat américain des années 1980 s'est concentré sur des « tactiques » dans le cadre d'un affrontement évidemment pensé comme total. En outre, le sens de la notion d'attrition s'est pratiquement renversé, puisqu'elle désigne le combat du fort au fort, et non l'évitement et les tactiques dilatoires. Dans le cadre de ce vocabulaire renouvelé, la manœuvre s'apparente surtout à ce que L. Hart appelle la « stratégie indirecte ».

²⁵ Frederick William Lanchester, (1868-1946), mathématicien anglais auteur d'équations différentielles modélisant des situations de combat abstraites, et qui sont à l'origine de la recherche opérationnelle ; la « loi du carré » (*square law*) décrit ainsi une situation de tir direct, la « loi linéaire » (*linear law*) une situation de tir indirect.

l'adversaire²⁶. Sous la direction du général Starry, qui a remplacé DePuy, l'édition de 1982 du FM 100-5 reprend partiellement à son compte les préceptes du « *maneuver warfare* » ou style de guerre manœuvrier. Ce paradigme doctrinal se répand sûrement tout au long des années 1980, au sein du corps des officiers comme d'ailleurs auprès des *Marines* ou des alliés de l'OTAN. D'un point de vue pratique, cependant, il s'agit d'un succès en demi-teinte, dans la mesure où les stratégies opérationnelles retenues, « AirLand Battle » au sein des forces américaines et « doctrine Rogers » au sein de l'OTAN, doivent autant à la technologie qu'au paradigme de la guerre de manœuvre. En se proposant de détruire les second et troisième échelons soviétiques par des *frappes dans la profondeur*, conduites par l'Air Force ou par ses propres systèmes à longue portée (ATACMS²⁷, *Apache*), l'Army entreprend bien de synchroniser les capacités de ses divisions au niveau opératif, mais elle tire surtout parti des possibilités offertes par des technologies déjà en place à l'époque : munitions aériennes de précision, sous-munitions antichars délivrées par l'artillerie à longue portée, etc²⁸.

En parallèle à « AirLand Battle », le général Starry lance en 1978 les initiatives « Army 86 » et « Division 86 », qui concernent l'organisation et les structures de force. Fondée sur des analyses et des expérimentations approfondies, « Army 86 » propose deux modèles (Heavy Division 86 et Infantry Division 86) qui se situent dans le prolongement des divisions ROAD toujours en vigueur, mais incorporent des capacités supplémentaires tout à fait significatives. Avec 20 000 hommes et une brigade d'hélicoptères d'attaque, la Heavy Division 86 est véritablement conçue pour répondre en profondeur à l'offensive échelonnée prônée par la doctrine soviétique ; bien qu'approuvé, le plan est toutefois revu à la baisse faute de moyens suffisants (hommes, équipements) et d'argent, et c'est une version réduite qui est finalement appliquée par le plan « Army of Excellence » (1983). Censée servir sur n'importe quel théâtre d'opérations, la division d'infanterie doit répondre aux impératifs suivants : mobilité, flexibilité et puissance de feu accrue, ce qui veut dire

²⁶ Les références à ce sujet sont fort nombreuses, depuis E. Luttwak, « The Operational Art of War », *International Security*, vol. 5, n° 3, 1980/1981, et E. Luttwak et R. Betts, « Correspondance », *International Security*, vol. 8, n° 2, 1983, jusqu'à R. Hooker (dir.), *Maneuver Warfare: an Anthology*, Novato, Cal., Presidio Press, 1993. Pour des références plus récentes, voir R. Leonhard, *The Art of Maneuver: Maneuver-Warfare Theory and Airland Battle*, Novato, Presidio Press, 1995.

²⁷ Pour *Army Tactical Missile System*.

²⁸ A décharge, le peu de profondeur géographique de la RFA et son poids politique au sein de l'Alliance rendaient politiquement impossible de planifier et de conduire une défense élastique, condition indispensable à une véritable stratégie manœuvrière.

concrètement être aérotransportable en C-141 et pouvoir résister à une unité ennemie dotée de chars T-72. Des résultats mitigés et un coût là encore prohibitif conduisent à l'abandon pur et simple du projet – il convient toutefois de souligner la ressemblance frappante, en termes d'objectifs, entre ce projet et l'actuel plan Shinseki.

La rançon de cette intense focalisation sur la problématique du « front central » se manifeste rapidement, dès la fin des années 1970 : face aux percées soviétiques dans le Tiers-Monde, l'Army ne dispose pas de forces à la fois facilement projetables et capables d'infliger un coup d'arrêt à l'adversaire. Les années 1980 sont ainsi le théâtre d'expérimentations diverses, tant au niveau des matériels que des organisations, afin de mettre sur pied une division légère qui soit viable. C'est dans ce cadre qu'est tout d'abord lancé en 1980 le projet HTLD de « division légère technologique » (Hi-Tech Light Division) : il s'agit de protéger le golfe Persique face à une éventuelle attaque-éclair soviétique depuis l'Afghanistan, en mettant sur pied une organisation radicalement nouvelle fondée sur l'exploitation de technologies émergentes, en particulier un véhicule léger, donc déployable par avion, mais doté d'une réelle capacité antichar (*Armored Gun System*). Après trois ans de recherches et d'expérimentations, et parce qu'il est clair que les technologies requises n'arriveront pas à maturité avant au moins une décennie, le général Wickham propose un projet moins ambitieux et plus classique, le développement de la HTMD, division motorisée mixte (une brigade lourde toutes armes, une brigade légère toutes armes et une brigade d'infanterie) censée combler le « trou » entre divisions légères et divisions lourdes. Une fois encore, les problèmes pécuniaires et technologiques conduisent au démantèlement du projet.

Tout comme Infantry Division 86, ces tentatives répétées présentent de nombreux points communs avec l'actuel plan Shinseki : il s'agit de pouvoir déployer rapidement et sur de grandes distances une force terrestre apte à conduire, en conjonction avec les autres *Services*, une action retardatrice avant l'arrivée des forces lourdes. A l'époque comme aujourd'hui, la technologie est envisagée comme un moyen de compenser l'infériorité organique des forces légères en termes de protection et de puissance de feu. Malgré les insuffisances de certains matériels, le concept est loin de manquer d'intérêt et préfigure à maints égards les solutions proposées aujourd'hui. Au final, le poids institutionnel des *heavies*, ou armes lourdes (armée

blindée cavalerie, infanterie mécanisée, artillerie), mais surtout le manque d'argent et l'immaturation des technologies requises empêchent ces projets d'aboutir.

Au terme de toutes les expérimentations menées entre 1975 et 1985, l'armée se rabat sur le plan « Army of Excellence » (1983), qui comprend une version allégée du projet Division 86 pour les unités lourdes, développe les moyens de commandement au niveau des corps et tranche le problème insoluble des unités légères en créant de pures divisions d'infanterie à spécialité « géographique » (par exemple la 10^e Light Infantry Division - Mountain). Avec des effectifs réduits (10 000 hommes), dépourvues de véhicules et dotées d'une autonomie logistique de 48 heures, ces divisions ne demandent que 450 sorties aériennes pour être déployées mais sont explicitement réservées à des missions de basse intensité. Leur faiblesse intrinsèque suscite d'ailleurs, au sein de l'Army comme en dehors, des critiques nourries qui dénoncent tantôt leur inutilité en situation de combat, tantôt leur faible autonomie. Quatre de ces divisions sont progressivement mises en place.

En définitive, et en dépit d'une application en demi-teinte des avancées doctrinales, les années 1980 s'achèvent par une incontestable amélioration de l'Army : les efforts en matière de recrutement (augmentation des salaires, campagnes de publicité), d'entraînement et de matériels portent leurs fruits et les forces terrestres qui sont envoyées dans le Golfe en 1990 sont probablement les plus homogènes et les meilleures jamais constituées par les Etats-Unis.

« Desert Storm » : un triomphe contesté

La guerre du Golfe représente un triomphe collectif pour les forces armées américaines. Dans la perspective de l'Army, les opérations, et en particulier la phase terrestre, dite « guerre des 100 heures », consacre le bien-fondé de la plupart des initiatives précédentes : les *Abrams* comme les *Apache* apportent la preuve de leur supériorité complète sur les matériels soviétiques présentés comme comparables²⁹, les troupes font une démonstration de professionnalisme et le haut-commandement de l'Army n'oublie pas de souligner l'importance du fameux « mouvement tournant gauche » (*left hook*) accompli par le VII^e corps avec le XVIII^e corps en flanc-garde.

²⁹ Ce n'est à l'évidence pas le cas, puisque l'armée irakienne aligne surtout des matériels terrestres obsolètes, et que ses unités d'élite disposent le plus souvent d'équipements des années 1970 (chars T-72).

A y regarder de plus près, toutefois, il s'agit d'un triomphe de courte durée. S'il efface bien le « syndrome vietnamien » et restaure le prestige des « armes américaines », les analyses postérieures font apparaître l'infériorité patente de l'adversaire à tous les niveaux imaginables : commandement, équipement, formation de la troupe, motivation, sans parler bien entendu de l'écrasante supériorité aérienne et « électronique » – on ne dit pas encore « informationnelle » – des alliés. La manœuvre de flanc est d'ailleurs un échec, dans la mesure où l'attaque du Marine Corps le long de la côte, bien loin de « fixer » les Irakiens, donne à Saddam Hussein le signal de la retraite générale : pris de vitesse, le mouvement tournant frappe dès lors largement dans le vide et ne rencontre sur sa route que les unités délibérément placées en flanc-garde par le dictateur irakien afin de sauver ce qui peut l'être de son armée. En définitive, l'objectif militaire consistant à enfermer l'armée irakienne et à détruire la Garde républicaine – avec, sans doute, en arrière-plan l'intention de faire chuter le régime par ce biais – n'est pas atteint, et n'aurait sans doute pas pu l'être, sauf à engager des opérations de grande envergure dans les zones habitées de l'Irak, Bassorah en particulier³⁰.

Quelles qu'aient pu être les insuffisances de l'opération, elles importent moins cependant que ses retombées au niveau des perceptions. La « guerre des 100 heures » a en effet été précédée, dans tous les sens de cette expression, par une campagne aérienne de six semaines sans équivalent dans l'histoire. Le paradoxe n'est pas mince, qui veut que « Tempête du désert » marque à la fois l'apogée de l'Army de l'après-Vietnam, à dire vrai son premier triomphe militaire depuis 1945, et « lance » dans le même mouvement le thème et l'école de la RMA, qui jouent dans un sens globalement défavorable aux intérêts de l'institution. Ce paradoxe se résout toutefois, dans la mesure où cette même guerre du Golfe a représenté un triomphe bien plus grand encore pour l'Air Force, et a véritablement relancé les débats autour de l'« Air Power ». La première moitié des années 1990 est ainsi le théâtre d'une importante littérature sur le conflit de 1991 qui, dans l'ensemble, s'attache à souligner l'« arrivée à maturité » (*the coming of age*) de l'arme aérienne et prend parti plus ou moins nettement en faveur de la nouvelle version de l'« Air Power », telle que

³⁰ Sur tous ces points, voir Gordon et Trainor (1995). L'erreur première est, semble-t-il, politique : suite à une mauvaise coordination entre Schwarzkopf et les commandants du VII^e Corps, le « CinC » convient d'une date d'arrêt des combats, certes prématurée au regard de la situation opérationnelle, mais qui n'en soulage pas moins un président Bush soucieux de ne pas « gâcher » ce superbe

présentée, par exemple, par John Warden, lui-même à l'origine du plan de frappes « *Instant Thunder* ». Cette controverse est non seulement le fait des partisans attirés de l'Air Force, mais elle reçoit encore une sanction presque officielle avec le lancement de la *Gulf War Air Power Survey*, étude approfondie sur le modèle de celles conduites après la Seconde Guerre mondiale – rien de tel n'a en revanche été produit au profit des opérations terrestres³¹. Très peu de temps après la guerre du Golfe, l'Army redécouvre ainsi, selon la formule popularisée durant les années 1950, que « le véritable ennemi, c'est l'Air Force ». De fait, le déroulement de cette campagne a instantanément placé l'armée de terre dans une position défensive dont elle n'est en réalité pas sortie depuis lors. A ce constat amer, s'ajoute encore la douloureuse réduction de format consécutive à la fin de la guerre froide et entreprise dans la foulée du Golfe : en quelques années, l'armée perd 8 divisions sur 18 et se redéploie massivement vers le territoire américain.

Conclusion : la « culture » de l'US Army et les leçons objectives des réformes passées

Après avoir passé en revue cinquante ans d'histoire de l'Army, deux séries de considérations semblent s'imposer, qui ont trait respectivement à la culture de l'institution et aux caractéristiques des processus de réforme réussis.

Le succès de la guerre du Golfe tranche avec tous les engagements précédents de l'Army : il s'agit d'une opération de haute intensité, reposant sur une logistique impressionnante et un usage extensif de la puissance de feu, s'inscrivant enfin dans un cadre politique clair, qu'il s'agisse des objectifs fixés par le politique, du déroulement de l'intervention (début et surtout fin) ou du soutien de l'opinion américaine. En d'autres termes, « Tempête du désert » représente, en accord d'ailleurs avec la volonté explicite de la hiérarchie militaire, un véritable « retour aux sources », en l'occurrence l'expérience réussie et transfigurée en modèle de la Seconde Guerre mondiale³². Et c'est cette orientation qui constitue la culture de l'Army, son « cœur de métier » historique et la définition minimale commune à la

succès par des pertes américaines ou irakiennes pour « motifs purement politiques », qui risqueraient d'être mal comprises par l'opinion publique.

³¹ Les exemples d'ouvrages et d'articles favorables à l'« Air Power » sont très nombreux, voir entre autres R. Hallion, *Storm Over Iraq, Air Power and the Gulf War*, Smithsonian Institution Press, Washington, 1992, et Lambeth (2000), et bien sûr Cohen et Keaney (1993) ; en sens inverse, Scales (1998) s'est attelé à une analyse des combats terrestres qui tend à montrer qu'eux seuls furent véritablement décisifs.

plupart de ses membres, par-delà les revirements des « stratégies de sécurité nationale » et les réorganisations successives. A ce propos, il convient de souligner que les réformes les plus réussies, telles que ROAD ou Army of Excellence, se sont toutes situées dans la perspective de la « grande guerre » ; *a contrario*, les forces américaines et l'Army tout spécialement ont exhibé des difficultés plus ou moins marquées dès lors qu'il s'est agi d'intervenir dans le cadre de guerre limitées³³, telles qu'opérations de stabilisation mélangeant civils et combattants, guerres de guérilla ou même guerre classique circonscrite dans certaines limites (Corée). Résultant de cette histoire singulière en même temps qu'elles la renforcent, les doctrines Weinberger et Powell sont à la fois l'écho de ces préférences au niveau stratégique et l'expression d'un modèle idéal de relations avec l'autorité politique qui traduit au fond une méfiance considérable à l'égard de cette dernière. Parce qu'elles desservent souvent l'Army dans la routine des querelles *interservices*, ces relations civilo-militaires tendues contribuent plus d'une fois à une absence de soutien politique et budgétaire, dommageable lors des tentatives de réforme – ce n'est guère qu'en situation de conflit à grande échelle que l'Army prend le pas sur ses rivales, pour retomber derrière l'Air Force après la Corée ou le Vietnam, ou derrière la Navy lors du *build-up* reaganien³⁴.

Ce manque de soutien politique paraît d'autant plus curieux de prime abord que l'Army a multiplié, tout au long de la période, les tentatives de réforme – on ne compte pas moins d'une vingtaine de projets de réorganisation divisionnaire. De cette foison de plans et de réformes émergent quelques régularités : l'innovation « prend » mieux en temps de paix, car elle réclame du temps et de multiples expérimentations ; la transformation des organisations, des structures et de la doctrine fonctionne lorsqu'elle est graduelle, qu'elle rencontre un large soutien dans le corps des officiers et s'appuie sur des concepts éprouvés ainsi que sur des matériels existants, au moins au niveau de la technologie. C'est notamment la cas du projet Division 86, très bien pensé. En sens inverse, un écart trop important entre les ambitions et les moyens (Army 86), et surtout la précipitation engendrée par des motifs politiques (modèle « pentomique ») et le développement de concepts

³² Builder (1989) insiste particulièrement sur l'importance de la Seconde Guerre mondiale pour l'Army.

³³ Guerre limitée au sens clausewitzien de l'expression, c'est-à-dire par opposition à la guerre totale caractérisée par des enjeux vitaux – rappelons d'ailleurs que les guerres limitées pour l'Amérique sont souvent des guerres totales pour ses adversaires, par exemple au Vietnam.

anticipant sur les avancées technologiques (HTLD) produisent invariablement de mauvais résultats³⁵.

Enfin, succès ou échecs, ces réformes présentent des points communs frappants avec le plan Shinseki : depuis cinquante ans, l'Army cherche en effet à améliorer simultanément la puissance de feu (*lethality*), la mobilité stratégique (*deployability*) et tactique et la flexibilité, entre autres logistique (*sustainability*). Si, à certains égards, ce sont là des objectifs constants à travers l'histoire et communs à de nombreuses organisations militaires, et si, en parallèle, le combat de haute intensité contre les forces soviétiques a dominé durant la guerre froide, le problème du déploiement sur d'autres théâtres de forces terrestres significatives et ce que l'on pourrait appeler l'« impératif expéditionnaire » n'en ont pas moins constitué une préoccupation récurrente de l'Amérique et de son armée, prisonnière de la situation géographique particulière du pays. Concernant les solutions proposées, la filiation est tout aussi nette et, depuis les années 1970 particulièrement, l'Army attend des avancées technologiques qu'elles lui permettent d'échapper autant que possible à l'arbitrage entre déployabilité et capacité de combat. En définitive, et malgré l'évolution du vocabulaire, l'Interim Brigade Combat Team (IBCT) actuellement en développement s'inscrit dans une longue série de réformes, et il convient de garder ce passé à l'esprit dans l'analyse du projet actuel.

³⁴ *Build-up*, c'est-à-dire augmentation sensible du budget de la défense et lancement de programmes d'armement majeurs.

³⁵ Ces conclusions rejoignent non seulement les avis exprimés dans des études conduites par les militaires eux-mêmes (Hawkins et Carafano (1997), *op. cit.*, note [11]), mais encore la théorie générale de l'innovation dégagée par Stephen Rosen, *Winning the Next War: Innovation and the Modern Military*, Ithaca, Cornell University Press, 1991.

II. Une transformation brusquée

Dépositaire de cet héritage complexe et du succès fraîchement acquis de l'opération « Desert Storm », l'Army des années 1990 se trouve confrontée à trois problèmes majeurs, qui ne se recoupent ni chronologiquement, ni analytiquement. Immédiatement après la guerre du Golfe interviennent les effets de la fin de la guerre froide en termes de crédits et de volumes de forces ; cette réduction de format s'achève à peu près vers 1995, avec une armée de terre rognée de 40 %. Dans la foulée, toutefois, les forces armées américaines doivent faire face à la multiplication sans précédent des projections et des interventions tout au long de la décennie ; du point de vue de l'Army, les opérations de stabilisation sont particulièrement préoccupantes, étant donné les effectifs qu'elles mobilisent dans la durée et les problèmes de gestion de personnel qu'elles suscitent. En toile de fond, enfin, le débat autour de la RMA s'amplifie tout au long de la période, et l'accent mis sur les capacités de frappe à longue portée place l'Army dans une position défensive.

En parallèle à ces développements extrinsèques, l'Army conduit en interne deux projets de modernisation, « Force XXI » et « Army After Next ». S'ils sont bien, de la part de l'institution, une réponse aux arguments avancés par l'école de la RMA, réponse qui mêle d'ailleurs rejet et récupération de l'argumentaire « révolutionnaire », ils n'en constituent pas moins une démarche originale, articulée aux besoins et aux conceptions propres à la « première force terrestre du monde », comme l'armée américaine aime à le rappeler.

Lancé en 1999, le plan Shinseki doit être interprété comme le point de convergence des pressions externes et du processus interne ; reste à mesurer l'importance de facteurs plus immédiats, le lancement de l'« Interim Force » ayant bien entendu pour fonction de faire taire les critiques suscitées par les déboires de la « Task Force Hawk » quelques mois plus tôt, et celles, non moins déstabilisantes, en provenance du nouveau secrétaire à la Défense à partir de 2000, Donald Rumsfeld.

Les années 1990 : défense et politique

L'héritage de la guerre froide se révèle être à double tranchant : si, d'un côté, l'on retrouve pour partie dans le plan Shinseki les expérimentations doctrinales et les tentatives de réorganisation de la période précédente, de l'autre, la culture politique et stratégique de l'Army constitue indéniablement un frein à l'adaptation de l'institution au contexte nouveau de l'après-guerre froide.

Dans la foulée de la guerre du Golfe, la priorité des militaires américains, toutes armées confondues, va à la préservation de l'héritage des années 1980, qu'il s'agisse du format global de forces ou des programmes en cours de développement. En parallèle, les armées et tout particulièrement l'armée de terre restent attachées à la doctrine Weinberger, bientôt rebaptisée doctrine Powell, ainsi qu'au primat politique et doctrinal de la grande guerre mécanisée.

L'Army nouveau modèle : guerre froide « lite ! »

Avec la fin de la guerre froide se profile pour l'Army la hantise de l'« armée creuse » : la fin de chaque conflit a été en effet marquée par la démobilisation massive des forces terrestres. En conséquence, loin de se lancer dans des innovations ou dans des réorganisations ambitieuses, l'institution consacre toute son énergie à défendre les acquis. Dix ans plus tard, le succès obtenu paraît mitigé.

La réduction du volume global de forces s'opère en plusieurs étapes, de 1990 à 1997 ; plus que n'importe quel autre facteur, ce sont les attentes économiques de l'électorat et la contrainte budgétaire qui guident la restructuration. Anticipée par l'Administration sortante, cette réduction inévitable avait donné lieu à un premier plan, « Base Force », qui traduisait assez exactement les attentes des militaires en proposant pour l'après-guerre froide un volume global de forces représentant 80 % de celui des années 1980. Aussitôt au pouvoir, l'équipe de Bill Clinton met au point la *Bottom-Up Review*, ou révision de fond en comble, qui se traduit par une nouvelle diminution, moins prononcée que la première. Au final, et parce qu'elle a été la plus touchée, l'Army passe de 18 divisions en 1990 à 12 en 1995 (format « Base Force »), puis à 10 aujourd'hui. Outre le nombre de grandes unités, sont également réduits au cours des années 1990 les effectifs en hommes et en matériels des divisions, en particulier blindées et mécanisées ; elles comprennent aujourd'hui quelque 15 000 hommes, soit environ 3 000 de moins que dans le format défini par

« Army of Excellence ». Concernant les équipements, la majeure partie de la décennie 1990 se passe à améliorer les matériels existant, en faisant premièrement en sorte que toutes les unités d'active soient dotées des dernières versions des plateformes majeures (chars *Abrams*, VCI *Bradley*, hélicoptères *Apache*), deuxièmement en poursuivant les programmes lancés pendant les années 1980 (canon *Crusader*, hélicoptère *Comanche*). Si le processus s'opère le plus souvent au détriment des unités de réserve (*Army National Guard* et *Army Reserve*), qui héritent des équipements les plus vétustes, la fin de la décennie voit à l'inverse la réorganisation de certaines unités de réserve, par exemple celles désactivées quelques années avant comme la 24th *mech*, en unités viables censées compléter les divisions d'active, partiellement ou intégralement, au sein des corps. Au terme, l'institution parvient, en dépit des réductions successives, à préserver l'essentiel : ses structures, sa doctrine et ses principales unités, certaines d'entre elles en réserve. De la sorte, est garantie la possibilité théorique d'une remontée en puissance, en cas de résurgence d'une menace majeure.

Tableau 1.
Structures de forces de l'Army (1996-2000)

<i>Divisions d'active</i>	<i>Divisions de réserve</i>
1 st Armor Division (lourde)	7 th Infantry Division
1 st Cavalry Division (lourde)	24 th Infantry Division (Mechanized)
1 st Infantry Division (lourde)	28 th Infantry Division (Mech)
2 nd Infantry Division (mixte)	29 th Infantry Division (légère)
3 rd Infantry Division (Mech) (lourde)	38 th Infantry Division
4 th Infantry Division (Exfor) (lourde)	40 th Infantry Division (Mech)
10 th Mountain Division (légère)	42 nd Infantry Division (Mech)
25 th Infantry Division (légère)	49 th Armored Division
82 nd Airborne Division (légère)	
101 st Air Assault Division (mixte)	
2 nd Armored Cavalry Regiment (léger)	15 th Enhanced Brigades
3 rd Armored Cavalry Regiment (lourd)	

Durant les années 1990, toutefois, ce n'est pas tant l'éventualité d'une telle résurgence qui rend la réserve si précieuse, mais plutôt les diverses « urgences » (*contingencies*), dans les Balkans, à Haïti et ailleurs, qui nécessitent de faire appel aux réservistes afin de soulager les unités d'active. La multiplication sans précédent des opérations extérieures de toute nature, du maintien de la paix aux alertes dans le golfe Persique, impose en effet à une structure quasiment réduite de moitié par rapport aux années 1980 un rythme opérationnel (*operational tempo* ou *op-tempo*)

difficilement soutenable, stratégiquement comme humainement. Avec au bout du compte seulement dix grandes unités autonomes – les brigades doivent être considérablement « augmentées » en moyens de commandement et autres avant d’être employées de façon indépendante –, le rythme de rotation pose des problèmes considérables : les personnels sont mécontents d’être si longtemps à l’étranger, ce qui a une incidence négative sur le taux de réengagement (*personnel retention*), et ils ne peuvent remplir les objectifs en matière d’entraînement ; sur le plan stratégique, enfin, les unités engagées dans les Balkans ou ailleurs ne sont évidemment pas disponibles en cas de crise. Ainsi, dans un contexte de budgets déclinants, les forces armées américaines, et l’Army au premier chef, sont obligées de privilégier la disponibilité opérationnelle par rapport à la modernisation, sans parler même d’innovation révolutionnaire ou de « transformation ». Pendant la majeure partie de la décennie écoulée, les experts sont d’ailleurs nombreux qui dénoncent la « catastrophe en préparation » (*the Coming Defense Train Wreck*) : de nombreux systèmes d’armes ont atteint ou dépassé leur demi-vie (quinze ans ou davantage) et les crédits permettant de les remplacer par une nouvelle génération ou du moins de les améliorer font défaut. Fort logiquement, compte tenu du vieillissement des matériels et d’un taux d’utilisation plus élevé en opérations, les frais de maintenance augmentent régulièrement. En définitive, la période 1991-2000 laisse de nombreux problèmes en suspens, et l’Army ne parvient à se sauvegarder que sur le court terme.

La mort lente de la doctrine Powell

La préservation de l’héritage des années 1980 ne concerne pas seulement le format et la structure des forces, mais aussi leurs conditions d’emploi et plus généralement la nature des rapports civilo-militaires. La première moitié des années 1990 représente à maints égards le triomphe du « conservatisme » décrit plus haut, et qui est alors reformulé par Colin Powell, le très influent président du Comité des chefs d’états-majors (*Chairman of the Joint Chiefs of Staff*). La « doctrine Powell » reprend ainsi les éléments de la « doctrine Weinberger » en soulignant les aspects militaires (les objectifs doivent être clairs et réalisables, la force doit être utilisée comme dernier recours, mais de façon décisive, *overwhelming force* selon la formule) et en ajoutant la prise en compte des risques, des conséquences à terme et de la situation finale (*end-state*) créés par l’intervention. Ces conditions si

contraignantes qu'elles restreignent pratiquement l'engagement militaire à la seule défense des intérêts vitaux sont répétées à plusieurs reprises au cours des années 1990 et font en réalité office d'arme politique aux mains des républicains. Trois expériences sont à cet égard formatrices : « Desert Storm », « Restore Hope » et les opérations de maintien de la paix dans les Balkans.

Le contraste entre le succès de 1991 et l'échec humiliant de 1993 semble de prime abord donner raison à Colin Powell et à ses craintes concernant la sensibilité de l'opinion américaine à l'égard des pertes. Les sondages effectués le lendemain de la mort des 18 *rangers* font pourtant davantage apparaître un désir de revanche qu'une hyper-sensibilité aux pertes exigeant le retrait³⁶. A court terme, toutefois, l'abstention l'emporte, et les Etats-Unis choisissent de se désengager de Somalie et de rester passifs face au génocide rwandais comme à la situation en Bosnie. L'institution militaire en général, Colin Powell et le leadership de l'Army en particulier, jouent de tout leur poids face à l'Administration démocrate, affaiblie par la question des homosexuels dans l'armée comme par la Somalie ; c'est ainsi Colin Powell qui met son veto à toute intervention américaine en Bosnie. Dans la foulée, Bill Clinton rédige la *Presidential Decision Directive 25*, ou PDD 25, qui explicite les conditions d'engagement des troupes américaines dans des opérations de basse intensité en reprenant pour l'essentiel à son compte les principes de la doctrine Powell³⁷. En réalité, et par-delà les vicissitudes entourant l'opération commando contre Aïdid, le fiasco somalien résulte d'abord de l'instrumentalisation politique qui en est faite par les conservateurs, aussi opposés au président Clinton qu'au principe même des opérations de stabilisation entreprises pour des intérêts « marginaux ». Ces réticences face aux diverses *contingencies* qui apparaissent ça et là se poursuivent durant toute la décennie jusqu'au Kosovo, et contribuent grandement à modeler ce que l'on peut appeler rétrospectivement la « stratégie de l'ère Clinton », qui privilégie systématiquement les frappes aériennes et préfère ne pas engager de moyens terrestres.

L'Army est tout spécialement attentive aux dangers de l'engagement rampant (*mission creep*) et des pertes afférentes, et se structure autant qu'elle le peut pour rendre, par avance, impossible des interventions de ce type. C'est dans cette

³⁶ Cf. E. Carson, *Casualties and Consensus*, Washington, D.C., RAND, 1996.

³⁷ *Presidential Decision Directive 25*, 1994, d'ailleurs précédées par la *Presidential Review Directive 13* et suivie par la PDD 56.

perspective qu'il convient de comprendre le principe de « force écrasante » et le primat des unités lourdes : seul un déploiement massif est susceptible de minimiser les risques pendant les opérations, et la lourdeur même (logistique et politique, puisque les réserves sont indispensables) des forces existantes assure qu'elles ne pourront être employées facilement, c'est-à-dire lorsque des intérêts secondaires sont en jeu. Dans ce cadre, les doctrines Weinberger et Powell ont d'abord pour fonction de populariser ces préférences auprès des politiques et de l'opinion, jusqu'à enfermer l'Army dans un paradigme d'emploi massif qui se révèle aussi inadapté que contre-productif. Outre, en effet, la multiplication des opérations de toute nature pendant les années 1990, cette structuration massive voulue par l'Army fait également le jeu des autres Services, et singulièrement de l'Air Force, en les plaçant automatiquement en première ligne, et donc dessert les propres intérêts de l'armée de terre.

En dépit de menaces de retrait de moins en moins crédibles parce que réitérées chaque année, l'engagement durable des forces terrestres américaines en Bosnie à partir de 1995, qui suit et précède de près Haïti et le Timor, marque dans les faits la fin de la doctrine Powell ; la crédibilité « stratégique » du Général est de toute façon remise en cause, dans la mesure où il s'est systématiquement opposé à toutes les interventions américaines, depuis Panama jusqu'à la Bosnie, en passant par le Golfe en 1991. Or, de multiples facteurs politiques – solidarité avec les alliés, pressions de l'opinion – se combinent pour rendre intenable dans la pratique ce principe d'abstention quasi permanente. En parallèle à l'abandon de la doctrine Powell, les PKO (*Peace Keeping Operations*) font apparaître l'inadaptation des structures et même des équipements de la « première force terrestre du monde » : l'organisation divisionnaire ne facilite pas des déploiements rapides, les brigades ne sont pas autonomes ; les engins comme l'*Abrams* sont impressionnants mais dépassent le gabarit routier normal, et éprouvent donc le plus grand mal à entrer dans les villages ou à négocier les routes de montagne bosniaques que leurs chenilles détruisent... Etant donné le contexte politique et l'attention médiatique qui entourent les opérations de paix, il devient également problématique de définir et plus encore d'appliquer des « règles d'engagement » (ROE), c'est-à-dire d'ouverture du feu, qui limitent à la fois les risques de « bavures » et de pertes militaires tout aussi dommageables politiquement. La combativité des troupes a enfin tendance à

s'émousser, et le rythme des rotations interdit le plus souvent un ré-entraînement rigoureux au combat.

En bref, et si tous les contingents occidentaux rencontrent peu ou prou ces problèmes, l'Army est singulièrement prise à contre-pied : le combat de haute intensité pour lequel elle s'est préparée et structurée joue en sa défaveur dès lors que la rapidité et la souplesse de la réponse (*responsiveness*) priment sur la puissance (*decisiveness*). Estimant que des forces de combat peuvent effectuer des missions de maintien de la paix au prix de quelques ajustement mineurs, alors que l'inverse n'est pas vrai, l'institution préfère néanmoins maintenir le cap tout en assurant au jour le jour les tâches de maintien de l'ordre. Plus profondément, toutefois, l'expérience des Balkans explique que l'Army, contrairement à la Navy ou à l'Air Force, ait pris, ou repris, conscience de la dimension humaine de la guerre et de l'importance politique de la présence de troupes au sol : une stratégie de frappes ne permet pas toujours de contrôler un territoire habité, et il est des conflits qui ne se concluent pas avec les opérations militaires offensives, mais nécessitent sécurisation et reconstruction, c'est-à-dire occupation dans la durée. Ainsi, et alors que les SSC (*Small-Scale Contingencies*) représentent une contradiction flagrante avec les aspirations doctrinales et stratégiques de l'Army, entièrement tournées vers la « grande guerre », elles n'en ont pas moins joué un rôle décisif en préparant les esprits au plan Shinseki.

De « Task Force Hawk » aux « Rumsfeld Reviews » : les tribulations politiques de l'Army

Par rapport à tous les facteurs et tendances à l'œuvre durant les années 1990, qui s'agrégeaient sans susciter pour autant de crise majeure, il est clair que le fiasco de la « Task Force Hawk » en avril 1999 a fait figure de réveil extrêmement brutal pour l'armée de terre.

Il s'agissait pourtant de déployer en Albanie un bataillon d'hélicoptères *Apache*, afin de les engager éventuellement au Kosovo en sus des opérations aériennes alors en cours. Non seulement la phase de déploiement s'est avérée considérablement plus longue que prévue, mais encore elle a été ponctuée par plusieurs incidents, dont la perte de deux hélicoptères et d'un équipage. Au final, « Task Force Hawk » n'a tout simplement pas été engagée, malgré un déploiement considérable : 6 200 hommes, 24 hélicoptères, une batterie MLRS, soit 26 000 tonnes d'équipement acheminées

par 442 rotations de C-17 et 269 de C-130 pour un coût de 480 millions de dollars. A ce compte-là, l'Air Force et la Navy ont eu la partie facile, et il suffit de parcourir la presse ou les articles spécialisés de l'année 1999 pour constater que de plus en plus d'experts ou de commentateurs s'interrogent sur la nécessité pour les Etats-Unis de conserver une armée de terre importante, dès lors que les moyens de frappe à distance et les *Services* correspondant démontrent une réactivité supérieure et une capacité autonome à emporter la décision. A l'évidence, les événements ne se sont pas déroulés aussi simplement, et les raisons exactes qui ont poussé Slobodan Milosevic à capituler font encore aujourd'hui l'objet de débats³⁸. L'essentiel ne réside pas là, cependant, mais bien dans la perception d'inutilité (*irrelevance*) qui s'est attachée à l'Army et risque de lui coûter cher dans la bataille budgétaire à venir.

Le Kosovo, en effet, a lieu un an avant les élections générales, elles-mêmes suivies d'une seconde « Revue quadriennale de défense », d'un nouveau gouvernement et d'une législature renouvelée ; pour la première fois depuis longtemps existe donc l'opportunité d'un changement de stratégie et d'une réallocation des crédits et des « rôles et missions » correspondant au sein du département de la Défense. En bref, l'Army risque gros et ne peut se permettre de donner l'impression qu'elle poursuit sur sa lancée (« *business as usual* ») comme si rien ne s'était passé ; dans le contexte de l'après-Kosovo, l'inertie ne peut qu'être politiquement dommageable.

Ce point est d'autant plus important que les deux candidats principaux ont, au moins rhétoriquement, fait allégeance à la RMA et ont promis de moderniser l'appareil militaire américain. George W. Bush, en particulier, en a repris l'un des slogans les plus répandus, à savoir la nécessité de « sauter une génération d'armements ». En outre, son entourage semble clairement séduit par les frappes à distance et très réticent à l'endroit des opérations de stabilisation ; l'Army se retrouve donc attaquée « par le haut » et « par le bas ». L'arrivée aux affaires de Donald Rumsfeld, partisan convaincu de la RMA, se traduit d'ailleurs par le lancement immédiat en 2001 d'une série de « revues » qui menacent tant les programmes en cours que les structures de force : dans le cadre budgétaire restrictif de l'avant-11 septembre, le financement de la « transformation militaire » proclamée a de fortes chances d'entraîner une réduction du nombre de divisions terrestres³⁹.

³⁸ Voir Bacevich et Cohen, (2001) et le dossier consacré à ce sujet par le *Public Broadcasting Service* (<www.pbs.org>).

³⁹ C'est dans cette perspective qu'il convient semble-t-il d'interpréter la querelle à propos de la stratégie des deux « guerres majeures de théâtre » héritée de l'ère Clinton ; si cette directive, qui

Dans ce contexte politiquement chargé, et dont l'urgence va croissant entre 1999 et 2001, l'Army n'a donc pas d'autre choix que d'« embrasser » intégralement la rhétorique de la RMA et de proposer dans la foulée un projet « révolutionnaire » qui d'emblée permette d'« occuper le terrain » budgétaire, ce qui passe par des acquisitions de matériels à très brève échéance, tout en remédiant aux insuffisances mises en lumière par le fiasco albanais et en préservant ce qui peut l'être des acquis doctrinaux des années passées.

L'Army entre modernisation progressive et ambitions futuristes

Une fois absorbées les réductions de format consécutives à la fin de la guerre froide, l'Army se retrouve simultanément confrontée à la multiplication des interventions et à la montée en puissance de l'école de la RMA, qui met en cause les formats, les doctrines et les équipements existant. Les exercices de réflexion et d'expérimentation lancés par l'Army à partir de 1994 répondent pour partie à ces pressions, tout en reflétant les choix propres de l'institution.

L'Army face à la RMA

Après 1995, et compte tenu des engagements internationaux des Etats-Unis, on aurait pu croire finie la période de réductions des forces et de diminution des crédits. Il n'en a rien été dans les faits, comme le montre la première QDR, lancée en 1997, et qui avait apparemment pour fonction première de préparer les inévitables réductions de format que ne manquerait pas d'entraîner après 2000 un budget de la défense stagnant – de modestes réductions d'effectifs sont ainsi organisées à partir de cette date. C'est seulement à partir de 1999 que la bonne santé de l'économie américaine et la disparition du déficit fédéral convainquent l'exécutif, d'ailleurs sous la pression conjointe du Congrès et des interventions en cascade, d'augmenter les crédits alloués à la défense. En ce sens, les premiers projets innovants lancés par l'Army durant les années 1990, « Force XXI » et « Army After Next », visent d'abord à préparer le long terme tout en absorbant le choc de l'après-guerre froide, c'est-à-dire la réduction du format global et des crédits, et en continuant d'assurer les missions spécifiées dans la *Bottom-Up Review*, à savoir mener victorieusement et

influence directement le volume global de forces, avait été clairement annulée, l'US Army perdait la meilleure justification de son format à 10 divisions d'active.

simultanément deux « conflits régionaux majeurs » (*Major Regional Contingencies* ou MRC) dans le Golfe et sur la péninsule coréenne. Au fur et à mesure que s'amplifie le mouvement de la RMA, les initiatives doctrinales lancées acquièrent une fonction supplémentaire : « préempter » les critiques des tenants de la RMA en incorporant leur vocabulaire et, pour partie seulement, leurs recommandations.

Pour de nombreux partisans d'une modernisation accélérée, c'est-à-dire « révolutionnaire », les seules marges de manœuvre budgétaire disponibles, en période d'austérité, sont en effet à rechercher dans l'arrêt des programmes « non révolutionnaires » (*legacy programs*) et dans la réduction du format des forces terrestres⁴⁰. Or, dans la mesure où les interventions semblent démontrer les unes après les autres, du Golfe au Kosovo, que le « complexe de reconnaissance-frappe » en cours de formation se suffit pratiquement à lui-même et que les alliés au sol de toute façon ne manquent pas, la position de l'Army apparaît de plus en plus fragile et à la merci d'une décision politique. En outre, les capacités de frappe à longue distance ne cessent de s'améliorer et de se répandre pendant les années 1990 : les munitions de précision (PGM ou *Precision Guided Munitions*) représentent ainsi 10 % du tonnage total utilisé pendant « Desert Storm », 35 % pour « Allied Force » et plus de 60 % pour « Enduring Freedom » (« Liberté immuable »); l'arrivée du guidage par GPS permet d'obtenir une grande précision par tous les temps, et pour une fraction de ce que coûtent les missiles de croisière. L'« arrivée à maturité » des frappes précises à distance de sécurité, voire à très grande distance, ne semble pas seulement réaliser les attentes des avocats historiques de l'« Air Power » depuis Mitchell ; plus fondamentalement, elle met en question la nécessité du combat de près, qui constitue bien entendu la raison d'être des forces terrestres.

Grâce aux progrès considérables de l'électronique et de l'informatique (doublement de la puissance des processeurs tous les dix-huit mois), la révolution de la précision s'accompagne d'améliorations tout aussi spectaculaires en matière d'acquisition (capteurs), et surtout de traitement et de diffusion de l'information (bande passante) jusqu'à promettre la possibilité d'un champ de bataille rendu « transparent » et donc entièrement ouvert à des frappes discriminantes conduites à grande distance – l'inflation linguistique n'est pas en reste : on passe du C3I au C4ISR, soit *Command*,

⁴⁰ Voir les recommandations d'A. Krepinevich en la matière, *The Military-Technical Revolution: A Preliminary Assessment*, sur <www.csbaonline.org>. Souvent présenté comme l'un des textes fondateurs de la RMA, ce rapport, à l'origine non public, souligne le rôle secondaire dans l'avenir des forces terrestres lourdes.

Control, Communications, Computers, Intelligence, Surveillance, Reconnaissance, et les plus enthousiastes d'évoquer une véritable « conscience de la situation opérationnelle » (*situational awareness*). Dans le même ordre d'idées, la Navy entend exploiter au mieux les nouvelles possibilités des technologies de l'information et lance le concept de *network-centric warfare* ou paradigme de la « guerre réseau-centrée », c'est-à-dire fondé sur l'échange continu d'informations entre les différentes plateformes.

« *Force XXI* » : l'expérimentation progressive de la digitalisation

La première initiative de l'Army consiste justement à essayer d'exploiter les progrès en matière de C4ISR. « *Force XXI* » se résume ainsi en un mot : la digitalisation, soit le fait d'équiper les différents véhicules et systèmes d'armes, et en particulier les véhicules de commandement, avec des terminaux informatiques reliés les uns aux autres et les programmes informatiques correspondant. Dénommés collectivement FBCB2, pour *Force XXI Battle Command, Brigade and Below*, ces logiciels gèrent simultanément le commandement, le positionnement terrestre par GPS, les transmissions par radio et satellite, l'identification ami-ennemi ou encore les courriers électroniques et les images⁴¹. Les programmes et le réseau (intranet tactique) fonctionnent sur des terminaux dédiés rajoutés aux plateformes existantes (*appliqué*) ou intégrées dès l'origine pour les plus modernes d'entre elles (*Apache Longbow*, *M1A2 Abrams*). Une brigade comprend plus de 1 000 ordinateurs.

La digitalisation doit permettre de réduire la friction inhérente aux opérations militaires, en assurant aux unités la capacité de maîtriser leur environnement (localisation des « amis », des ennemis et des neutres) et de communiquer leur situation tactique, et en donnant aux chefs la possibilité d'une manœuvre beaucoup plus rapide. En ce sens, la digitalisation fonctionne comme un « multiplicateur de force », c'est-à-dire qu'elle permet d'accélérer le cycle « OODA⁴² » et donc d'accroître la mobilité et la puissance de feu. Dans le même temps, toutefois, la digitalisation pose de délicats problèmes de commandement : il s'agit de savoir jusqu'à quel niveau hiérarchique distribuer l'information, et plus généralement quelle

⁴¹ Il s'agit des programmes POSNAV pour le positionnement, SINCGARS pour l'interface radio ou satellite et BCIS pour l'identification.

⁴² Pour *observation, orientation, decision, action*.

approche du commandement adopter. Mis en lumière par « Force XXI », ces problèmes sont loin d'avoir été résolus depuis lors⁴³.

Lancé en 1994 par le général Sullivan, le projet Force XXI est conduit sous la responsabilité du TRADOC, qui organise une série d'expérimentations, de manœuvres et de *wargames* (les AWE ou *Advanced Warfighting Experiments*). Etant donné les réductions alors en cours et les multiples opérations outre-mer impliquant l'Army, il est décidé de donner la priorité aux unités lourdes et de procéder de façon progressive et focalisée, en digitalisant brigade par brigade la 4th *Infantry Division*, désignée comme EXFOR ou *Experimental Force*. Le fait de concentrer ainsi l'innovation sur une seule unité qui passe tout son temps au National Training Center, à s'entraîner contre l'OPFOR⁴⁴, permet non seulement de travailler sur la durée, mais encore d'expérimenter différentes possibilités. Pas moins de 11 options sont ainsi examinées, qui semblent avoir repris certains projets de réorganisation divisionnaire remontant aux années 1970 et 1980. En particulier, TRADOC analyse l'impact de la digitalisation en termes de modularité : il s'agit de savoir s'il est désormais possible d'organiser des brigades permanentes constituant les éléments fixes de divisions *ad hoc*. De même, est essayé un format divisionnaire mixte, un peu à la manière de TRICAP⁴⁵, qui mélange infanterie légère, blindés et hélicoptères⁴⁶. Le modèle intérimaire, ou « Force XXI Interim Division », retient finalement une organisation assez proche de la division lourde normale, mais avec des capacités interarmes renforcées, en particulier infanterie, feux à longue portée, reconnaissance et renseignement – ces derniers points correspondant sans surprise aux programmes de modernisation alors en cours, obusier automoteur *Paladin*, missile à longue portée ATACMS et hélicoptère de reconnaissance armée *Comanche*.

Si le projet est en définitive absorbé par les plans suivants, il n'en laisse pas moins plusieurs héritages importants. En premier lieu, la nature progressive et focalisée de l'expérimentation a assuré son relatif succès, sans pour autant parvenir à résoudre les difficiles questions de commandement soulevées par la digitalisation. En deuxième lieu, « Force XXI » a ouvert la voie, du double point de vue de la méthodologie et de la doctrine, aux projets suivants, « Army After Next » et « Objective Force » : le premier reprend et projette dans le long terme les

⁴³ Cf. *infra* (partie III).

⁴⁴ *Opposition Force*, c'est-à-dire l'ennemi générique.

⁴⁵ Pour *Triple Capable*.

⁴⁶ Voir Hawkins et Carafano (1997), *op. cit.*, note [11].

implications de la digitalisation ; le second en retient les applications directes en matière de C4ISR, mais aussi le principe d'unités expérimentales permanentes, en l'espèce les « brigades interarmes intérimaires ». En troisième lieu, enfin, « Forcexxi » a débouché sur le système FBCB2 (*Force Battle Command, Brigade and Below*) et le programme de digitalisation en cours de certaines unités lourdes.

« Army After Next » : le paradigme du combat de haute intensité futur

Contrairement à « Force xxi », qui cherche à mettre à profit les avancées existantes de la technologie, « Army After Next » (AAN) se focalise spécifiquement sur le long terme, soit par construction la période 2015-2025. En conséquence, il s'agit davantage d'une vision et de structures de forces théoriques que d'un programme à proprement parler. En l'absence des technologies concrètes requises, AAN a consisté pour l'essentiel en une série de *wargames*. C'est l'occasion pour l'Army d'explicitier ses objectifs de long terme, de se projeter dans un avenir lointain et, par là, de réitérer ce que sont ses préférences profondes.

En explorant les possibilités à long terme de la « révolution de l'information », l'Army a cherché à prendre en compte les menaces futures telles qu'elles sont notamment annoncées par les partisans de la RMA : prolifération des armes de destruction massive, dissémination partielle des technologies de pointe (*niche capabilities*) et recours systématique au déni d'accès. La problématique envisagée est double : comment préserver la possibilité de l'intervention à grande distance face aux stratégies de déni d'accès, qui interdisent de procéder à une montée en puissance progressive ; comment améliorer la capacité de manœuvre terrestre face à l'augmentation prévisible de la puissance de feu produite par la diffusion des frappes de précision ? Les *wargames* conduits de 1996 à 2000 font émerger deux réponses simples, la vitesse et la profondeur : il va s'agir pour l'armée de terre de multiplier par dix (« *by an order of magnitude* ») la réactivité stratégique et la vitesse d'exécution tactique, et d'opérer sur l'ensemble du théâtre⁴⁷. S'agissant de l'arrivée en force sur un théâtre sous la menace de frappes adverses (*forcible entry*), la solution proposée passe par des opérations « dispersées » (*distributed*), c'est-à-dire non linéaires ; l'absence d'un front et d'une zone arrière bien délimités doit permettre de minimiser la vulnérabilité initiale. De même, et pendant toute la durée des opérations, la

⁴⁷ Sur tous ces points, voir la transcription du briefing très éclairant donné par le général Scales (1997).

maîtrise des technologies de l'information est pensée comme autorisant la délocalisation hors du théâtre de nombreuses fonctions de commandement ou de soutien, en sorte que les unités sur place puissent limiter leur logistique et « se retourner » en tant que de besoin (*reach back*), *via* en particulier les communications satellites, vers les moyens basés hors du théâtre. Ce « parapluie informationnel » doit également permettre de maintenir un tempo tactique et opératif très élevé, tel que l'action des forces terrestres conjuguée aux frappes à longue distance fournies par les autres armées puisse saturer d'emblée et définitivement la « boucle de décision » (*OODA loop*) ennemie. En bref, la rapidité des opérations permet de saisir des avantages de position dans l'espace comme de déborder l'adversaire dans le temps, et donc de dominer son processus de décision. A l'évidence, on retrouve là les principes fondamentaux du paradigme de la guerre de manœuvre tel qu'il a été élaboré pendant les années 1980, à ceci près que les opérations non linéaires menées sur toute la profondeur de territoire ennemi ont remplacé la synchronisation séquentielle des capacités aéroterrestres⁴⁸.

Pour intéressant qu'il soit d'un point de vue théorique, le projet AAN et les conclusions qui en sont tirées ne vont pas sans soulever de nombreuses questions. Le cadre posé par AAN est clairement celui, classique, de la grande guerre mécanisée, mais les moyens envisagés, supériorité « spatio-informationnelle », feux ultra-précis à distance de sécurité, etc., vont tout aussi clairement dans le sens préconisé par la RMA. Tout en proclamant que seules les forces terrestres sont à même de contrôler territoires et populations, l'Army apparaît d'ailleurs singulièrement réticente à s'engager de près et compte en fait se reposer dans le futur sur la maîtrise américaine de l'information, comme elle s'est reposée en 1991 sur la supériorité physique de ses plateformes, pour détruire l'ennemi à distance. Les problèmes épineux comme le combat en zone urbaine ou difficile sont simplement laissés de côté, et la manœuvre semble avoir principalement pour but d'obliger l'adversaire à se concentrer en réponse, et ce faisant à se rendre vulnérable aux feux à longue portée. Or, l'US Air Force est évidemment mieux placée, à l'heure actuelle en tout cas, pour revendiquer cette conception des opérations militaires et surtout

⁴⁸ Sur ce dernier point, l'US Army s'inspire de la doctrine de l'Air Force (« guerre parallèle » et rejet des phases ou séquences, *close-battle*, *rear-battle*, *deep-battle*, qui étaient au cœur de la doctrine conjointe des années 1980, *AirLand Battle*, doctrine imaginée pour contrer l'offensive échelonnée soviétique) et conduit à son terme ultime la théorie des opérations en profondeur cherchant à susciter un choc opératif chez l'adversaire.

mettre en pratique les feux à longue portée, partie décisive de cette stratégie. En outre, les réticences de l'Army à l'endroit des « Operations Other Than War » et la focalisation sur le combat de haute intensité rentrent également en contradiction avec le slogan du « contrôle de l'espace », et surtout apparaissent singulièrement décalés par rapport aux réalités immédiates auxquelles doit faire face l'institution⁴⁹.

Le projet « Mobile Strike Force »

Dans la continuation du plan AAN, l'Army entreprend à partir de 1996 de constituer une « Mobile Strike Force ». A l'origine, celle-ci doit se composer d'un Q.G. d'un nouveau type, plus agile logistiquement, puis d'unités modulaires de niveau brigade, aux effectifs et à la composition variables (entre 3 000 et 5 000 hommes), définis en fonction de la mission.

Il s'agit de disposer d'une force initiale utile sur tout le spectre des opérations, qui permette à la fois de réduire la vulnérabilité des forces terrestres en cours de déploiement (problématique de l'entrée de vive force, ou *forcible entry*, étudiée lors des *wargames* conduits dans le cadre « Army After Next »), et de répondre rapidement aux opérations de basse intensité et urgences diverses de type humanitaire qui sollicitent l'armée de terre. Initiée par le général Reimer, « Strike Force » passe par la constitution d'un Q.G. dédié, combinée à une série de manœuvres et de tests conduite par le 2nd Armored Cavalry Regiment. On retrouve là, héritée de FXXI, l'idée de processus d'expérimentation focalisé sur une unité-test (*test-bed unit*). Dans une perspective à long terme, la transformation du 2nd ACR en « Strike Force » représente une sorte de prototype pour AAN. A plus court terme, le projet mise sur la digitalisation afin de délocaliser de nombreuses fonctions désormais remplies par des éléments non organiques ; le Q.G. « Strike Force » doit s'en trouver plus léger et donc plus facilement déployable. Par là, le général Reimer reprend à son compte, quoique de façon limitée, les différentes propositions de réorganisation lancées à la fin des années 1990, et qui recommandent d'abandonner le système divisionnaire, trop lourd, au profit d'unités intermédiaires dotées d'une

⁴⁹ Sur tous ces points, Vilboux (2002), p. 184, parvient aux mêmes conclusions : « [L'US Army] met en avant la capacité d'adaptation de ses unités, mais cherche à éviter leur engagement dans des situations dangereuses. Les responsables du Service ont ainsi freiné le déploiement de force dans les opérations de paix, alors qu'elles correspondent à l'une des compétences spécifiques qu'ils revendiquent, à savoir l'aptitude à contrôler le terrain et les populations. »

réelle autonomie d'action mais comparables à des brigades en termes de volume⁵⁰. En ce sens, et contrairement à Fxxi ou AAN, « Strike Force » a représenté la première tentative véritable d'adaptation de l'Army aux exigences du contexte international, par opposition à des scénarios de grande guerre correspondant aux préférences de l'institution.

L'ironie du sort a voulu que ce projet arrive en phase de développement au printemps 1999, juste au moment où le Kosovo révélait au grand jour les déficiences de l'Army, menaçant de dégénérer en une véritable affaire politique.

Le « plan Shinseki » : la « transformation » de l'Army

A considérer tout ce qui précède, depuis l'histoire doctrinale de l'institution, riche d'expérimentations et de projets en tous genres s'intéressant, entre autres, aux interventions hors des théâtres habituels de la guerre froide, jusqu'au traumatisme causé par « Task Force Hawk », en passant par les plans de modernisation des années 1990 qui débouchent à la fois sur « Army After Next » et « Strike Force », on ne peut que constater tout ce que le projet « Objective Force » doit au passé proche, ou lointain, de l'Army. Dans le plan initié en 1999 par le général Shinseki, nouveau chef d'état-major, on retrouve en effet tant les facteurs conjoncturels comme le fiasco albanais ou les attaques montantes des partisans de l'Air Power que les aspirations fondamentales de l'armée de terre ou les débats traditionnels qui la traversent en interne quant à sa mission première.

Plus précisément, le plan Shinseki reprend la démarche et les résultats de Fxxi et d'AAN, tout en incorporant des éléments plus anciens, par exemple les tentatives des années 1980 pour créer une division puissante mais facilement déployable, HTLD ou HTMD. La démarche est en fait triple, puisqu'il s'agit simultanément de moderniser sélectivement les forces lourdes (« Legacy Force »), de constituer des unités « moyennes » (« Interim Force ») équilibrant les avantages et les inconvénients respectifs des divisions lourdes et des divisions légères ; enfin, de lancer l'Army sur un plan de modernisation révolutionnaire (« Objective Force »), pour lequel les technologies appliquées vont devoir être réalisées en parallèle au travail sur la doctrine et les structures.

⁵⁰ La proposition de réforme la plus aboutie dans ce sens vient du colonel D. Macgregor, dont le seul titre de l'ouvrage (*Breaking the Phalanx : A New Design for Landpower in the 21st Century*, Westport,

Il existe toutefois une différence essentielle avec les initiatives précédentes, qui tient à l'accélération considérable du « calendrier » : là où « Strike Force » prévoyait un Q.G. et peut-être une unité en 2003, le plan « Interim Force » entreprend de mettre sur pied 5, 6 ou même 8 brigades interarmes d'ici à 2007 ; le raccourcissement est encore plus net pour « Objective Force », censée entrer en action à partir de 2008, quand « Army After Next » se projetait à l'horizon 2025. Si cette accélération témoigne de l'urgence politique de la réforme, elle n'en constitue pas moins un pari risqué, eu égard à l'état des technologies comme aux besoins budgétaires impliqués, et que le général Shinseki a évalué entre 40 et 70 milliards de dollars.

La « Legacy Force », force de précaution et réserve stratégique

Compte tenu des impératifs conjoints de la transformation et de la disponibilité opérationnelle, il était indispensable que l'Army réduise ses investissements en matière de recapitalisation des forces, c'est-à-dire de modernisation progressive. Pour cette raison, il a été décidé de limiter le programme de digitalisation des forces – initialement censé être appliqué aux unités lourdes puis aux unités légères – au seul III^e Corps, désormais désigné comme « force de contre-attaque » et plus spécialement chargé de l'Asie de l'Est (« PACOM⁵¹ »), la Corée étant l'un des derniers théâtres susceptibles de requérir d'importantes forces lourdes. Comprenant la 1st Cav. Division, la 4th Infantry Division (Mech) et le 3rd Armored Cavalry Regiment, ainsi que des éléments de soutien et des unités de réserve « mariées » aux divisions d'active, le « Counterattack Corps » constitue la réserve stratégique de l'armée de terre et participe à la défense du territoire tout en étant prêt à se déployer et à engager des actions « décisives ». A ce titre, le « porte-drapeau » de la « Legacy Force » est appelé à bénéficier d'un plan de recapitalisation partielle, mêlant le rajeunissement de l'ensemble des plateformes en service et l'amélioration de certains systèmes : passage de la version M1A1 à la version M1A2 (*System Enhancement Program* ou SEP) pour le char *Abrams*, passage au *Bradley* M2A3 et à la version AH-64D *Longbow* de l'hélicoptère *Apache*, enfin intégration des derniers systèmes digitalisés de commandement (*ABCS*⁵²). Avec la réforme de la réserve⁵³,

Praeger Publishers, 1997) est on ne peut plus parlant.

⁵¹ Pour « Pacific Command ».

⁵² Pour « Army Battle Command System ».

⁵³ En 2000, l'Army a réorganisé les 8 divisions et 15 « brigades améliorées » séparées (*enhanced separate brigades*) de façon à les rapprocher d'unités d'active spécifiques – ainsi la 49th Armored Division fait-elle équipe avec la 1st Cav.

désormais plus étroitement associée à l'armée d'active, cette recapitalisation modérée s'étend aux unités de réserve du III^e Corps.

Outre le à la fois V^e Corps (« Victory Corps »), basé en Allemagne et plus spécialement axé sur la coopération au sein de l'OTAN et le maintien de la paix dans les Balkans, l'Army comprend le I^{er} Corps (« America's Corps »), qui supervise la transformation et les deux brigades expérimentant le nouveau format IBCT à Fort Lewis et ne compte par ailleurs que des unités de réserve, enfin le XVIII^e Corps aéroporté, plus spécialement chargé de répondre rapidement aux urgences susceptibles de se manifester, en particulier au Moyen-Orient (« ARCENT » ou Composante terrestre du commandement central). Justement appelé « Contingency Corps », le XVIII^e rassemble les unités (101st Air Assault, 82nd Airborne, 10th Mountain, 3rd Mech.) devant être « transformées » les premières au sein de « Objective Force ».

Pensée pour limiter les risques associés à la transformation, cette répartition fonctionnelle est également géographique et dessine les contours possibles d'une armée de terre « à plusieurs vitesses », avec le XVIII^e Corps en pointe, les I^{er} et V^e Corps en seconde ligne et moins opérationnels, enfin le III^e Corps comme réserve « décisive ». En plus de ses vertus stratégiques, entre autres en termes de déploiement, cette réorganisation constitue sans doute une concession faite aux différents courants qui traversent l'Army : les armes (*branches*) lourdes, traditionnellement dominantes, et qui sont défavorables au plan Shinseki, conservent un « espace préservé » avec les III^e et V^e Corps, tandis que les « *lights* » du XVIII^e sont appelés à bénéficier en premier des retombées de la transformation.

« Interim Force » : les brigades interarmes intermédiaires

La brigade interarmes intermédiaire, dite *IBCT* (« Interim Brigade Combat Team »), a été lancée en octobre 1999 et vise deux grands objectifs : préparer la voie aux systèmes et aux formations futures de l'« Objective Force », et corriger les déficiences constatées récemment en matière de déploiement rapide et de « versatilité » des forces terrestres américaines, ce qui implique une réorganisation des structures⁵⁴.

⁵⁴ Voir l'excellente présentation de Dubik (2001). Le général Dubik a participé directement au plan « Interim Force » au TRADOC. Voir également Allen (2001).

D'abord appelé « Medium Brigade », l'IBCT est annoncée « lethal, survivable, mobile, deployable, sustainable, all-spectrum ». Ce sont là autant de qualificatifs « codés » qui reprennent les qualités respectives des forces lourdes et légères : les deux premiers font référence aux capacités offensives et défensives (puissance de feu et protection) des *heavies*, le troisième à leur mobilité tactique tout terrain, là où les unités d'infanterie sont pratiquement immobiles ; en sens inverse, ces dernières sont très mobiles stratégiquement, puisque légères, faciles à déployer et à soutenir. On le voit, il s'agit du vieux problème de la « brèche » (*gap*) entre forces légères et forces lourdes. Tandis que les premières arrivent en quelques jours sur le théâtre, mais ont une faible valeur militaire, en particulier contre un adversaire mécanisé, les secondes ont besoin quant à elles de plusieurs semaines pour se déployer, ce qui crée une fenêtre de vulnérabilité maximale entre, en gros, la première et la sixième semaine pour un déploiement dans le golfe Persique⁵⁵. En outre, les *wargames* et les analyses ont bien fait apparaître que la vulnérabilité principale de la posture stratégique américaine tenait à ces délais de déploiement importants et que les adversaires des Etats-Unis chercheraient probablement à leur interdire l'accès au théâtre. Pour répondre à ces critiques, qu'on retrouve fréquemment chez les partisans de la RMA ou de l'Air Power (l'US Air Force insiste sur sa réactivité, *responsiveness*), le plan « Army Vision » d'octobre 1999 a fixé des objectifs très ambitieux : déployer une IBCT en 96 heures, la première division en 120 heures, et le corps entier en 30 jours, et ce, n'importe où dans le monde.

A cette mobilité stratégique impressionnante, traditionnellement associée aux seules unités légères, doivent correspondre une égale mobilité tactique et un certain degré de protection pour les personnels, puisque l'IBCT doit pouvoir être engagée de façon autonome et sur tout le spectre des opérations. Eu égard à ces considérations, la brigade intermédiaire est « montée » (*mounted*), c'est-à-dire qu'elle dispose en propre de véhicules de type « blindés légers à roues ». Le choix du LAV-III (*Light Infantry Vehicle*), dont des versions antérieures sont en service dans les forces armées canadiennes et l'US Marine Corps, tient justement à sa légèreté : à 17 tonnes sans blindage externe ajouté, le *Stryker*, tel qu'il a été rebaptisé, peut tenir dans un C-130, avion qui constitue encore aujourd'hui le gros de la flotte de transport

⁵⁵ Pendant « Desert Shield », la *Ready Brigade* de la 82^e s'était déployée entre le 9 et le 14 août, soit entre C+2 et C+7, l'opération ayant été lancée le 7 août 1990. La 24^e mécanisée était pour sa part déployée et opérationnelle au 24 septembre (C+48).

aérien tactique des pays occidentaux, Etats-Unis en tête. En outre, le choix d'une plateforme à roues, par opposition aux chenilles, permet d'accroître notablement la mobilité sur routes et de réduire les besoins logistiques (carburant, pièces détachées), et l'équipage est à l'abri des munitions de petit calibre (jusqu'au 14,5 mm). Enfin, la désignation d'un châssis commun à tous les véhicules spécialisés (véhicule de commandement, antichar, artillerie) constitue là aussi un avantage logistique important, le caractère interchangeable des pièces détachées entraînant une nette simplification des procédures de maintenance et de réparation.

En ce qui concerne sa composition, l'IBCT hérite assez directement des initiatives de réforme précédentes, à commencer par la « Mobile Strike Force ». Il s'agit en effet d'une brigade d'environ 4 000 hommes, mais prévue pour recevoir en augmentation des éléments divisionnaires (génie, renseignement, hélicoptères...) ou pour s'articuler elle-même au sein d'un dispositif plus large. Elle comprend 3 bataillons d'infanterie, 1 bataillon d'artillerie orienté sur le tir de contre-batterie, plusieurs sections de mortiers, 1 bataillon de soutien, quelques moyens antichar (1 compagnie) et les éléments de commandement⁵⁶. L'ensemble constitue à proprement parler une unité d'infanterie montée, comparable à ce que furent les « dragons » au XVII^e siècle : les plateformes ont d'abord pour fonction de transporter les troupes, puis de les appuyer au combat, mais celui-ci est effectué à pied (*dismounted*)⁵⁷. Ce format, assez classique en apparence, a cependant ceci d'original qu'il dissocie les hommes des plateformes en situation de combat, initiative qui va à l'encontre des traditions de l'infanterie mécanisée américaine, très « véhiculaire » ; il est en outre clairement orienté vers le combat en terrain difficile, zone urbaine ou montagneuse, là encore tout ce que l'« armée de terre institutionnelle » préfère généralement éviter. L'innovation la plus visible tient à l'inclusion des dernières avancées en matière de C4ISR et à l'incorporation d'une composante originale, l'escadron de reconnaissance, de surveillance et d'acquisition des cibles (*Reconnaissance, Surveillance, Target Acquisition* ou *RSTA squadron*). Dans la foulée des expérimentations conduites pendant la décennie et culminant avec « Force XXI », les éléments de l'IBCT ont été mis en réseau les uns avec les autres, tout en réservant explicitement la possibilité de relier en temps quasi réel la brigade à n'importe quelle autre unité, qu'elle appartienne à l'Army, l'Air Force ou à

⁵⁶ Se reporter à l'organigramme de l'IBCT, présenté sur <www.army.mil>.

⁵⁷ La comparaison avec les dragons est courante : voir Allen (2001).

un contingent allié. Décrite comme un pas significatif en direction de la *jointness* (« interarmisation »), la brigade interarmes a été optimisée pour bénéficier de l'appui-feu ou du soutien logistique externe – on retrouve le concept de *reach-back* – lors d'une opération de grande envergure ou en cas d'urgence. Au niveau tactique, l'escadron RSTA reproduit les mêmes fonctionnalités, centralisant et distribuant le renseignement. Grâce aux UAV⁵⁸ et capteurs perfectionnés (acoustique, systèmes REMBASS⁵⁹) qu'il incorpore, l'escadron RSTA est plus qu'un simple détachement de reconnaissance au sens classique, car il est censé pratiquer la reconnaissance à distance, et non par contact. De la sorte, l'IBCT peut couvrir un espace très important (50 km x 50 km) et s'adapter aux situations les plus diverses, offensive ou défensive, de basse comme de haute intensité.

Au final, ce type d'organisation semble idéalement adapté aux « urgences » diverses et autres *Small-Scale Contingencies* auxquelles l'armée de terre a été appelée à faire face au cours des années 1990. Facile à déployer, mobile à l'arrivée et offrant néanmoins aux hommes qui la composent une certaine protection et une puissance de feu non négligeable, l'IBCT est certes prévue pour couvrir tout le spectre opérationnel, mais il paraît assez clair qu'elle a été optimisée pour la moitié inférieure de ce spectre et que, pour l'heure, un conflit de haute intensité la verrait probablement reléguée à un rôle d'appoint – par exemple flanc-garde à la manière de la division Daguet, saisie d'un objectif secondaire, etc. Reste donc à savoir ce qu'elle peut véritablement accomplir, et en particulier si elle permet de combler la « brèche » entre *lights* et *heavies*, ou si, comme le prétendent certains critiques, elle est essentiellement optimisée pour les missions de stabilisation (l'expression SASO, pour *Stability and Support Operations*, a officiellement remplacé *Operations Other Than War*). Dans la même perspective, il est sans doute trop tôt pour déterminer la valeur réelle de la mise en réseau des éléments de la brigade, et l'impact de cette interconnexion sur le tempo, la sûreté et l'efficacité des opérations. En ce sens, et pour que l'IBCT remplisse sa fonction d'unité expérimentale (*test-bed unit*) au profit de l'« Objective Force » à venir, il faut encore qu'elle soit mise à l'épreuve de la réalité.

⁵⁸ *Unmanned Aerial Vehicles* ou drones.

⁵⁹ Pour *Remote Battlefield Sensor System*.

« *Objective Force* » : le « système des systèmes » terrestre

Si l'« *Interim Force* » emprunte aux années 1980 (HTLD et HTMD) et aux initiatives plus récentes comme « *Force XXI* » et « *Mobile Strike Force* », le projet « *Objective Force* » doit quant à lui beaucoup à « *Army Vision 2020* » et à « *Army After Next* » : loin des obligations terre-à-terre (si l'on ose dire) liées aux SASO, « *Objective Force* » semble, pour ce que l'on en connaît aujourd'hui, se focaliser sur le combat de haute intensité et les possibilités offertes en la matière par les technologies les plus avancées, en cours de développement et surtout en projet. En outre, ce projet est par nature beaucoup plus ambitieux, puisqu'il est prévu que ce format remplace à partir de 2008-2010 l'intégralité de l'Army, *legacy forces* comme *interim forces*. Les développements technologiques anticipés et la qualité attendue, entre autres au niveau des plateformes, sont censés être tels que la capacité de l'ensemble des forces à traiter les opérations de basse intensité s'en suivra naturellement. Il s'agit en effet de mettre sur pied une force intégralement digitalisée, connectée en temps réel à tous les moyens interarmées ou coalisés, dotée de moyens d'acquisition et de frappe à longue portée, enfin utilisant une famille de véhicules empruntant aux blindés légers leur faible poids et les avantages associés, et aux blindés lourds leur puissance de feu et leur niveau de protection.

Avec les éléments interconnectés de l'IBCT ou des divisions Fxxi comme modèle, le but est de relier l'intégralité des plateformes et des personnels jusqu'à obtenir un « système des systèmes » terrestre, parfaitement intégrable au système des systèmes interarmées et éventuellement multinational. Le paradigme suivi est bien celui de la « guerre réseau-centrée » (*network-centric warfare*), qui entend s'appuyer sur les échanges d'information comme un multiplicateur de force et d'efficacité à tous les niveaux : boucle « sensor to shooter » raccourcie, protection multidimensionnelle, logistique sur mesure... L'Army entend tirer parti des progrès technologiques en cours, en particulier en termes de C4ISR (acquisition, traitement et dissémination de l'information), mais aussi en matière de carburant, de matériaux composites ou encore de munitions, bref tout ce qui touche aux plateformes. L'Army nouveau modèle en projet doit en effet s'articuler autour du FCS ou *Future Combat System*, la famille de véhicules futurs censés réunir les qualités des plateformes légères et des plateformes lourdes, et dont une vingtaine de variantes sont envisagées à l'heure actuelle. Conduite par de très nombreux laboratoires et bureaux d'étude sous la

direction de Boeing et de SAIC en tant qu'intégrateurs-systèmes⁶⁰, cette recherche doit déboucher sur un premier démonstrateur en 2003, et sur des prototypes en 2007.

Par-delà les matériels et le concept général, l'organisation de l'« Objective Force » et les structures de force sont encore à l'étude ; l'Army veut aller vers davantage de modularité, et compte rassembler toutes ces composantes diverses à l'intérieur d'un modèle simplifié, comprenant « unités d'action » (*units of action*), « unités de commandement » (*units of employment* littéralement, qui déterminent l'emploi des « unités d'action » et leur adjoignent des capacités non organiques telles qu'hélicoptères ou unités de génie) et unités de soutien délocalisées – les « MAS-COM » ou *maneuver support commands* (la dénomination a remplacé les « CSS » ou *Combat Service Support*) sont censés fournir le soutien logistique à 1 000 km de distance selon le principe du *just in time*. Parce qu'elle réorganiserait l'ensemble des structures de force, la modularité irait dans le même sens que la plateforme commune FCS. Seraient ainsi définitivement abolies les distinctions entre *lights* et *heavies*.

A l'évidence, le projet d'ensemble suppose des avancées technologiques considérables, puisque la simplification de la logistique, le tempo des opérations et jusqu'à la réconciliation des « cultures » de l'Army passent par la réalisation du FCS, plateforme unique déclinée en variantes nombreuses et réunissant les avantages combinés des véhicules légers et des blindés lourds. Sont concernés pêle-mêle les carburants – l'Army place de grands espoirs dans les piles à combustible –, l'allégement et l'amélioration simultanée des blindages et des moyens de défense active ou encore les canons électrochimiques. Or, les estimations les plus courantes en la matière soulignent que la plupart de ces technologies ne seront pas prêtes avant 2020, soit douze ans après l'entrée en service théorique du FCS⁶¹. Demeurent enfin de nombreuses inconnues politiques et budgétaires. Sans savoir pour l'heure à quoi l'« Objective Force » est appelée à ressembler réellement, il est difficile d'émettre un avis définitif. En l'état, le projet laisse cependant plutôt sceptique.

⁶⁰ Le choix de Boeing est indicateur de la volonté de l'Army de rompre avec l'approche traditionnelle, centrée sur les plateformes, et de privilégier une approche « systémique ».

⁶¹ Sur les incertitudes marquées, pour ne pas dire plus, qui entourent ces avancées technologiques potentielles, voir l'analyse de Mickael O'Hanlon (2000).

III. Evaluations croisées

Malgré un accueil initialement favorable, le projet Shinseki fait aujourd'hui l'objet d'un intense débat aux Etats-Unis, particulièrement au sein de la communauté de défense et de l'armée de terre elle-même. Bien que largement conditionné par les rivalités entre *Services* et les motivations politiques, ce débat permet de mettre en évidence les faiblesses du projet, qu'il s'agisse de l'utilité limitée des IBCT – dont l'intérêt principal semble finalement résider dans la mobilité tactique – ou des doutes qui entourent l'« Objective Force ». Tout en se détachant du schéma doctrinal classique de l'armée de terre, ce projet n'apporte pas corrélativement de réponses claires aux questions délicates qui vont de pair avec la digitalisation du champ de bataille, la prééminence d'une logique de ciblage et les rivalités interarmées.

Evaluation militaro-opérationnelle : les insuffisances de l'IBCT

Que ce soit au niveau des capacités de combat, de la reconnaissance ou même de la mobilité stratégique, pourtant sa raison d'être, l'IBCT souffre de limitations réelles. Pour autant, la brigade actuellement en formation paraît à même de répondre aux missions de basse intensité pour lesquelles elle a été vraiment créée. En outre, elle permet de tester sur le terrain à la fois des concepts novateurs comme la reconnaissance électronique et le *reach-back*, mais aussi de remettre progressivement en cause la structure divisionnaire rigide héritée de l'histoire de l'Army.

Mobilité stratégique et tactique

Le lancement des IBCT s'est fait en réaction au fiasco de « Task Force Hawk » et le général Shinseki est systématiquement revenu sur la rapidité de déploiement qu'autoriserait cette nouvelle organisation, à tel point que la « déployabilité » des brigades intermédiaires – « 1 brigade en 96 heures, 1 division en 120 heures et un corps en 30 jours » – est devenue le principal argument de l'Army auprès du Congrès. Or, l'analyse détaillée du véhicule *Stryker* et plus encore des réalités logistiques et géographiques, conduit à des conclusions nettement moins optimistes.

Tout d'abord, il convient de souligner que les temps de déploiement de l'Army sont, à l'évidence, sans comparaison avec ce que peut faire n'importe quelle autre armée, et surpassent même les moyens américains lors de la guerre du Golfe. Le prépositionnement de matériels et l'augmentation des gros transports de troupes navals et aériens (avions C-17, *fast sealift ships*, MLRS ou *Medium Roll-on, Roll-off Ships*) pendant les années 1990 ont permis une amélioration modeste, mais réelle. L'étude conduite à ce sujet dans le cadre de la *Bottom-Up Review (Mobility Requirements Study*, MRS BURU) a ainsi prévu le déploiement de la Ready Brigade d'une division légère 4 jours après le lancement de l'opération, le reste de la division arrivant à C+12 ; la première brigade lourde arrive à C+15, le reste de la division ainsi qu'une autre (probablement la 101^e) à C+30 ; l'ensemble du Contingency Corps doit être en ordre de bataille à C+75. Toutefois, les unités lourdes ne peuvent être opérationnelles « au sortir du bateau », et surtout ce calendrier suppose des prépositionnements importants de matériels pour être respecté – les *Army Prepositioned Stocks* ou APS⁶². En d'autres termes, le système fonctionne essentiellement pour la région du Golfe, l'Europe et l'Asie du Nord-Est, c'est-à-dire les zones stratégiques traditionnelles.

Au vu de ces chiffres, et en gardant à l'esprit les délais de déploiement proclamés pour l'IBCT, il est clair que l'objectif est d'aligner les temps de déploiement des forces « moyennes » sur celui des forces légères, ce qui suppose d'abord que les véhicules soient transportables à bord d'avions C-130, qui forment le gros des moyens de transport de l'US Air Force. Or, le *Stryker* a suscité à cet égard de nombreuses difficultés : le véhicule d'origine est trop large pour l'avion, et son blindage insuffisant a dû être renforcé, au point de dépasser, pour 8 des 10 versions du LAV-III, de 1,5 tonne, le seuil autorisé de 20 tonnes⁶³. Rajouter un blindage extérieur (« applique armor ») prend du temps à l'arrivée et complexifie le transport lui-même. En outre, les trois IBCT en cours de formation sont toutes stationnées aux Etats-Unis, ce qui interdit pratiquement d'utiliser des C-130 au rayon d'action trop limité, et oblige à recourir aux transports « stratégiques » comme le C-5 et le C-17, dont les capacités

⁶² Les APS regroupent l'équipement de 7 brigades lourdes, dont 3 en Europe, 1 au Koweït, 1 au Qatar, 1 en Corée et 1 en mer.

⁶³ Les références à ce sujet sont très nombreuses (voir Tiboni [2002]) – en particulier sur Internet. Etant donné toutefois l'opposition que suscitent les IBCT parmi les traditionalistes, il ne faut peut-être pas exagérer la portée de ces « incidents de parcours ». La brigade entière « pèserait » quelque 10 000 *short tons* (une *Short Ton* équivaut à 2 000 livres, soit un peu moins de 1 tonne), voire 12 000, par rapport à un objectif initial de plus de 7 000 *Short Tons*.

impressionnantes sont compensées par le nombre limité de ces appareils et la demande importante dont ils font l'objet de la part des autres armées, l'Air Force en particulier⁶⁴.

Ce sont là toutefois des problèmes temporaires, susceptibles d'être réglés à l'avenir ; il n'en va pas de même pour ce qui est de la « légèreté artificielle » de l'IBCT ou des limitations intrinsèques au déploiement par voie aérienne.

En premier lieu, le choix du transport aérien apparaît problématique, car il fait dépendre la rapidité de déploiement des capacités aéroportuaires des pays hôtes : il ne suffit pas en effet de mesurer la contenance et la capacité d'emport des avions de transport, il faut encore prendre en compte le trafic maximum (*throughput*) des installations aéroportuaires d'arrivée (nombre et longueur des pistes, équipement de manutention), qui sont presque toujours très inférieures aux normes rencontrées en Occident dans les aéroports majeurs, civils ou militaires. A l'aide d'une simulation par ordinateur utilisant le logiciel JFAST (*Joint Flow Analysis System*), le Lieutenant-Colonel Jonathan Brockman a pu ainsi établir une estimation du temps de réaction de l'IBCT dans un scénario de crise au Rwanda : parce que l'aéroport de Kigali ne peut gérer quotidiennement que 400 « Short Tons », contre 2 800 à McChord Air Force Base par exemple, le déploiement prendrait 29 jours en incluant les 6 jours nécessaires au transit hors de l'aéroport. Pour tenir la limite des 96 heures, il faut donc disposer sur le théâtre soit d'un aéroport moderne et de grande taille (une capacité de 2 500 Short Tons est nécessaire au départ et à l'arrivée), soit de plusieurs aéroports accessibles. Si cette dernière éventualité semble correspondre à l'idée d'opérations « distribuées », elle se heurte cependant à deux réalités, la première étant que chaque point de débarquement doit être sécurisé pour les appareils de l'Air Force, ce qui implique de nouvelles charges logistiques, la seconde que la « dispersion » des opérations rencontre des limites en termes de commandement et de protection des éléments séparés. L'on imagine mal les éléments d'une IBCT arrivant par de multiples points d'entrée distants les uns de autres de plusieurs dizaines de kilomètres, voire davantage ; la brigade a été pensée comme un tout susceptible d'opérer sur une zone plus vaste (50 km x 50 km) qu'il n'est habituel pour une brigade, non comme un réservoir de forces détachant des éléments autonomes, en particulier en situation de combat. Même en supposant l'accès simultané à 3 aéroports, la simulation démontre qu'au moins 11 jours sont

⁶⁴ Sur tous ces points, et sur ceux qui suivent, voir l'étude très complète de Brockman (2002).

nécessaires, soit 7 de plus que l'objectif fixé par le général Shinseki⁶⁵. Compte tenu de ces multiples contraintes, l'auteur de cette étude logistique recommande en conclusion de s'appuyer davantage sur le transport maritime – plus rapide de quelques jours dans le scénario que le transport aérien –, d'augmenter les capacités américaines en la matière et de prépositionner à l'étranger l'équipement d'au moins une IBCT, de façon à pouvoir utiliser simultanément les trois composantes du transport stratégique, MLRS et *fast sealift ships*, C-17 et C-130, et APS.

En second lieu, et certainement afin de faciliter son acheminement par air, l'IBCT n'embarque avec elle qu'une logistique très austère, ce qui implique que la zone d'arrivée permette de couvrir ses besoins en carburant, munitions et eau ; telle quelle, la brigade emporte uniquement l'équivalent de 3 jours de combat. Dans le même ordre d'idées, les capacités EVASAN⁶⁶ de la brigade sont très limitées (20 blessés peuvent être traités), et ce bagage logistique « frugal » serait encore plus inadéquat en cas d'ajout au sein de l'IBCT d'unités non organiques – les hélicoptères prévus à cet effet sont particulièrement contraignants d'un point de vue logistique. Qu'il s'agisse d'augmentation de la brigade, d'évacuation sanitaire ou plus simplement de « persistance logistique » (*sustainability*), l'IBCT devra donc très largement compter sur un soutien extérieur présent sur le théâtre. Théoriquement supérieure, en particulier sur route, à celle d'une unité équivalente équipée de véhicules à chenilles, la mobilité de la brigade pourrait donc être sévèrement limitée par l'insuffisance du soutien organique.

Capacités de combat

D'un point de vue tactique, l'IBCT est d'abord une unité d'infanterie montée, et pour laquelle il est explicitement prévu que les soldats combattent « à pied » (*dismounted*). Ceci tient sans doute à la gamme complexe de missions que la brigade est appelée à remplir, et qui impliquent forcément d'opérer en terrain difficile : le maintien de la paix suppose à tout le moins de pouvoir circuler en zone urbaine ou boisée. Plus profondément, on soupçonne les concepteurs de l'« Interim Force » d'avoir voulu privilégier la présence au sol et au contact des populations, par

⁶⁵ Améliorer les capacités de trafic d'un aéroport ne peut constituer une solution en situation d'urgence, typiquement celle qui est postulée par le concept d'emploi des IBCT : cela exige des travaux, donc du temps et des équipements qui font défaut sur place et qui nécessitent d'être transportés, c'est-à-dire des délais supplémentaires.

⁶⁶ Evacuation sanitaire.

opposition au combat « monté », afin de battre en brèche la tradition dominante de l'armée de terre américaine et son goût pour la « grande guerre mécanisée ». La composition de la brigade est à cet égard révélatrice : les sections de mortier et groupes de *snipers* y tiennent une plus large place que les moyens antichars.

Dans le même temps, toutefois, de nombreux critiques soulignent les insuffisances dont souffre l'IBCT en termes de puissance de feu et de protection. A l'occasion des tests, le *Stryker* s'est en effet révélé inférieur aux attentes de l'Army, et il a fallu reprendre la conception du blindage en respectant les impératifs de poids, sans que l'on sache pour le moment ce que sera le résultat. De nombreux officiers et la majorité des experts mettent d'ailleurs en doute ce choix et font valoir que l'Army possède d'importants stocks de M-113 – certaines versions seraient supérieures au *Stryker* en protection et en légèreté, quoiqu'à chenilles – ou qu'elle aurait dû poursuivre le projet *M8 Armored Gun System*. Dans l'attente, il est nécessaire de revêtir le véhicule d'un blindage extérieur supplémentaire, ce qui ralentit les opérations et induit une vulnérabilité initiale. Pour ce qui est de la puissance de feu, et compte tenu des stocks de munitions très réduits de l'unité, le bataillon d'artillerie a pour fonction première de détruire d'éventuelles batteries adverses et ne peut guère remplir l'une des missions traditionnelles de l'arme, à savoir le feu de neutralisation (*suppressive fire*). Des mortiers en abondance au sein des bataillons et en section organique sont censés pallier ce manque, d'autant moins significatif aux yeux des défenseurs du projet que les tirs de neutralisation par artillerie lourde apparaissent politiquement inadaptés à la plupart des contextes opérationnels envisageables. Toutefois, et jusqu'à l'arrivée des obus de mortier de dernière génération, censés être extraordinairement précis, les mortiers ne sont pas davantage discriminants, et ne sauraient prétendre aux mêmes effets militaires que l'artillerie, qu'il s'agisse d'interdire une zone ou de détruire des blindés grâce à des munitions intelligentes de type SADARM⁶⁷. Conjuguée au fait que la brigade ne comprend qu'une simple compagnie antichars dotée du système Javelin, dont la portée est inférieure à celle de la plupart des blindés, cette carence en artillerie se traduit par une déficience générale en termes de capacités antichars. La même appréciation peut être portée concernant les capacités en tir direct, avec un seul peloton (*platoon*) de « Mobile Gun Systems » – sachant que c'est cette dernière version du *Stryker* qui logiquement

⁶⁷ Pour « Sense and Destroy Armor ».

pose le plus de problème de poids, et que son canon devra peut-être subir un allègement.

Au final, l'IBCT apparaît plus spécialement adaptée aux missions d'infanterie et, en l'absence d'augmentation divisionnaire, relativement fragile dans le cadre d'un affrontement de moyenne intensité. Face à une situation de ce type, le concept d'emploi de la brigade prône l'évitement et le repli. En ce sens, l'escadron RSTA de reconnaissance électronique est la première ligne de défense de l'IBCT et l'« avant-garde » de l'« Objective Force », largement orientée sur le combat à distance et la supériorité « informationnelle ».

Reconnaissance électronique

On ne saurait trop insister sur le rôle central joué par l'escadron RSTA, non seulement comme composante essentielle de la brigade interarmes intermédiaire, mais encore comme « démonstrateur » et à vrai dire seul élément de l'IBCT qui annonce le système des systèmes que doit être l'« Objective Force ». Par bien des aspects, la viabilité même de l'IBCT dépend du succès avec lequel l'escadron remplira ses fonctions de surveillance, de reconnaissance et d'acquisition d'objectifs. L'acquisition de cibles à longue distance est en effet la condition *sine qua non* des frappes de précision, la précision devant permettre, en se substituant au volume des feux terrestres classiques, d'alléger la logistique requise et donc d'améliorer la « déployabilité », ce qui explique pour partie l'« austérité » de la brigade. L'escadron RSTA remplit également la fonction, encore plus critique, de « protection de la force » : l'acquisition à distance de sécurité doit permettre d'éviter le contact, et donc les nombreuses exigences qui en découlent en termes de protection et de puissance de feu organiques (blindage, tir direct, volume des feux). En d'autres termes, le concept de l'IBCT s'appuie lourdement sur la reconnaissance, de la surveillance à l'acquisition d'objectifs en temps réel, pour suppléer aux déficiences de la brigade par rapport aux unités lourdes classiques. Pour ce faire, l'« Interim Force » et plus encore l'« Objective Force » partent d'une conception « transformée » de la reconnaissance, qui ne va pas sans soulever quelques interrogations. Il s'agit de substituer à la reconnaissance par contact la reconnaissance électronique, conduite entièrement à distance de sécurité. Les conséquences associées à ce changement affectent profondément la conduite des opérations, sont désormais regardées comme partiellement inutiles certaines des fonctions classiques des unités de *cavalry*

de l'armée de terre, telles que la sécurisation physique d'une zone, la sûreté des communications (flanc-garde, etc.) et l'attaque « probatoire » (*probe*) ou de diversion visant ou permettant l'économie des forces. Or, il s'agit là d'un pari reposant sur des hypothèses non encore vérifiées, et pour certaines d'entre elles douteuses⁶⁸.

Il faut tout d'abord rappeler que la technologie est pour l'heure loin d'être suffisante⁶⁹. Malgré les progrès considérables réalisés en matière d'acquisition et de traitement de l'information, la surface terrestre, et en particulier les terrains complexes, se prête très bien au camouflage et à la dissimulation : les capteurs actuels ne permettent que fort mal l'acquisition d'objectifs dans les zones urbaines, montagneuses ou boisées, et rien ne permet pour l'heure d'affirmer que l'amélioration technologique rendra à moyen terme le « médium terrestre » aussi fluide et transparent que l'air ou la mer peuvent l'être. Ne serait-ce qu'avec le développement des zones densément peuplées, les zones urbaines tout spécialement, le rôle du terrain devrait demeurer essentiel. En outre, la fusion en temps réel de données provenant de capteurs multiples (infrarouges, radars, acoustiques) continue de poser un problème mathématique de premier ordre, qui surpasse la capacité de calcul informatique actuelle, en dépit des progrès exponentiels en la matière. On est donc encore loin de pouvoir frapper de façon discriminante un grand nombre de cibles « discrètes » et surtout mobiles.

En sens inverse, la reconnaissance par contact constitue un gage de sécurité qui renseigne sur le dispositif ennemi comme sur ses « dispositions morales », là où la reconnaissance à distance ne renseigne en réalité que sur des « signatures » électroniques. L'« information » dont parle la RMA est en effet constituée par les coordonnées géoterrestres de signatures émises par les différents individus ou plateformes. En d'autres termes, la reconnaissance électronique ne fournit qu'un signalement, une direction et un volume théoriques, en aucun cas elle ne peut renseigner sur ce que la doctrine soviétique appelait la « corrélation des forces », qui précisément ne s'apprécie que par le combat. Généralisant à partir de son expérience des engagements, Clausewitz faisait déjà valoir cet argument au niveau de la stratégie générale : la « montée aux extrêmes » repose justement sur le caractère « incalculable » et donc imprévisible du rapport de force, et oblige donc à

⁶⁸ Voir Rago (2002) qui détaille un certain nombre de ces objections, tout en se faisant à l'évidence le représentant des traditionalistes de la *Cavalry*.

⁶⁹ Sur ce point, voir O'Hanlon, (2000). Physicien de formation, l'auteur examine l'état des progrès technologiques en cours et prévisibles, domaine par domaine.

la prudence en termes de moyens, par exemple la redondance, le « gâchis »... Le raisonnement est directement applicable au niveau tactique : sans reconnaissance active, on ne peut par exemple apprécier la combativité et le niveau général de l'ennemi⁷⁰. A l'instar du *Battle Damage Assessment* (BDA) pratiqué par l'US Air Force, la reconnaissance électronique ne donne au mieux que des indications sur le dispositif physique de l'adversaire, et l'on sait toutes les difficultés et les incertitudes qui entourent le BDA lors des campagnes de frappes aériennes, depuis la guerre du Golfe jusqu'au Kosovo et à l'Afghanistan. Le renseignement électronique conduit à une focalisation quasi exclusive sur les « plateformes » ennemies, détectables et donc « comptables », comme l'a illustré le problème des pertes irakiennes pendant la guerre du Golfe. Le général Schwarzkopf avait demandé aux planificateurs de l'offensive aérienne de neutraliser 50 % du potentiel mécanisé irakien, autrement dit la moitié des plateformes présentes au Koweït et au sud de l'Irak, pour que la phase terrestre des opérations puisse être engagée dans des conditions optimales. Non seulement cette proportion ne fut jamais atteinte (la réalité se situe probablement autour de 30 %), mais encore la *Defense Intelligence Agency* se fonda-t-elle sur ces évaluations pour produire sa propre estimation des pertes ennemies⁷¹. En réalité, les 100 000 morts irakiens annoncés à l'époque, chiffre tenu depuis lors pour exact, correspondent tout simplement aux effectifs théoriques des véhicules, multipliés par le nombre théorique de véhicules détruits. Un bon exemple *a contrario* est fourni par l'offensive irakienne sur Al-Khafji, qui a indiqué au général Boomer, commandant de l'US Marine Corps, l'état véritable des forces irakiennes et donc la réalité du rapport de force.

Enfin, la reconnaissance électronique suppose que soit toujours conservée une supériorité technologique américaine aux effets décisifs, c'est-à-dire ni égalée par un *peer competitor*, ni surtout contrée par le recours à des postures asymétriques. Or, les recours à disposition de l'adversaire sont multiples, depuis des stratégies *low-tech* et à faible coût, comme le camouflage, la dispersion des unités sur le terrain et parmi les populations, jusqu'à l'emploi de moyens plus sophistiqués, comme le brouillage, l'attaque systématique des plateformes porteuses de capteurs (JSTARS, AWACS, UAV) ou même la détonation en haute atmosphère d'une arme nucléaire,

⁷⁰ Sur l'impact respectif de la technologie et de la qualité, voir Biddle (1996).

⁷¹ Voir Scales (1998), ainsi que Gordon et Trainor (1995). Sur les difficultés du BDA, voir Cohen et Keaney (1993).

qui détruirait à peu près la moitié de la flotte globale de satellites, dont on sait l'importance cruciale pour le C4ISR⁷². En d'autres termes, et en dépit des avantages très réels qu'elle confère, la reconnaissance électronique s'accompagne de vulnérabilités nouvelles : les signatures peuvent être brouillées, exagérées ou contrefaites, et l'ennemi est fortement incité à s'en prendre aux points nodaux du système des systèmes. A l'échelle de l'IBCT, la destruction des UAV et de quelques capteurs peut réduire l'escadron RSTA à une unité de reconnaissance plutôt sous-équipée en véhicules et capacités de reconnaissance par le feu par rapport à son équivalent « non transformé ». Enfin, la « conscience de la situation opérationnelle » (*situational awareness*) engendrée par les moyens électroniques peut bien entendu être complétée par le renseignement humain, mais elle n'en reste pas moins, étant donné les limitations de capteurs, orientée majoritairement vers les véhicules. Autrement dit, son utilité au niveau « individuel », c'est-à-dire non véhiculaire, risque d'être réduite.

Conclusions provisoires

En définitive, l'« Interim Force » souffre d'un certain nombre de limitations sérieuses. Les objectifs fixés par le général Shinseki en matière de déploiement paraissent irréalistes dans la plupart des situations envisageables, compte tenu des infrastructures aéroportuaires des pays d'arrivée, et la « déployabilité » actuelle des forces terrestres américaines est loin d'être aussi catastrophique que ne le prétendent les défenseurs de la RMA. L'Army a utilisé l'argument de la mobilité stratégique, mais l'analyse fait apparaître que l'intérêt principal des IBCT réside dans leur mobilité tactique, supérieure à celle des forces « traditionnelles », dès lors que les brigades sont soutenues et que la mission n'implique pas de combat de haute intensité. Sous ce rapport, la légèreté logistique de la brigade interarmes ne ferait d'ailleurs que magnifier ses insuffisances en termes de puissance de feu et de protection. Est également en cause la viabilité du *Stryker*. Pour ces raisons, l'IBCT ne semble pas destinée à l'« entrée en force » ou, telle quelle, aux opérations de combat dans des théâtres austères ; sa mission première reste les opérations de stabilisation (SASO). En déduire, comme le font certains, que l'utilité de l'IBCT se limite à « refaire le Kosovo » paraît en revanche exagéré. Si les analyses

⁷² Sur la gamme des moyens asymétriques, voir, parmi de très nombreuses références, McCabe (1999). Sur l'effet d'une explosion nucléaire dans l'espace, voir Edwards (1997).

précédentes soulignent effectivement que l'IBCT a pour fonction première de gérer le bas du spectre, l'idée même d'une brigade interarmes orientée vers le combat d'infanterie constitue une tentative ouverte de remettre en cause la culture et les « armes » dominantes de l'institution. Parallèlement, l'inclusion de l'escadron RSTA devrait permettre de confronter à l'épreuve de la réalité certains des concepts-phares de la « transformation », comme le caractère surdéterminant de l'information ou la viabilité du combat à « distance de sécurité » (*standoff engagement*). Dans cette perspective, les critiques suggérées à propos de l'IBCT semblent devoir s'appliquer plus largement encore à la future « Objective Force ».

Evaluation stratégique : le couple feu-manoœuvre et l'interarmisation

S'il correspond à la projection dans l'avenir des nouveaux concepts utilisés par l'IBCT, le projet « Objective Force » tranche toutefois beaucoup plus nettement avec l'héritage culturel et doctrinal de l'armée de terre. Dans la foulée du discours de la RMA, l'Army a en effet développé avec « Objective Force » une vision du combat futur articulée sur les rôles respectifs des feux à longue distance et de la manoeuvre, ainsi que sur une refonte du commandement et de l'accès au soutien interarmées. Bien qu'elle incorpore aussi des éléments propres à la tradition du combat terrestre, cette vision du combat futur semble accepter la thèse du « changement de paradigme » militaire, sans toutefois apporter de réponses claires aux questions multiples que suscitent la digitalisation du champ de bataille, la prédominance d'une logique de ciblage et l'état des relations interarmées.

Le commandement

Les progrès en matière de traitement et de dissémination de l'information sont porteurs d'interrogations très réelles concernant non seulement les rapports entre autorité politique et commandement opérationnel, mais aussi la nature même des relations hiérarchiques au sein des armées. Malgré plusieurs années d'expérimentation de la digitalisation, l'Army n'a toujours pas trouvé, semble-t-il, de solution satisfaisante à une série de problèmes complexes, rendus plus difficiles encore par les rivalités entre *Services*.

La communication en temps réel et le volume d'information qu'il est désormais possible de transférer autorisent en effet les échelons les plus élevés de la

hiérarchie, autorités politiques comprises, à s'impliquer très directement dans les opérations et à réduire d'autant la marge de manœuvre et l'initiative des échelons intermédiaires⁷³. Si l'on en croit les divers exemples historiques, depuis la guerre de Sept Ans jusqu'aux campagnes de bombardement du Nord-Vietnam, l'immixtion du pouvoir civil dans le détail des opérations est rarement bénéfique. En sens inverse, la dissémination de l'information aux plus bas échelons et la formation d'une « image commune de la bataille » (*common operational picture*) peuvent amener certains militaires à prendre des décisions qui relèvent normalement de leurs supérieurs ou même de l'autorité politique, et qui n'ont pas été avalisées. Les avancées de la technologie des communications posent donc le problème de l'équilibre à trouver entre maintien d'une hiérarchie politiquement légitime et exploitation des « structures en réseau » et de l'initiative individuelle permises par la technologie : le « micro-management » nuit à l'efficacité tactique et suscite une paralysie « opérative » ; l'absence de délimitations claires est peu démocratique et s'est révélée parfois difficilement compatible avec la définition rigoureuse d'une stratégie⁷⁴.

Bien que ces éléments affectent tous les *Services*, ils paraissent particulièrement problématiques dans le cas de l'Army. Cette sensibilité spécifique de l'armée de terre se vérifie déjà au niveau des relations civilo-militaires, puisque les risques de pertes qui vont plus naturellement de pair avec les engagements au sol ne peuvent que renforcer chez les politiques la tentation du micro-management. L'arrêt des opérations terrestres en février 1991, prématuré au regard de l'objectif militaire de destruction de la Garde républicaine irakienne, a ainsi tenu à une intervention directe de l'autorité politique, soucieuse d'éviter la perception de « pertes inutiles » au sein de l'opinion – et la guerre du Golfe se distingue pourtant de la plupart des autres

⁷³ Voir Cohen (1994, p. 113) qui insiste surtout sur les risques de « micro-management » à l'intérieur des armées.

⁷⁴ Les initiatives du président Johnson et de l'équipe du secrétaire McNamara pendant la guerre du Vietnam constituent l'exemple le plus souvent cité de « micro-management », bien que l'historiographie récente ait largement remis en question cette présentation simpliste, en tout cas pour les opérations menées au Sud-Vietnam (voir Krepinevich [1986]). Les bénéfices militaires à retirer d'une certaine décentralisation de la responsabilité opérationnelle ont souvent été illustré par l'examen de la doctrine mise en pratique par l'armée allemande de 1806 à la Seconde Guerre mondiale, et que résumait le principe de l'*Auftragstaktik*, selon lequel le subordonné était libre quant au choix des moyens les plus appropriés à la réalisation de l'objectif choisi par son supérieur – la souplesse et les capacités d'adaptation de l'armée allemande de cette époque ont été maintes fois soulignées ; voir entre autres Van Creveld (1982). Précisons cependant que l'absence de contrôle politique, avec la déconnexion entre objectifs militaires et objectifs politiques et finalement l'absence de stratégie qui en a résulté, s'est révélée très préjudiciable à l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale.

opérations conduites ces vingt dernières années par la relative autonomie tactique et opérationnelle laissée aux militaires⁷⁵.

La sensibilité particulière de l'Army se vérifie bien davantage encore au niveau des fonctions de commandement et de contrôle. Là où l'Air Force déploie le plus souvent quelques milliers de personnels et organise des *strike packages* d'une quinzaine d'avions qui interviennent par vagues successives, l'Army doit contrôler des dizaines d'unités, des milliers de véhicules et des dizaines de milliers de soldats.⁷⁶ En ce sens, et si le nombre de ses plateformes devrait être, selon certains, considéré par l'Army comme une opportunité lui permettant de tirer parti au maximum des possibilités du *network-centric warfare*, cette pléthore garantit également que les problèmes de commandement générés par cet accroissement inédit des capacités de communication rejaillissent plus brutalement sur l'Army.

Or, les problèmes que le « temps réel » et l'interconnexion des unités suscitent sont fort nombreux. Tout d'abord, les progrès considérables réalisés dans le domaine de la diffusion de l'information restent inférieurs à l'explosion de la demande, à tel point que la bande passante maximale offerte par les ondes radios, même à très haute fréquence, paraît d'ores et déjà insuffisante. Cet appétit pour des communications permanentes incluant les messages et la voix, mais surtout l'image, génère à son tour ce qu'il est désormais convenu d'appeler une surcharge d'information (*information overload*), qui concerne la capacité de traitement informatique, mais surtout les opérateurs eux-mêmes, au point que le temps réel se trouve parfois ralentir le cycle décisionnel et donc le tempo des opérations. Aucune solution n'est en vue pour l'instant, et il semble même que les problèmes associés au processus de digitalisation en cours dans l'Army depuis plus de cinq ans aient été volontairement minimisés par l'institution⁷⁷.

Au niveau tactique, enfin, la communication instantanée et « sans verrou », sur le modèle d'Internet, est susceptible, dans des conditions permissives, de favoriser la diffusion de fausses informations auprès de la population ou de propager au sein des troupes un effet de panique local, comme ce fut déjà le cas en 1940 du côté français avec la radio. On peut penser également aux soldats israéliens, reliés en temps réel

⁷⁵ Sur les raisons qui ont motivé l'arrêt des opérations terrestres en 1991, voir Gordon (1995).

⁷⁶ Même pour l'US Air Force, il apparaît de plus en plus difficile de s'en tenir à son approche traditionnelle du commandement, qui voulait que toutes les capacités aériennes soient rassemblées sous une autorité unique au sein d'une planification cohérente (*plan centrally*), l'exécution étant confiée aux échelons les plus bas possibles (*act decentralized*).

à leur famille grâce aux téléphones portables, au grand dam des autorités militaires. L'ubiquité des communications modernes pose donc de délicats problèmes de commandement : quelle part de contrôle sacrifier, quelle part de risque accepter afin de maximiser les avantages de la *situational awareness* et des « structures horizontales » autonomes ? Bannir les contrôles afin de laisser jouer au maximum l'initiative individuelle risque fort d'entraîner des désagréments, voire des répercussions politiques. A l'inverse, si des verrous et des procédures hiérarchiques sont systématiquement réintroduits dans le réseau, celui-ci redevient pour l'essentiel semblable aux structures « verticales » habituelles et perd une grande partie de son intérêt⁷⁸. En d'autres termes, et qu'il s'agisse de surcharge d'information ou d'effets indésirables, aucune solution radicale n'est satisfaisante. Il est bien entendu possible de réguler plus finement le trafic en définissant des modalités de contrôle flexibles, laissant par exemple à chaque échelon le soin de définir les critères de filtrage, de façon à éviter la surcharge et à limiter les possibilités de fuite. Cette position a, par exemple, la faveur de l'US Marine Corps, qui y voit naturellement un gage de souplesse tactique : l'initiative et le commandement décentralisés (*mission orders*) sont à la base de la guerre de manœuvre, paradigme dont le Corps se réclame très officiellement.

En période de conflits le plus souvent limités, mais fortement médiatisés, la logique de l'*Auftragstaktik*⁷⁹ appliquée à l'information paraît toutefois difficile à mettre en pratique, puisqu'une décision en apparence tactique peut avoir des répercussions politiques. L'Army a pour sa part historiquement favorisé la centralisation du commandement, même durant les périodes, comme les années 1980, où la doctrine officielle prônait l'initiative et la décentralisation. Tirer pleinement parti des technologies de la communication supposerait d'ailleurs, comme cela s'est fait dans l'industrie, d'aller vers des structures plus « horizontales », c'est-à-dire de supprimer certaines hiérarchies ou organisations intermédiaires, à commencer par la division. Si le plan Shinseki semble bien prendre cette direction en faisant de la brigade l'unité de base de la manœuvre opérative, il est encore trop tôt pour savoir ce que recouvriront les unités de commandement (*units of employment*) prévues par l'« Objective Force ». Apparemment, l'Army hésite à relier directement les

⁷⁷ Les opinions des experts interviewés comme les articles traitant du sujet convergent sur ce point.

⁷⁸ Voir Harknett (2000).

⁷⁹ Voir note [74].

« brigades » (UA) à un état-major de niveau corps, et pense à des « unités de commandement » intermédiaires, soit des structures de commandement de niveau divisionnaire.

Quelle que soit la solution idéale finalement préconisée, elle se heurtera à plusieurs obstacles majeurs, si elle va nettement dans le sens du commandement décentralisé. Il faudrait tout d'abord revoir en profondeur l'instruction des officiers, l'armée de terre actuelle réservant aux seuls colonels pleins et aux généraux une formation généraliste et « stratégique » ; la culture de l'institution en serait profondément affectée⁸⁰. En second lieu, la suppression des niveaux intermédiaires ne pourrait qu'exacerber les problèmes d'interarmisation : qu'un colonel à la tête d'une brigade puisse directement faire appel au soutien interarmées risque d'être mal ressenti, et par la hiérarchie de l'Army, qui craindra un « asservissement » de ses unités disjointes au profit par exemple de l'Air Force et préférera négocier au plus haut les modalités de la coopération, et par les autres *Services*, qui ne veulent pas être en permanence placés en soutien, c'est-à-dire « aux ordres » de l'Army. La révolution de l'information engage ainsi une redéfinition du commandement, avec toutes les difficultés et les risques que cela implique, entre autres dans les relations entre les armées.

Logique et limites du ciblage

Mesurer les dangers et les implications pour l'Army d'une domination sans partage de la RMA nécessite d'opérer un détour intellectuel et de rappeler les principes et les limites de la stratégie du ciblage. La logique de la précision du feu entraîne en effet implicitement avec elle la suprématie de l'attrition et l'oubli potentiel des effets moraux, tout en stimulant le recours à des postures asymétriques chez l'adversaire.

Au niveau le plus fondamental, la RMA trouve son origine dans les progrès fantastiques réalisés par la précision et le traitement de l'information. L'accroissement continu de la puissance de feu depuis cinq siècles est interprété *a priori* comme une réponse, techniquement imparfaite, au manque de précision : on aurait multiplié le volume de munitions tirées afin d'augmenter la chance statistique de toucher l'objectif visé. Dans cette optique, la substitution de la précision au

⁸⁰ Voir Leonhard (2000), qui pour cette raison estime irréaliste l'adoption du commandement décentralisé dans l'armée de terre américaine, et se prononce pour une réflexion en profondeur sur les critères organisant les « filtres » logiciels.

volume, de la qualité à la quantité, constitue évidemment un progrès considérable. Toutefois, l'argument selon lequel les frappes de précision pourraient à elles seules être décisives, grâce au choix des cibles, de l'organisation et du tempo de l'attaque⁸¹, paraît largement trompeur. L'« Air Power », et plus largement la logique du ciblage, participent en effet fondamentalement d'une stratégie d'attrition, la qualité, c'est-à-dire ici la technologie qui permet des frappes précises, ayant simplement remplacé le volume de feu, c'est-à-dire la quantité. Pour se mettre à même de comprendre les implications ultimes de la logique de ciblage qui est au cœur de la RMA, il faut par hypothèse partir d'une situation d'égalité relative entre deux adversaires semblables⁸². Si l'on suppose deux adversaires approximativement égaux, et qui ont la possibilité de tout voir, tout atteindre, tout détruire, alors la relation décrite par le mathématicien britannique Lanchester dans sa « loi du carré » en 1916 s'applique parfaitement : la masse importe davantage que la qualité, et la victoire va à celui qui dispose du dernier *shooter*. Les exemples historiques se rapprochant tendanciellement du modèle lanchesterien ne manquent pas, que l'on pense à nombre des grandes batailles de l'âge classique, telles celles de Malplaquet ou Zorndorf, à la guerre de Sécession ou encore à la Grande Guerre sur le front occidental jusqu'en 1917. Chacun de ces cas présente une situation opérationnelle et tactique bloquée, où la puissance de feu interdit ou entrave considérablement les possibilités de mouvement offensif et conduit donc à une paralysie tactique se soldant par des pertes élevées et des résultats non décisifs. Les batailles classiques forment peut-être la meilleure illustration de ce que pourrait être un champ de bataille conforme à la RMA : les généraux peuvent, comme leurs troupes d'ailleurs, voir une bonne partie du terrain. L'équivalent du théâtre moderne est en effet à l'époque physiquement « transparent », étant donné la taille réduite des champs de bataille (rarement plus de 5 km de front). Cette transparence relative et surtout la difficulté des mouvements offensifs transforment ces affrontements en une sorte de fusillade mutuelle, généralement très meurtrière, comme le fut Malplaquet⁸³.

⁸¹ Ceci correspond bien évidemment aux thèses développées par Warden (1998).

⁸² Il ne s'agit pas ici de s'interroger sur le *peer competitor*, terme qui désigne le plus souvent à mot couvert la Chine, mais d'analyser la nature d'un champ de bataille répondant aux prédictions des défenseurs de la RMA.

⁸³ Même en plaine, demeurent des replis de terrain, des haies et des bois dont les généraux tirent parti pour créer des « surprises », à Malplaquet comme à Waterloo. Pour cette raison, le champ de bataille n'est jamais « moralement » transparent, et des paniques s'y produisant. On dénombra à Malplaquet probablement 10 000 hommes hors de combat (morts et blessés) côté français, et entre 15 000 et 25 000 côté allié.

En d'autres termes, et si le raisonnement théorique qui part de l'égalité relative des belligérants est retenu, les technologies émergentes, dans l'utilisation que projettent d'en faire les partisans de la RMA, risquent de favoriser la puissance de feu au détriment de la mobilité, et donc la défense au détriment de l'attaque. Outre que les résultats que l'on peut obtenir dans ce type de contexte sont généralement très coûteux, reste à savoir si les Etats-Unis disposeront forcément de plus de *shooters* que leurs adversaires, ou si ces derniers ne parviendront pas à profiter suffisamment de la prolifération technologique pour interdire toute manœuvre et tout déploiement aux forces terrestres américaines – de ce point de vue, le problème des stratégies de déni d'accès sur lequel le Pentagone se focalise tant aujourd'hui pourrait n'être que la partie émergée de l'iceberg, dès lors que les risques inhérents au débarquement sur le théâtre se prolongent durant toute la durée des opérations. En ce sens, parce qu'il appartient aux Etats-Unis, à court et moyen terme, de projeter leurs moyens militaires sur des théâtres extérieurs, c'est-à-dire d'attaquer, la RMA et surtout sa diffusion pourraient donc être porteuses de mauvaises nouvelles, tout spécialement pour l'Army.

La maîtrise américaine en matière de C4ISR et de frappes de précision à distance, et plus généralement la supériorité des Etats-Unis pour tout ce qui touche au combat de haute intensité, induit des effets pervers majeurs, que l'on rassemble généralement sous la rubrique des stratégies asymétriques. On peut penser aux stratégies de déni d'accès, au recours aux ADM, à l'attaque ciblée des plateformes qui sont au cœur du système des systèmes, satellites, AWACS et JSTARS, ou encore à l'emploi systématique du camouflage, mais le plus simple reste encore d'attirer les forces américaines sur des terrains qui annulent ou du moins réduisent fortement l'efficacité du complexe de reconnaissance-frappe, de façon à les contraindre au combat rapproché. Comme il a été vu plus haut, l'acquisition électronique d'objectifs se heurte tant aux limites actuelles et prévisibles de la technologie qu'à l'opacité naturelle de certains terrains. Le moral, la différence qualitative des soldats et le terrain peuvent donc jouer comme autant de facteurs d'égalisation face à une supériorité quantitative en hommes ou en matériels. Ce problème tout à fait réel n'a pas encore été perçu dans toute son acuité, dans la mesure où les dernières interventions américaines, majoritairement aériennes, ont presque toujours bénéficié d'un soutien au sol grâce à des alliés locaux coordonnant leurs actions avec les frappes américaines, ou tout du moins représentant une menace potentielle

obligeant l'adversaire à se regrouper⁸⁴. Du Kosovo à l'Afghanistan, ce modèle de coopération a été raffiné en un triptyque comprenant alliés au sol, forces spéciales et moyens de frappes, au point d'ailleurs de faire dire à certains que les Etats-Unis pouvaient désormais se passer d'armée de terre...

Sans pour autant négliger le caractère relativement novateur de ce triptyque, il est impératif de ne pas perdre de vue le rôle propre joué par l'Alliance du Nord à l'automne 2001, ni non plus le caractère incomplet de la victoire remportée⁸⁵. Les poches de résistance qui ont subsisté après la chute de Kaboul ont donné lieu à des combats qui ont justement permis d'apprécier les capacités de résistance d'une infanterie préparée, entraînée et motivée, face à la logique du ciblage. En particulier lors de l'opération « Anaconda », les moyens considérables de reconnaissance-frappe, pourtant appuyés au sol et en dépit de leur précision « exquise », ne sont pas parvenus à réduire les fantassins adverses retranchés dans des abris naturels camouflés ; il a fallu procéder au pilonnage systématique des positions ennemies suivi par l'avancée prudente des troupes de la *10th Mountain*, auparavant clouées au sol par les tirs de neutralisation au mortier, tandis que les hélicoptères étaient endommagés par de simples RPG7. Non seulement les troupes terrestres américaines et afghanes se sont révélées nécessaires pour obliger l'adversaire à s'exposer aux feux à longue portée, aériens ou autres, mais encore a-t-il fallu le plus souvent « finir le travail » en débusquant les derniers adversaires enterrés et en exploitant prudemment les succès micro-tactiques les uns après les autres. A cet égard, les combats de Tora-Bora et surtout de Shah i-Kot ont exhibé davantage de ressemblances avec les assauts pesamment « synchronisés » de la Première Guerre mondiale qu'avec les opérations ultra-rapides, « simultanées » (*non sequential*) et « décisives » envisagées par l'Army.

L'autre conclusion temporaire qui émerge de ces événements a trait à l'impréparation relative de l'infanterie américaine, souvent obligée de faire appel aux SAS britanniques ou australiens ou aux meilleurs contingents des chefs de guerre afghans. Peu surprenante au regard des préférences de longue date de l'Army, cette « révélation » se trouve confirmée par certains officiers américains, qui soulignent que les opérations de stabilisation menées pendant les années 1990 ont

⁸⁴ Ce fut le cas de l'UCK à la fin du conflit, mais son utilité réelle fait l'objet de débats. Voir en bibliographie les textes traitant de l'intervention au Kosovo, qui évoquent tous la question mais parviennent à des conclusions contrastées.

⁸⁵ Sur tous ces points, voir Biddle (2002).

« émoussé » les unités classiques comme la 82^e, et qu'en matière d'infanterie au sens strict, les Etats-Unis ne disposent plus que des bataillons de *rangers* et d'une partie des *Marines*. Or, ce qu'Edward Luttwak a appelé la « logique paradoxale de la stratégie⁸⁶ » veut justement que la prépondérance des frappes à distance entraîne un recours systématique à l'asymétrie et donc un besoin de plus en plus marqué en infanterie, et pas simplement lors des opérations de stabilisation. Répondre à ces besoins tout en limitant les pertes de façon drastique constitue une gageure.

Dans la continuation du programme *Land Warrior*, l'Army sponsorise pour l'instant des études sur le fantassin du futur : celui-ci bénéficierait non seulement des dernières avancées en matière de connexion, d'acquisition d'objectifs et de C4ISR, mais encore de technologies véritablement révolutionnaires en matière de robotique, de protection et d'autonomie⁸⁷. L'usage massif de micro-robots ou de drones terrestres (*UGV mules*) faciliterait grandement la reconnaissance ou le soutien. L'interconnexion du soldat avec l'intranet militaire permettrait de l'appuyer ou de l'évacuer plus rapidement, et surtout de le faire profiter pleinement de la *situational awareness* procurée par le réseau des capteurs : anticipation de la menace, détection des sons, des mouvements et des explosifs, ou encore *reach-back* quasi instantané vers l'appui-feu interarmées. En terrain couvert, toutefois, les embuscades et l'engagement de près demeurent inévitables, et il n'est donc d'autre solution que d'augmenter considérablement les moyens de protection passive des fantassins : est requise une armure qui résiste aux armes de petit et de moyen calibre et n'entrave pas la mobilité individuelle, exigence qui requiert à son tour des progrès dans le domaine des matériaux composites et quelque chose comme un « exo-squelette » doté de micro-moteurs performants – dans ce domaine, la technologie en est encore aux balbutiements, et des progrès comparables seraient d'ailleurs nécessaires au niveau des piles à combustible ou des micro-turbines⁸⁸. On le voit, le fantassin en armure lourde relève pour le moment de l'anticipation et de la recherche fondamentale, non de la recherche appliquée et de l'acquisition à moyen terme.

⁸⁶ Edward Luttwak, *Strategy: The Logic of War and Peace*, Cambridge, Harvard University Press/Belknap Press, 1987.

⁸⁷ Voir Army Science Board (2001). Soulignant que seule l'infanterie autorise le contrôle du terrain et des populations, les auteurs recommandent de lancer dès aujourd'hui des programmes de recherche à long terme, en espérant obtenir dans vingt ans une multiplication par 10, tous domaines confondus, de l'efficacité des fantassins.

⁸⁸ *Ibid.* Quoique plutôt optimistes en général, les auteurs reconnaissent l'immaturité des technologies requises pour les armures. En conclusion, ils n'en soulignent pas moins le caractère relativement bon

En définitive, la logique du ciblage et son corollaire obligé, l'attrition, quoique valables dans certaines circonstances, négligent quelques-unes des réalités les plus fondamentales du combat. De fait, la précision du feu n'a pas toujours vocation à remplacer le volume, tout simplement parce que les munitions tirées n'ont pas toutes pour objet de détruire ou de tuer. Comme le sait n'importe quel chef de section d'infanterie, la saturation du champ de bataille, par exemple par tir de barrage, a d'abord pour finalité de « faire baisser les têtes », ce qui permet à l'attaquant de faire mouvement et au défenseur de freiner ou d'arrêter le mouvement adverse. Depuis toujours, le combat terrestre est en effet fondé sur une combinaison feu-mouvement au niveau des unités élémentaires : parallèlement aux effets de destruction directe qu'il cause, le feu vise un effet moral sur les troupes ennemies, comme Ardant du Picq en son temps l'a montré. A cet égard, les partisans de la RMA, souvent américains, ont largement négligé leurs propres sources d'information : qu'il s'agisse de « Linebacker » en 1972 ou de « Desert Storm », tous les témoignages des prisonniers de guerre concordent pour souligner l'effet de terreur créé par les bombardements de B-52 ou les tirs de barrage de l'artillerie moderne⁸⁹. Compte tenu de l'incidence de la détermination du soldat individuel, il paraît hasardeux de négliger ainsi le rôle de l'infanterie ou les « effets de panique » ; la guerre du Golfe a bien montré l'importance de la motivation et de l'entraînement des troupes, et le caractère extrêmement déséquilibré du résultat de la campagne ne s'explique pas seulement par l'écart technologique et quantitatif⁹⁰.

Aujourd'hui très isolés, alors qu'ils dominaient le débat intellectuel et doctrinal il y a de cela quinze ans, les partisans de la « guerre de manœuvre » n'en ont pas moins raison de souligner les insuffisances de la « logique du ciblage » et d'insister *a contrario* sur l'importance des feux de neutralisation, de la reconnaissance par contact et de l'engagement de près, bref tout ce qui participe de la dimension humaine et morale du combat. L'accent sur les frappes à longue portée ne peut que susciter l'asymétrie chez l'adversaire complètement dominé – situation actuelle – et

marché des programmes orientés sur le fantassin – par différence avec les plateformes majeures – et déplorent la faiblesse des efforts consentis par l'armée de terre dans ce domaine.

⁸⁹ Sur l'effet moral créé par les bombardements de B-52, et sur lequel tablait le général Schwarzkopf, voir Gordon et Trainor (1995), Cohen (1994). Ces auteurs soulignent pourtant la très grande imprécision des B-52 dans ce conflit, en raison d'une incompatibilité entre leurs systèmes de visée et les coordonnées qui leur étaient transmises par les planificateurs de l'Air Force en Arabie saoudite.

⁹⁰ Voir Biddle (1996).

entraver, voire interdire, la manœuvre au sol lorsque celui-ci dispose de PGM en quantité – situation future potentielle.

L'avenir de la manœuvre terrestre

La majeure partie de l'armée de terre américaine est bien entendu consciente des opportunités et des contraintes engendrées simultanément par la progression de la puissance de feu, et sait bien que les résultats militaires « décisifs » – c'est-à-dire concluants à leur niveau, sans préjuger pour autant du résultat global de la guerre – ont historiquement dépendu, au sol en tout cas, d'une combinaison associant mobilité et puissance de feu (*mobile striking arm*), par exemple l'attelage léger des canons de Gribeauval pour Napoléon ou le char pour les Allemands en 1940. Durant la décennie écoulée, les études à long terme de l'Army se sont d'ailleurs focalisées sur la place exacte et les modalités de réalisation de la manœuvre terrestre dans le combat interarmées futur ; il s'agissait simultanément de tirer parti des possibilités en matière de frappes à longue distance et de préserver à son profit une mobilité stratégique et tactique suffisante.

Concernant la capacité à « voir et frapper en profondeur » (*see deep, shoot deep*), l'Army compte à la fois sur ses moyens propres, actuels et futurs, et sur le soutien interarmées. Sur le premier point, l'hélicoptère furtif *Comanche*, le drone *Shadow*, le missile ATACMS et le système d'artillerie HIMARS⁹¹ devraient déjà conférer à l'armée de terre des moyens considérables. Pour l'« Objective Force » comme pour l'IBCT, la difficulté principale devrait être de parvenir à intégrer un système d'artillerie performant au châssis du FCS, que l'on suppose léger. L'intégration des feux fournis par les autres armées renvoie directement au problème de la *jointness* ; il est à ce titre abordé plus loin. Concernant maintenant la manœuvre sur un champ de bataille saturé par les PGM, les solutions ne sont pas aussi aisément identifiables. Celles retenues dans le projet « Objective Force » consistent à accroître considérablement, et la dispersion entre les unités de manœuvre, et le tempo général des opérations. *So far, so good* : on retrouve là les formules historiquement utilisées dans des contextes marqués par une augmentation brutale de la puissance de feu, par exemple pendant la Première Guerre mondiale. Il reste toutefois à répondre aux deux questions qui ne manqueront pas d'émerger à court terme, comme elles l'ont fait lors de changements similaires à travers l'histoire : comment et à quel niveau

intégrer efficacement le feu et la manœuvre, et par quels moyens conserver une mobilité suffisante ?

A considérer l'exemple du front occidental entre 1914 et 1918, il apparaît clairement qu'il s'est révélé extrêmement difficile et coûteux en vies humaines de résoudre le blocage tactique engendré par l'accroissement sans précédent de la puissance de feu. Il a fallu rien moins qu'une réorganisation intégrale de la tactique élémentaire, avec les effets associés sur le commandement, l'organisation et la formation des troupes. Seuls les Allemands ont d'ailleurs pleinement maîtrisé, à l'attaque comme en défense, les procédés nouveaux, tandis que les Alliés ne se sont jamais complètement résolus à développer l'autonomie nécessaire au niveau des unités élémentaires – sections chez les Alliés, groupes chez les Allemands. Il s'agissait d'abord d'intégrer beaucoup plus « bas » dans la hiérarchie des unités le principe du combat toutes armes, en dotant ces unités élémentaires de mitrailleuses, grenades et mortiers, et en leur conférant une autonomie sans précédent depuis le ^{xvi}^e siècle. Il a fallu ensuite entraîner ces unités élémentaires pour qu'elles apprennent à combiner en permanence le feu et le mouvement, en interne comme dans leurs relations avec les autres unités d'infanterie ou le soutien d'artillerie⁹². A partir de 1918, la tactique d'infanterie moderne est ainsi fondée sur une combinaison feu-mouvement au niveau des groupes de combat élémentaires, là où en 1914 le bataillon était l'unité tactique de base et comportait en général quelques pièces de campagne et quatre mitrailleuses... La fin de l'ordre linéaire souple, la dispersion et l'autonomisation des unités, enfin l'intégration du combat toutes armes à bas niveau ont véritablement révolutionné le combat terrestre, au point de le rendre très complexe et d'interdire en fait à des troupes insuffisamment formées de s'y essayer avec succès⁹³.

Cet exemple historique a valeur d'analogie par rapport au contexte contemporain, et l'on peut légitimement comparer les feux à longue portée et les forces terrestres d'aujourd'hui avec l'artillerie et l'infanterie de 1914-1918⁹⁴. Dans cette optique, il

⁹¹ Pour « High Mobility Artillery Rocket System ».

⁹² Sur la Première Guerre mondiale, voir J. Bailey, « The First World War and the Birth of Modern Warfare » in Knox et Murray (2001) ; Lupfer (1981) ; English et Gudmundsson (1994).

⁹³ Sur tous ces points, voir English et Gudmundsson (1994) ; on peut noter qu'encore aujourd'hui, rares sont les armées capables d'aligner des unités d'infanterie de qualité, ce qui bien entendu constitue en moyenne l'un des avantages des armées occidentales. En sens inverse, l'armée populaire chinoise et le Viet Minh/Viet Cong sont là pour rappeler les résultats permis par une infanterie moderne.

⁹⁴ Voir Bailey (2001).

s'agit de procéder à une redéfinition de la tactique et des opérations qui prenne en compte l'évolution des armements (allongement des portées, précision quasi absolue à terme) et des moyens de communication (temps réel, boucle « sensor to shooter »). Toute une série de questions s'ensuivent : si l'on se doute qu'il est nécessaire, aujourd'hui comme autrefois, d'intégrer les moyens interarmées à plus bas niveau, reste à identifier le niveau optimal et à réorganiser le commandement comme les unités – que doivent-elles embarquer de façon organique et que peuvent-elles externaliser ? A cet égard, le format projeté pour le couple « UA-UE » (*units of action/employment*), comme d'ailleurs le modèle « FxxI » avant lui, présente de nombreuses ressemblances avec des formats plus anciens comme TRICAP : les éléments de soutien et les proportions varient, mais le cœur de l'unité reste constitué par des hélicoptères et des blindés – on ne sait pas encore si les UA correspondront à l'infanterie montée des IBCT ou à une version futuriste des unités blindées actuelles. A première vue, il ne va pas de soi que l'ampleur de la réorganisation soit en proportion de la RMA annoncée. Plutôt qu'une critique, cette observation entend souligner ce que justement la Première Guerre mondiale avait déjà montré : en l'absence de conflit de haute intensité, il est très difficile d'anticiper les structures de force et les organisations adaptées, même en ayant abondamment recours à des manœuvres et des *wargames* – de ce point de vue, et en raison de l'urgence politique de la transformation, il n'est pas certain que l'Army se donne actuellement le temps nécessaire. Reste également à organiser l'appui-feu des unités terrestres, en sorte qu'elles puissent avoir recours en temps réel et avec une grande flexibilité aux capacités de frappe des autres *Services*, ce qui pose une nouvelle fois le problème de la *jointness*.

Si l'on met entre parenthèses la définition des formats optimum, l'intégration des moyens interarmées et la réorganisation du commandement, demeure enfin le problème majeur de la mobilité physique des unités. A cet égard, « Objective Force » semble se démarquer de l'IBCT par l'incorporation massive d'éléments hélicoptés à l'intérieur des UE. En l'absence de percées technologiques tout à fait spectaculaires, on voit mal en effet comment le FCS, quelle que soit sa forme ultime, pourrait non seulement réunir les qualités respectives des véhicules légers et des chars lourds, mais surtout permettre une multiplication par dix du tempo des opérations, tel que

cela a été envisagé dans « Army After Next »⁹⁵. Seule une plateforme volante, hélicoptère pur ou engin hybride de type V-22, pourrait éventuellement produire un tel résultat. Or, les hélicoptères nécessitent une maintenance très importante : ce qu'ils ajoutent *ex post* aux opérations se paie donc *ex ante*, au niveau logistique. De plus, ils posent presque autant de difficultés de déploiement par avion que les chars (leur plus faible masse est compensée par leur volume), et leur rayon d'action actuel reste limité. La réalisation pleine et entière de « Army Vision 2020 » suppose donc des progrès technologiques considérables, tels que l'autonomie et la simplicité d'entretien des hélicoptères soient multipliées par cinq ou par dix.

Les analyses qui précèdent ont fait apparaître que l'IBCT était structurée autour de deux innovations principales, le primat de l'infanterie et la reconnaissance électronique, qui permet d'éviter le contact et de bénéficier de l'appui des feux à longue portée. S'il est impossible de déterminer aujourd'hui laquelle de ces deux conceptions partiellement contradictoires est finalement appelée à l'emporter dans le futur, on pressent toutefois une divergence entre l'« Objective Force » et l'« Interim Force », divergence qui pourrait à terme rompre l'équilibre actuel, privilégier les feux à longue distance et finalement faire triompher au détriment du « grunt⁹⁶ » une sorte d'« Air Power » terrestre. Or, une appréciation objective du contexte conflictuel à venir et de l'exigence de réactivité et de vitesse conduirait plutôt à privilégier un mixte d'unités hélicoptérées et d'infanterie montée d'abord orientée sur le combat de près. Quelle que soit la solution finalement retenue à l'intérieur d'« Objective Force » ou en dehors, les frictions entre l'Army et ses *Sister Services* ne manqueront pas de se manifester.

Evaluation politique : les ambiguïtés du projet

Les analyses qui précèdent ont souligné à plusieurs reprises le caractère tout à la fois récurrent, problématique et déterminant de l'interarmisation : la viabilité même du plan Shinseki, à court comme à moyen terme, procède de l'intégration réussie des capacités interarmées, et jamais sans doute l'armée de terre ne s'était trouvée en pareille situation de dépendance. En parallèle, cependant, l'ambition *full-spectrum* affichée par l'Army ne peut que rentrer en contradiction ouverte avec les intérêts bien

⁹⁵ Voir R. Scales, « Transcript of a Brief on the Army After Next », disponible sur <www.dtic.mil/armylink/news/Jul1997>.

compris des autres armées, qu'il s'agisse de missions ou de budgets. Dans cette optique, la *jointness* devient immédiatement une question politique faisant intervenir l'influence respective de chaque *Service* auprès des autorités civiles et plus largement, engageant avec elles un débat sur les modalités d'emploi de la force.

L'Army et la « jointness »

De prime abord, il peut sembler paradoxal de ranger l'interarmisation parmi les problèmes politiques, puisqu'il s'agit d'une question opérationnelle et que le problème de l'intégration des feux à longue portée transcende le débat traditionnel entre « *Air Power* » et « *Land Power* » et passe désormais à l'intérieur même de chaque armée. Aux Etats-Unis, toutefois, la nature éclatée des institutions et le rôle spécifique du Congrès en matière budgétaire ont presque toujours transformé la *jointness* en problème hautement politique. Il convient donc de commencer par un état des lieux avant d'aborder successivement les aspects opérationnel et politique du problème.

A maints égards, l'interarmisation fait figure d'arlésienne du débat stratégique américain : régulièrement annoncée, presque universellement louée mais exigée plus souvent encore, elle relève à l'évidence du programme plus que de la réalité dans un pays marqué par l'indépendance historique de la Navy, de l'Army et de l'Air Force, et pour qui la redondance des moyens est un luxe abordable et même souhaitable⁹⁶. Des progrès ponctuels, en particulier dans le domaine des communications, font que désormais les *Services* peuvent, à haut niveau en tout cas, communiquer entre eux en situation opérationnelle – ce n'était pas le cas lors de l'intervention à la Grenade. En outre, sous la pression de l'actuel secrétaire à la Défense, l'ancien commandement atlantique, également chargé de la *jointness*, s'est vu déchargé de ses premières responsabilités afin de pouvoir se concentrer sur la coopération entre les armées américaines elles-mêmes et entre celles-ci et leurs alliés. L'année 2003 devrait d'ailleurs être marquée par la création d'unités et d'états-majors interarmées permanents (*Standing Joint Task Forces* ou SJTF). Il s'agit dans un premier temps de favoriser l'entraînement interarmées, afin d'en finir avec une situation absurde dans laquelle les armées se forment et s'équipent séparément, alors qu'elles sont appelées à intervenir côte à côte. L'exemple des interventions

⁹⁶ « Trouffion » ou « grognard » en argot.

⁹⁷ Voir Desportes (2001).

récentes comme l'âpreté des querelles entre *Services* laissent cependant sceptique. A l'inverse des discours et des doctrines prônant l'interarmisation et l'initiative locale, la guerre du Golfe s'est caractérisée par une gestion hautement centralisée de l'information et une péréquation du commandement opérationnel en fonction des classiques rivalités interarmées, et non par l'exploitation des opportunités offertes par la *jointness* et le « temps quasi réel », et on pourrait en dire autant du Kosovo à une autre échelle⁹⁸. Comme le remarque l'un des experts interviewés, « jusqu'à présent, en fait d'interarmisation, il a été davantage question de départager les responsabilités que d'intégrer les capacités ». Au fur et à mesure que se concrétisent les réformes voulues par Donald Rumsfeld, l'approbation de principe a de fortes chances de se muer en une obstruction sourde par laquelle chaque armée tentera de préserver son « pré carré ». Tant que la formation et l'équipement des troupes incomberont, de par la loi, aux *Services*, il sera extrêmement difficile d'aller systématiquement contre leur volonté conjointe.

Que le débat sur l'interarmisation soit revenu sur le devant de la scène au cours des années récentes ne s'explique pas par un échec retentissant – comme cela avait été le cas avec « Desert One », fiasco à l'origine de la loi Goldwater-Nichols et de la création des *Combatant Commands* ou commandements opérationnels interarmées – mais bien par la conjonction de facteurs budgétaires et d'évolutions technologiques. Outre la baisse des budgets de défense des années 1990, qui nécessairement a exacerbé la compétition, les armées ont dû progressivement faire face à une réalité incontestable : l'efficacité opérationnelle suppose dès aujourd'hui et plus encore à l'avenir une intégration croissante de leurs capacités respectives. Ceci tient tout d'abord à la multiplication des plateformes ou des capacités interarmées utilisées simultanément par tous, quel que soit l'« opérateur » d'origine : satellites d'orientation, d'observation et de communication, UAV, renseignement en général. En second lieu, l'allongement de la portée des armes amène à obsolescence la distinction entre *rear*, *close* et *deep battle zones*, et conduit naturellement chaque armée à « empiéter » sur les prérogatives habituelles des autres. La solution traditionnelle consistant à créer une délimitation artificielle (*Fire Support Coordination Line* ou FSCL) risque d'être de plus en plus difficile à mettre au

⁹⁸ Voir Gordon et Trainor (1995) sur la guerre du Golfe. L'Afghanistan peut apparaître comme un tournant, mais il faut garder à l'esprit que la coopération entre forces spéciales des trois *Services* et avec l'Air Force tient d'abord à ce que les forces spéciales forment elles-mêmes, et de plus en plus, un cinquième *Service*, avec son budget, ses équipements et, depuis décembre 2002, son commandement opérationnel.

point et à respecter, et pourrait surtout se révéler contre-productive ; une partie de la Garde républicaine irakienne s'est d'ailleurs échappée en 1991, car elle se trouvait hors de portée des hélicoptères de l'Army, mais à l'intérieur de « sa » partie de la FSCL, au grand dam des aviateurs qui survolaient les environs de Bassorah. Cette disparition des lignes de partage claires qui avaient traditionnellement prévalu entre l'Army, l'Air Force et la Navy pose un problème majeur, à la fois opérationnel et politique.

S'il se vérifie, le changement de paradigme suscité par la RMA oblige l'Army, on l'a vu, à repenser les organisations, le commandement, les structures de force et peut-être même la tactique élémentaire. Il s'agit, pour les opérations terrestres, d'intégrer les feux et la manœuvre à une échelle inédite, aussi bien vers le bas, à l'intérieur des unités, que vers le haut, entre les *Services*. Or, cette évolution, du combat toutes armes de l'armée de terre vers le combat interarmées terrestre, suscite immédiatement un problème aigu de subordination, à la fois objectif et intéressé, et qui se résume à la question suivante : quelle est l'armée « décisive », qui doit donc être « soutenue » (*supported*) par les autres, réduites au rôle de « supporting services », sachant que désormais elle participe toutes aux opérations qui se déroulent à terre ? Là où le débat traditionnel opposait les adeptes du « bombardement stratégique » aux tenants de la coopération interarmées au profit d'une décision forcément emportée par les troupes terrestres (doctrine *AirLand Battle*), le débat contemporain opère une « révolution kantienne » et fait passer la ligne de partage à l'intérieur même de ce qui était le domaine réservé de l'Army, les opérations au sol. La plupart des partisans actuels de l'Air Power s'accordent en effet pour estimer, avec les ceux de la RMA, que le caractère décisif des frappes – aériennes – ne réside plus tant dans le choix de cibles « stratégiques » que dans la capacité à détruire toute possibilité ou centre de résistance visible. Dans cette optique, les forces terrestres, qu'elles appartiennent d'ailleurs à l'Army ou à l'USMC, ont fort logiquement pour mission de « débusquer » les cibles adverses, de les obliger à se manifester et à se concentrer, devenant ainsi vulnérables aux frappes⁹⁹. Les « deux armées de terre » américaines, à l'inverse, persèverent à penser que les feux à longue portée jouent à l'échelle du théâtre le même rôle de soutien, parfois fondamental et néanmoins toujours subordonné, que l'artillerie par rapport aux armes de mêlée. On pourrait croire à ce stade que la controverse oppose l'Army et l'USMC

d'un côté, la Navy et l'Air Force de l'autre. S'il en va bien ainsi « philosophiquement », la réalité est autrement plus complexe, car cette opposition se double d'une opposition potentielle exactement inverse : les Services qui gèrent majoritairement les capacités de frappes comme ceux qui sont organisés pour le combat de près chassent sur les « mêmes terres ».

Pour ces raisons, ce qui devrait être un débat opérationnel et technique portant sur la manière la plus efficace d'intégrer les capacités et de créer une véritable synergie se transforme en une querelle sur « les rôles et les missions », avivée par la réduction constante des crédits de défense durant les années 1990 comme par la disparition du « compétiteur de rang égal ». Quel pays peut en effet prétendre aujourd'hui s'opposer en haute mer à la Navy ou dans les airs à l'Air Force ? Parce que le contrôle de leur « médium » naturel ne constituait plus un problème et donc une justification, la Navy et l'Air Force se sont très naturellement réorientées vers des stratégies « du littoral » (*from the sea*) ou *counter-land*. En parallèle, la réorientation « tous azimuts » de la stratégie générale américaine a, on l'a vu, obligé l'armée de terre à sortir de son rôle historique d'ultime et décisif recours, afin de se projeter plus rapidement sur les théâtres de crise, empiétant au passage sur les prérogatives des *Marines*. Selon la façon dont elle est organisée, la *jointness* fait ainsi courir à chaque armée le risque de se voir subordonnée aux autres Services dans le cadre d'opérations dirigées vers l'intérieur des terres : feux à longue portée comme soutien de forces terrestres opérant désormais sur toute la profondeur du théâtre, sorte de *AirLand Battle* gigantesque d'un côté, manœuvre comme élément de « soutien » à des frappes décisives de l'autre.

Rôles, missions et budgets

C'est à la lumière de ce contexte de rivalités interarmées qu'il convient d'apprécier les orientations retenues par l'Army dans son effort de « transformation ». Si l'on met entre parenthèses le problème épineux, et à dire vrai central, de la faisabilité du « Futur Combat System », le plan « Objective Force » vise à réformer l'armée de terre dans le sens de la projection de force tous azimuts et pour ce faire repose sur l'intégration des feux interarmées, le développement des capacités hélicoptées et le renouveau de l'infanterie. Or, les relations entre Services et la culture interne de l'Army ne favorisent guère la réalisation de l'« Objective Force ».

⁹⁹ Voir en particulier Lambeth (1997, 2000), qui développe cette thèse.

Face aux prétentions des autres *Services*, l'Army refuse évidemment d'être cantonnée à un rôle de soutien, qu'il s'agisse de « débusquer » l'ennemi au profit de l'Air Force, de conduire des opérations de nettoyage (*mopping-up*) sur les franges du théâtre ou de « maintenir l'ordre » après coup, comme au Kosovo. Or, le paradoxe veut que l'Army soit l'institution la plus menacée par la transformation, en même temps qu'elle est la plus dépendante des trois *Services* : moins dotée que la Navy ou l'Air Force en capteurs et moyens de frappe à longue portée, elle en a toutefois impérativement besoin pour opérer ; de surcroît, les interventions de la dernière décennie ont mis l'Air Force à tel point en valeur que des experts et des commentateurs toujours plus nombreux se demandent si le maintien d'une force terrestre aussi importante se justifie encore. L'armée de terre est donc fortement incitée à concurrencer l'Air Force et la Navy dans le domaine des frappes à longue portée, de façon à réduire sa dépendance et à démontrer qu'elle est elle aussi « transformée ». Or, l'Air Force est évidemment mieux placée, à l'heure actuelle et pour un certain temps encore, pour revendiquer et surtout mettre en pratique une pure stratégie de ciblage – la Navy elle-même a d'ores et déjà du mal à suivre. Même à supposer que l'Army de 2025 dispose des plateformes ultrarapides requises, ainsi que de moyens de frappe à distance autonomes, elle n'en deviendrait pas moins, en souscrivant pleinement à cette conception des opérations militaires, chargée d'une mission de soutien, à savoir « débusquer » par ses feux les unités adverses au profit d'un complexe de reconnaissance-frappe dont elle sera au mieux le partenaire junior – les plateformes aériennes devraient garder un net avantage en termes de réactivité, d'allonge et de volume de munitions de précision tirées. Les *Marines* revendiquent d'ailleurs *a contrario* l'« esprit d'infanterie » nécessaire à la conduite d'opérations décisives dans n'importe quel contexte et sur n'importe quel terrain : ce choix restrictif correspond à la fois à la taille réduite du Corps et à ses préférences doctrinales.

En parallèle, l'« Interim Force » pour partie mais surtout la volonté explicite du général Shinseki de faire à terme de l'armée de terre une force de « premier recours » heurtent de front les intérêts de l'US Marine Corps, de même d'ailleurs que la probable et importante composante héliportée de l'« Objective Force », qui pourrait avoir occasionnellement besoin de stationner sur des bateaux, si les progrès technologiques espérés ne se réalisent pas. Le problème a dû en réalité se poser déjà pour l'IBCT : parce que les porte-hélicoptères sont considérés comme des

capital ships, la Navy est, de par la loi, seule habilitée à les posséder et à les commander. Il était donc exclu de lancer un programme comparable aux BPC (bâtiments de projection et de commandement) français et il n'y avait dès lors pas d'autre choix que de privilégier le transport aérien et de ne pas trop mentionner les hélicoptères, à court terme en tout cas. Ainsi, l'existence du Marine Corps interdit à l'Army de jouer la Navy contre l'Air Force, et l'oblige en fait à passer par son « ennemi véritable ». Dans le même temps, les forces spéciales, et pour partie les *Marines*, ont repris à leur compte les missions traditionnelles d'infanterie comme le combat urbain, l'infiltration ou même les raids en profondeur, à côté des *rangers*. La réorientation massive de l'armée de terre dans cette dernière direction eût été de toute façon délicate. Outre qu'une bonne partie de l'institution s'y serait opposée, le combat rapproché et les thèmes afférents ne sont certes pas à la mode : les défenseurs de la RMA insistent constamment sur la nécessité du « see deep, shoot deep » et tournent en dérision les résistances des traditionalistes comme autant de mauvais prétextes. Ils ont ainsi beau jeu de faire valoir que l'Army s'est éloignée depuis longtemps déjà du « corps à corps » en privilégiant la puissance et la létalité des plateformes : les chars américains ne détruisaient-ils pas les T-72 irakiens à distance de sécurité ? L'argumentaire traditionaliste serait d'autant plus faible et bêtement conservateur qu'il ne percevrait ni l'ampleur des progrès technologiques en cours, ni surtout que la « révolution de la précision » ne fait que poursuivre une tendance naturelle et ancienne, à laquelle l'Army a pleinement participé.

Les armes traditionnellement dominantes de l'institution ne sont pas véritablement en désaccord avec ce raisonnement, premièrement parce qu'elles estiment politiquement intenable le risque de pertes significatives qui va de pair avec le combat rapproché, deuxièmement parce qu'une telle réorientation risquerait de se traduire par une baisse significative et durable des crédits alloués à l'Army, troisièmement parce que l'institution risquerait de finir en force de maintien de l'ordre (*constabulary Army*), enfin parce qu'elles estiment pouvoir tirer parti en interne des capacités émergentes en matière de frappes précises à longue distance¹⁰⁰. Les *heavies* espèrent d'ailleurs sans doute que le FCS sera au final une version allégée et plus moderne des véhicules lourds d'aujourd'hui, de façon à rétablir le primat de l'affrontement mécanisé. Les *lights* et les membres de l'« Army Aviation » aspirent à

¹⁰⁰ Pour un exemple parlant de cette manière de penser, voir Scales (1998, 1999, 2001).

l'inverse à profiter de la transformation pour rééquilibrer à leur profit les rapports de force au sein de l'institution.

Obligé de prendre en compte ces aspirations antinomiques, le leadership de l'Army entend pour sa part réconcilier tous les éléments disparates de l'institution, en finir avec la prédominance de certaines *branches*, sans pour autant en privilégier d'autres, et occuper le terrain budgétaire face à la Navy et à l'Air Force tout en répondant à la pression politique qui s'est accentuée depuis le Kosovo, et qui interdit de s'en tenir au *business as usual* en matière de programmes. Dans cette optique, on s'explique sans doute mieux le choix du véhicule *Stryker* en lieu et place de solutions soit plus innovantes (AGS ou autre), soit moins onéreuses (M113). De même, il était vraisemblablement impossible de lancer un nouveau projet d'hélicoptère, ou d'orienter le FCS dans cette direction, sans mettre immédiatement en danger le *Comanche*, déjà menacé par les nombreuses voix qui se sont élevées pour souligner que les UAV pourraient se charger à l'avenir de la reconnaissance armée à basse altitude – en outre, l'Army est susceptible à l'avenir de s'intéresser au V-22 *Osprey*, s'il s'avère viable. Pour ce qui est du moyen/long terme, le maintien sélectif de quelques programmes de modernisation généralement orientés ou « vendus » comme étant *transformational* et le lancement du FCS permettent à la fois de satisfaire les traditionalistes et les avant-gardistes. De la sorte, l'armée de terre entend préserver, voire même augmenter, sa part des crédits d'équipement, déjà inférieure à celle de ses concurrents.

Si elle permet de satisfaire partiellement les demandes des politiques comme les préférences des diverses composantes de l'institution, cette stratégie de développement tous azimuts place cependant l'Army dans une logique d'affrontement avec tous les autres services. Comme ces derniers ne manquent pas de le faire savoir, c'est bien d'abord la stratégie budgétaire de l'Army qui est *full-spectrum* : avec le lancement de l'« Interim Force » et de l'« Objective Force », concurremment au maintien de la « Legacy Force », le contribuable américain serait *de facto* en train de subventionner trois armées de terre, pour accomplir des missions qui pour certaines d'entre elles sont déjà remplies par l'US Marine Corps ou l'Air Force. L'Air Force en particulier fait valoir que l'Army aurait dû se montrer plus

prévoyante durant les années 1990, et qu'elle devrait réduire ses structures de force plutôt que de faire financer sa transformation par les autres armées¹⁰¹.

L'augmentation très substantielle des crédits de défense décidée à la suite du 11 septembre n'a probablement fait que reporter dans le temps la crise budgétaire et interarmées stimulée tant par le discours de la transformation que par l'évolution réelle des technologies et des équipements.

« Defense Politics » et emploi de la force : la fragilité du plan Shinseki

Au vrai, il convient de bien isoler ce qui appartient réellement au débat fondamental évoqué plus haut, qui oppose des conceptions antagonistes de la guerre, et ce qui relève plus simplement des intérêts bien compris des divers lobbies, militaires, industriels et autres. Quelle que soit l'âpreté des querelles entre *Services*, en effet, l'Army est d'abord menacée par l'atmosphère intellectuelle et politique qui prévaut à Washington en matière de stratégie et d'usage de la force. A cet égard, le plan Shinseki se trouve littéralement pris sous les feux croisés de critiques qui appartiennent pourtant à des écoles de pensée différentes.

En premier lieu, le débat américain autour du plan Shinseki et plus largement de l'avenir de l'armée de terre laisse apparaître une majorité plus ou moins virulente de sceptiques. Pour résumer, on dénombre essentiellement quatre points de vue sur la question. A l'origine de nombreuses controverses globalement dirigées contre l'Army et en faveur de l'Air Force, l'école de l'« Air Power » n'est foncièrement hostile ni aux IBCT, ni à « Objective Force », qui vont dans le sens de la précision, du moment que l'Army finance elle-même sa transformation. En outre, l'« Interim Force » en particulier est appelée à être dans une situation de forte dépendance (transport, soutien, appui-feu) vis-à-vis de l'Air Force. Les partisans civils de la RMA, moins liés à ce dernier *Service*, sont en revanche très critiques à l'endroit des IBCT, trop lourdes et trop chères par rapport à ce qui serait leur mission réelle, le maintien de la paix. Dans la mesure où il se réclame explicitement de l'idée de guerre « réseau-centrée », le projet « Objective Force » est pour sa part accueilli favorablement. Sur ces deux derniers points, les « traditionnalistes », présents pour l'essentiel au sein des *branches* dominantes de l'Army, ne sont paradoxalement pas loin de partager l'opinion des tenants de la RMA : les IBCT orientent l'Army dans la direction dangereuse des opérations de stabilisation et l'éloignent du combat de haute

¹⁰¹ Voir Barnett (2000).

intensité, qui doit rester sa raison d'être. Ils se séparent bien entendu des deux premières écoles en restant attachés à la doctrine Powell et par leur vive opposition aux véhicules légers qui, d'après eux, manquent de protection et de puissance de feu au point d'être inutiles. L'« Interim Force » en particulier n'a pour eux aucune utilité et menace l'identité de l'Army. Les *maneuverists* demeurent également sceptiques vis-à-vis du corpus de pensée de la RMA, rejettent la recherche systématique de la distance et de la précision et insistent sur l'importance des feux de neutralisation et du combat rapproché. Ils diffèrent des traditionalistes en ce qu'ils acceptent pour l'institution la nécessité du changement de format et de la réorientation des missions, et réservent leurs critiques aux modalités de la réforme en cours. De leur point de vue, la refonte des structures et de la formation constituent des priorités plus urgentes que l'acquisition d'équipement nouveaux, d'ailleurs douteux ; il faut aller franchement et rapidement vers la modularité des structures de force, une interarmisation véritable et un commandement décentralisé, et « les équipements suivront »¹⁰².

A l'image du débat stratégique américain, les appréciations généralement portées sur la transformation de l'Army s'attachent majoritairement aux aspects techniques, opérationnels et budgétaires ; ce faisant, elles laissent partiellement dans l'ombre la dimension politique du débat, pourtant essentielle. Depuis la fin de la guerre froide, les échéanciers internes dominent la vie politique américaine ; il s'en suit une déconnexion entre le débat stratégique, très focalisé sur la dimension purement militaire et technique des débats stratégiques, et les débats de politique étrangère, plus généraux mais souvent biaisés par des considérations de politique intérieure.

En premier lieu, la hiérarchie civile du Pentagone compte dans ses rangs des adeptes nombreux et convaincus de la transformation, depuis Donald Rumsfeld lui-même jusqu'à Steven Cambone et Arthur Cebrowski. L'équipe au pouvoir n'a pas non plus caché ses réticences initiales vis-à-vis des opérations de stabilisation et du *nation-building* ; l'IBCT semble d'ailleurs susciter davantage d'enthousiasme pour ce qu'elle annonce que pour ce qu'elle permet aujourd'hui. En règle générale, cette école de pensée s'intéresse davantage au C4ISR, aux capacités de frappes à longue portée et aux moyens permettant de contrer le déni d'accès, qui pourraient tous être requis dans vingt ans contre la Chine, qu'aux structures actuelles, regardées comme pesantes et de plus « engluées » dans des opérations de police internationale qui

¹⁰² Sur tous ces points, voir Macgregor (1997, 2000).

n'en finissent pas. Aussi a-t-il été rapidement clair, malgré le soutien verbal accordé au plan « Objective Force », que l'Army était plus spécialement dans la ligne de mire de Donald Rumsfeld en matière d'annulations de programmes et même de réduction de format. Comme pour mieux signifier sa disgrâce, on a même été jusqu'à annoncer très en avance le nom du successeur du général Shinseki. A s'en tenir à ces éléments, aux déclarations de l'actuel secrétaire à la Défense ou à l'ambiance au sein de l'institution, on aurait presque pu croire l'Army condamnée à brève échéance¹⁰³. Du 11 septembre jusqu'à aujourd'hui, les événements ont partiellement redirigé les esprits vers l'extérieur et suscité une aubaine budgétaire. Dans le contexte actuel, l'Army est bien évidemment requise, et le sera bien plus encore en cas d'intervention en Irak. A cet égard, il est à n'en pas douter important pour l'institution et les bastions conservateurs en son sein que cette seconde campagne se passe bien, mieux en tout cas que l'Afghanistan, qui a surtout mis en valeur les forces spéciales. Après tout, le *Contingency Corps* et le *Counterattack Corps* ont justement pour vocation d'écraser un adversaire mécanisé, respectivement dans le Golfe et en Corée, et un fiasco dans les circonstances présentes, qui plus est sur les théâtres mêmes pour lesquels les *heavies* se sont préparés, serait impardonnable et entraînerait sans doute des conséquences irréparables pour l'Army.

En second lieu, toutefois, le risque politique principal ne vient sans doute pas des « aléas de la conjoncture » ou des changements de gouvernement ; après tout, l'Army est présente sur tout le territoire américain et peut donc compter autant que les autres *Services* sur le soutien appuyé du Congrès – *a contrario*, qu'il ait été possible de « tuer » le programme *Crusader* s'explique justement par le fait que l'industriel n'était implanté que dans un seul état, contre près de 40 pour le F-22 *Raptor*. Le danger de long terme, qui menace d'ailleurs l'US Marine Corps tout autant que l'Army, a sans doute plus à voir avec la phobie des pertes que les hommes politiques et les militaires supposent à leur propre population. Contrairement à une légende tenace qui attribue cette phobie des pertes à la société civile en propre, toutes les études d'opinion font justement apparaître une réalité beaucoup plus nuancée¹⁰⁴. Le problème des pertes résulte en fait des particularités du système politique américain, qui organise une distribution équilibrée des pouvoirs entre les

¹⁰³ Voir la revue *Armed Forces Journal International* (juin 2002), qui pouvait titrer, au-dessus de la photo de D. Rumsfeld, « Does He Really Hate the Army? ».

¹⁰⁴ Voir Larson (1996), Erdmann (1999), Jentleson et Britton (1998).

institutions, et en particulier entre la présidence et le Congrès. Ce système de « freins et de contrepoids » oblige au compromis et à la minimisation des risques : en l'absence de discipline de parti dans les Chambres, l'exécutif peut se retrouver censuré à tout moment s'il met en danger la réélection des membres de son propre parti. L'expérience malheureuse du Vietnam a bien entendu amplifié le phénomène, tout d'abord en mettant un terme à l'ère de la « présidence impériale » qui avait caractérisé la guerre froide, en second lieu en poussant l'institution militaire à intervenir de plus en plus ouvertement dans le débat, entre autres par le biais du Congrès. Autrement dit, et après une lente mais sûre montée en puissance du pouvoir présidentiel face aux prérogatives congressionnelles en matière de politique étrangère, les années 1970 ont été l'occasion d'un retournement significatif, qui s'accélère avec la fin de la guerre froide : le président doit désormais faire face à la fois au Congrès et à l'institution militaire, chaque acteur veillant jalousement sur son « pré carré » et essayant auprès de l'opinion de faire assumer par les autres les risques ou les déconvenues éventuelles. Parce qu'aucun de ces acteurs ne veut se retrouver en position de devoir assumer un échec ou une catastrophe, et préfère prendre les devants en prêtant à la population des sentiments très tranchés à cet égard, il est politiquement très risqué aux Etats-Unis de s'engager dans une intervention susceptible de produire des pertes significatives. Militaires et civils sont otages les uns des autres, la présidence est à la merci du Congrès et le parti au pouvoir est vulnérable aux accusations de l'opposition.

Conclusion

Au terme de cette étude émergent plusieurs conclusions, qui concernent aussi bien les chances de réalisation du plan Shinseki que l'avenir de l'Army et les conséquences du processus de transformation pour les alliés des Etats-Unis, quel que puisse être son résultat final.

Les événements récents n'ont pas été tendres avec l'Army, depuis le fiasco albanais jusqu'aux difficultés de l'opération « Anaconda ». Par nature passagers, ces incidents de parcours ne signifient pas grand-chose par rapport aux vrais problèmes de l'institution, qui ont à voir avec la concurrence que lui livrent les autres *Services* et l'atmosphère politique qui conditionne aux Etats-Unis l'usage de la force. A maints égards, l'Army se retrouve dans la situation peu enviable d'être attaquée à la fois par le haut, la Navy et l'US Air Force s'étant réorientées vers la surface terrestre, et par le bas, les forces spéciales ayant apporté la démonstration de leur flexibilité et de leur efficacité en Afghanistan. La riposte est d'autant moins aisée à organiser que l'armée de terre risque de s'aliéner durablement l'US Marine Corps et, par voie de conséquence, la Navy, si elle prétend désormais se réorganiser dans une logique expéditionnaire, ce qui l'oblige à passer par l'Air Force pour se déployer – et ce, alors que les deux *Services* devraient être des alliés naturels face aux prétentions de l'Air Force. Enfin, les réticences de la classe politique mais aussi de la hiérarchie militaire interdisent sans doute à l'armée de jouer complètement la carte de la présence au sol et du combat de près, depuis les opérations de stabilisation jusqu'au « combat d'infanterie ».

Dans ces conditions, le plan Shinseki constitue une réponse courageuse, qui cherche à préserver l'avenir et l'unité de l'institution en matière d'équipements, de missions et de culture commune. Les insuffisances et les ambiguïtés ne manquent pas, cependant, qui pourraient faire dérailler le projet. L'IBCT, tout d'abord, semble faiblement soutenue, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'institution, et ses caractéristiques la condamnent sans doute à ne jouer qu'un rôle marginal en dehors des opérations de stabilisation. Dépendant d'avancées technologiques pour le moins aléatoires, « Objective Force » traduit également les hésitations de l'Army quant à sa mission première, présence au sol ou participation « décisive » au combat de haute

intensité futur. A vouloir couvrir ainsi le spectre des possibles, l'Army court le risque de faire contre elle l'unanimité et de perdre la compétition interarmées. Pour ces raisons, il est bien difficile pour l'heure d'émettre une prédiction crédible. Le projet peut échouer complètement, laissant l'Army marginalisée au profit des autres *Services* ; il peut s'orienter entièrement vers la logique de ciblage et le combat « véhiculaire », l'Army abandonnant alors aux *Marines*, aux forces spéciales et peut-être à la réserve les missions de stabilisation et le combat rapproché. Entre ces deux extrêmes, l'Army peut parvenir à ne mener à bien qu'une partie du plan – l'IBCT très probablement – et revoir à la baisse les ambitions affichées dans « Objective Force » dès que le contexte politique le permettra. A ce jour, la réussite intégrale du projet paraît très improbable, et ne garantirait de toute façon pas l'émergence d'un partage des tâches interarmées satisfaisant.

Références bibliographiques

Documents officiels

Joint Chiefs of Staff, « Joint Vision 2020 » disponible sur <www.dtic.mil/jv2020>.

Joint Chiefs of Staff, « Joint Vision 2010 », *Joint Forces Quarterly*, été 1996.

Colonel Boré, « L'«Interim division» de l'US Army », *Objectif Doctrine*, n°34, 2002.

Allen, Henry (Col.), « La brigade intermédiaire : l'avant-garde de l'armée de terre future », *Objectif Doctrine*, n° 3, mars 2001.

Allen, Henry (Col.), « Le régiment de Reconnaissance, de Surveillance et d'Acquisition d'Objectifs dans l'engagement en zone urbanisée et les menaces à déceler », *Objectif Doctrine*, n°29, 2002.

Monographies et articles

Army Science Board, *The Objective Soldier/Soldier Team*, vol. 1, Executive Summary, Washington, Department of the Army, 2001.

Aubin, St., « Operation Allied Force: War or "Coercive Diplomacy"? », *Strategic Review*, vol. 27, n°3, été 1999.

Bacevich, A., « Policing Utopia », *The National Interest*, n°56, été 1999.

Bacevich, A., « Tradition Abandoned: America's Military in a New Era », *The National Interest*, n°47, été 1997.

Bacevich, A. et E. Cohen, *War Over Kosovo*, New York, Columbia University Press, 2001.

Bailey, J., « The First World War and the Birth of Modern Warfare », in Macgregor Knox, B., et W. Murray, *The Dynamics of Military Revolution*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

Barnett, J., « Funding Two Armies - Why Paying For the Army's Transformation Could Spark an Interservice Brawl », *Armed Forces Journal International*, mai 2000.

Belote, H., « Paralyse or Pulverize? Liddel Hart, Clausewitz, and their Influence on Air Power Theory », *Strategic Review*, vol. 27, n°1, hiver 1999.

Bernstein, A., M. Libicki et F. Kagan, « High-Tech: the Future Face of War? A Debate », *Commentary*, vol. 105, n°1, janvier 1999.

- Biddle, S., *Afghanistan and the Future of Warfare: Implications for Army and Defense Policy*, Carlisle, Strategic Studies Institute, 2002.
- Biddle, S., « The Past as Prologue: Assessing Theories of Future Warfare », *Security Studies*, n°1, automne 1998.
- Biddle, S., « Victory Misunderstood: What the Gulf War Tells Us about the Future of Conflict », *International Security*, vol. 21, n°2, 1996
- Bingham, P., « Rapidly Stopping an Invasion », *Strategic Review*, vol. 26, n° 4, automne 1998.
- Blechman, B., W. Bajusz, et R. Lajoie, « Military Presence Abroad in a New Era: the Role of Airpower », *Strategic Review*, vol. 25, n°2, printemps 1997.
- Blechman, B. et Z. Lum, « Rethinking Transformation - Army's Ground-Power-Dominant Concept Undercuts Potential », *Armed Forces Journal International*, mars 2001.
- Boyer, P., « Is the Army Becoming Irrelevant? », *New Yorker*, 1^{er} juillet 2002.
- Brockman, J. (LTC), *The Deployability of the IBCT in 96 Hours: Fact or Myth?*, Fort Leavenworth, US Army Command and General Staff College, 2002.
- Bryan, I., « Military Success Requires Political Direction », *Strategic Review*, vol. 27, n° 4, automne 1999.
- Builder, C., *The Masks of War: US Military Styles in Strategy and Analysis*, Washington, RAND Corporation Research Study, 1989.
- Burger, K., « US Army Cuts Comanche Buy », *Jane's*, 16 octobre 2002.
- Burger, K., « Value of US Army Stryker Brigades in Question », *Jane's*, 16 octobre 2002.
- Burger, K., « US Joint Ops Warfare Training "Insufficient" », *Jane's*, 2 octobre 2002.
- Burger, K., « Future US Army Fire-Support System 'Not Crusader' », *Jane's*, 21 août 2002.
- Burger, K., « US Army Eyes Networked Sensors Grid », *Jane's*, 14 août 2002.
- Burger, K., « US 'super-exercise' is Window on Future Warfare », *Jane's*, 7 août 2002.
- Clark, W., *Waging Modern War*, Boulder, Public Affairs, 2001.
- Coats, D., « Division 21: Landpower Transformation or Evolution? », *National Security Studies Quarterly*, été 1998.
- Cohen, E., « A Revolution in Warfare », *Foreign Affairs*, vol. 75, n°2, mars-avril 1996.

- Cohen, E., « The Mystique of US Air Power », *Foreign Affairs*, vol. 73, n°1, janvier-février 1994.
- Cohen, E., et Th. Keaney (dir.), *Gulf War Air Power Survey Summary Report*, Washington, US Government Printing Office, 1993.
- Corley, M. (Col.), *The Future of Power Projection*, Carlisle, US Army War College, 2002.
- Coté, O. Jr., « Mobile Targets from Under the Sea - New Submarine Missions in the New Security Environment », *MIT Security Studies Conference Series*, Cambridge, MIT, printemps 2000.
- Desportes, V. (Col.), « Interarmisation pour les forces américaines : discours ou réalité ? », *Défense nationale*, n°7, avril 2001.
- Desportes, V. (Col.), « Un nouveau concept pour l'armée de terre aux Etats-Unis », *Défense nationale*, vol. 58, n°4, avril 2000.
- Dubik, J., « The Army's "Twofer": The Dual Role of the Interim Force », *The Land Warfare Papers*, octobre 2001.
- Dunlap, Ch., « The Origins of the American Military Coup of 2012 », *Parameters*, hiver 1992-1993.
- Dunn, R., « Transformation: Let's Get it Right this Time », *Parameters*, printemps 2001.
- Dupuy, T., *A Genius for War: The German Army and General Staff, 1807-1945*, Englewood Cliffs, Prentis Hall, Nova publications, 1977.
- Durand, E. de, « Le nouveau paradigme stratégique républicain », *Revue française d'études américaines*, n°90, octobre 2001.
- Durand, E. de, « L'Amérique et l'Alliance », Paris, Ifri, « Note de l'Ifri » n°23, 2000.
- Edwards, S., « The Threat of High Altitude Electromagnetic Pulse to Force XXI », *National Security Studies Quarterly*, automne 1997.
- English, J. et B. Gudmundsson, *On Infantry*, New York, Praeger Publishers, 1994.
- Erdmann, A., « The US Presumption of Quick, Costless Wars », *Orbis*, vol. 43, n°3, été 1999.
- Foss, Ch., « Systems Line up for Future US Artillery System », *Jane's*, 6 novembre 2002.
- Freedman, L., *The Revolution in Strategic Affairs*, Adelphi Paper 318, The International Institute for Strategic Studies, Oxford University Press, 1998.

- Goodman, G., « Vertical Transformation », *Armed Forces Journal International*, avril 2001.
- Gordon, M. et B. Trainor, *The Generals' War: the Inside Story of the Conflict in the Gulf*, Boston/New York/Londres, Little Brown & Company, 1995.
- Gouré, D., « The Army's Policy Nettle. Transformation: Will it Fix What Ails the Army? », *Armed Forces Journal International*, octobre 2001.
- Gourlet, S., « United Defense unveils FCS duo », *Jane's*, 23 octobre 2002.
- Gray, C., *The American Revolution in Military Affairs: an Interim Assessment*, Upavon, Strategic and Combat Studies Institute, Occasional Paper n° 28, 1997.
- Harknett, R. J., « The Risks of a Networked Military », *Orbis*, vol. 44, n° 1, hiver 2000.
- Hawkins, W., « Imposing Peace - Total vs Limited Wars and the Need to Put Boots on the Grounds », *Parameters*, été 2002.
- Hedstrom, M. (major), *Limited War in the Precision Engagement Era: The Balance between Dominant Maneuver and Precision Engagement*, School of Advanced Military Studies, Fort Leavenworth, Kansas, 2001.
- Henley, L., « The RMA After Next », *Parameters*, hiver 1999-2000.
- Hewson, R., « US Army Sets New Standards over Bosnia », *Jane's*, 23 octobre 2002.
- House, J., *Combined Arms Warfare in the Twentieth Century*, Lawrence, University Press of Kansas, 2001.
- Jablonsky, D., « Army Transformation - A Tale of Two Doctrines », *Parameters*, automne 2001.
- Jentleson, B. et R. Britton, « Still Pretty Prudent - Post-Cold War American Public Opinion on the Use of Military Force », *Journal of Conflict Resolution*, août 1998.
- Joxe, A. (dir.), « Révolution dans les affaires militaires ? », in *Le Débat stratégique américain 1994-1995*, Paris, CIRPES-EHESS, Cahier d'études stratégiques n°18, 1995.
- Kedzior, W., *Evolution and Endurance. The US Army in the Twentieth Century*, Washington, RAND Corporation Research Study, 2000.
- Killebrew, R. (Col.), « Toward an Adaptive Army », *Army Magazine*, vol. 52, n°1, janvier 2002
- Killebrew, R. (Col.), « Land Power and Future American Defense Policy », *Strategic Review*, vol. 25 n°3, été 1997.

Koch, A., « USA Expands Special Operations Role in “War on Terrorisme” », *Jane’s*, 6 novembre 2002.

Koch, A., « End of the line for US tanks? », *Jane’s*, 7 août 2002

Koch, A., « USA Appraises Lessons Learned in Afghanistan », *Jane’s*, 24 avril 2002.

Kohn, R., « Out of Control - The Crisis in Civil-Military Relations », *The National Interest*, n°35, printemps 1994.

Krepinevich, A., « Why no Transformation? », *Joint Force Quarterly*, automne-hiver 1999-2000.

Krepinevich, A., « Cavalry to Computer; the Pattern of Military Revolutions », *The National Interest*, n°37, automne 1994.

Krepinevich, A., *The Army and Vietnam*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1986.

Kull, S., Destler, I.M., *Misreading the Public. The Myth of a New Isolationism*, Washington, D.C., Brookings, 1999.

Laird, R., May, H., *The Revolution in Military Affairs: Allied Perspectives*, Washington D.C., INSS-NDU, McNair Paper n° 60, 1999.

Lake, D., « Boeing’s Big Push on Systems Integration », *Jane’s*, 16 octobre 2002.

Lambeth, B., *The Transformation of US Air Power*, New York, Cornell University Press, 2000.

Lambeth, B., « The Technology Revolution in Air Warfare », *Survival*, vol. 39, n°1, printemps 1997.

Larson, E., *Casualties and Consensus: The Historical Role of Casualties in Domestic Support for US Military Operations*, Washington, RAND, 1996.

Laurenzo, R., « Army Charges Ahead With Medium-Force Development », *Defense Week*, 20 décembre 1999.

Laurenzo, R., « Defense-Dollar Train Headed For Wreck, Analysts Warn », *Defense Week*, 20 décembre 1999.

Leonhard, R. (LTC), *The Principles of War for the Information Age*, Novato, Presidio Press, 2000.

Leonhard, R. (LTC), *The Art of Maneuver*, Novato, Presidio Press, 1991.

Libicki, M., *The Mesh and The Net - Speculations on Armed Conflict in a Time of Free Silicon*, Washington, D.C., INSS-NDU, McNair Paper n° 28, 1994.

Lupfer, T., *The Dynamics of Doctrine: The Changes in German Tactical Doctrine During the First World War*, Fort Leavenworth, Leavenworth Paper, juillet 1981.

- Luttwak, E., « From Vietnam to Desert Fox: Civil-Military Relations in Modern Democracies », *Survival*, vol. 41, n° 1, printemps 1999.
- Luttwak, E., « A Post-Heroic Military Policy », *Foreign Affairs*, vol. 75, n°4, juillet-août 1996.
- Macgregor, D. (Col.), « Resurrecting Transformation for the Post-Industrial Era », *Defense Horizons*, septembre 2001.
- Macgregor, D. (Col.), « A Decade, No Progress », *Joint Force Quarterly*, hiver 2000-2001.
- Macgregor, D. (Col.), « Joint Operational Architecture: the Key to Transformation », *Strategic Review*, vol. 28, n°3, automne 2000.
- Macgregor, D. (Col.), *Breaking the Phalanx*, Washington, D.C., Center for Strategic and International Studies, 1997.
- Macgregor Knox, B. et W. Murray, *The Dynamics of Military Revolution*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- Mahnken, Th., « War and Culture in the Information Age », *Strategic Review*, vol. 28, n°1, hiver 2000.
- Mait, J. et J. Grossman, « Relevancy and Risk: The U.S Army and Future Combat Systems », *Defense Horizons*, mai 2002.
- Matsumbara, J., R. Steeb, J. Gordon IV, et P. Steinberg, *Preparing for Future Warfare with Advanced Technologies*, Washington, RAND, 2002.
- Mazaar, M., *The Revolution in Military Affairs*, Carlisle, US Army War College Strategic Studies Institute, 1994.
- McCabe, Th. (Maj. US Air Force), « The Counterrevolution in Military Affairs », *Aerospace Power Chronicles*, Contributor's Corner, juillet 1999.
- Mehaffey, M. (Col.), « Vanguard of the Objective Force », *Military Review*, vol. 80, n°5, septembre-octobre 2000.
- Metz, S., « The Next Twist of the RMA », *Parameters*, automne 2000.
- Metz, S., « The American Army in the 21st Century », *Strategic Review*, vol. 27, n°4, automne 1999.
- Moore, D. et P. Antill, « Focused Logistics: Holy Grail or Poisoned Chalice? », *RUSI Journal*, vol. 144, n°5, octobre 1999.
- Murray, W., « A Will to Measure », *Parameters*, automne 2001.
- Murray, W., « The Emerging Strategic Environment: an Historian's Thoughts », *Strategic Review*, vol. 27, n°1, hiver 1999.

Murray, W., « Preparing to Lose the Next War? », *Strategic Review*, vol. 26, n°2, printemps 1998.

Murray, W. et Th. O'Leary, « Military Transformation and Legacy Forces », *Joint Force Quarterly*, printemps 2002.

Noonan, M., « Conservative Opinions on U.S. Foreign Policy », *Orbis*, vol. 43, n°4, automne 1999.

Nye, J., « Redefining the National Interest », *Foreign Affairs*, vol. 78, n°4, juillet-août 1999.

O'Hanlon, M., *Technological Change and the Future of Warfare*, Washington, Brookings Institution Press, 2000.

O'Hanlon, M., « Can High Technology Bring US Troops Home? », *Foreign Policy*, n°113, hiver 1998-1999.

Owens, M., « Technology, the RMA, and Future War », *Strategic Review*, vol. 26, n°2, printemps 1998.

Owens, W. et J. Nye, « America's Information Edge », *Foreign Affairs*, vol. 75, n°2, mars-avril 1996.

Pool, J., *Phantom Soldier, The Enemy's Answer to US Firepower*, Washington, Prosperity Press, 2001.

Rago, L., *Cavalry Transformation: Are We Shooting the Horse Too Soon?*, Fort Leavenworth, US Army Command and General Staff College, 2002.

Record, J., « Collapsed Countries, Casualty Dread, and the New American Way of War », *Parameters*, été 2002.

Record, J., « Exit Strategy Delusions », *Parameters*, hiver 2001-2002.

Record, J., « A Note on Interests, Values, and the Use of Force », *Parameters*, printemps 2001.

Reimer, D. (Gen.), « The Army After Next: Revolutionary Transformation », *Strategic Review*, vol. 27, n°2, printemps 1999.

Ricks, Th. R. Suro, « Joint Chiefs Aim Big Budget Request at Next President », *Washington Post*, 5 juin 2000.

Rielly, J., « Fin de siècle vue d'Amérique », *Politique étrangère*, n°2/99, 1999.

Riggins, J. et D. Snodgrass, « Halt Phase Plus Strategic Preclusion: Joint Solution for a Joint Problem », *Parameters*, automne 1999.

Rumsfeld, D., « Transforming the Military », *Foreign Affairs*, vol. 81, n°3, mai-juin 2002.

Russo, A., « Leadership in the Information Age », *Military Review*, mai-juin 1999.

Sapolsky, H. et J. Shapiro, « Casualties, Technology, and America's Future Wars », *Parameters*, été 1996.

Scales, R. (Gen.), « Checkmate by Operational Maneuver. Warfare In The American Age: A Perspective From The Ground », *Armed Forces Journal International*, octobre 2001.

Scales, R. (Maj. Gen.), « A Sword with two Edges: Maneuver in 21st Century Warfare », *Strategic Review*, vol. 27, n°2, printemps 1999.

Scales, R. (Maj. Gen.), *Certain Victory: The US Army in the Gulf War*, Arlington, AUSA Institute of Land Warfare Book, 1998.

Sinnreich, R., « The Unresolved Problem of Suppression », *Army*, juillet 2002.

Thomas, J., *The Military Challenges of Transatlantic Coalitions*, Londres, International Institute for Strategic Studies, Adelphi Paper n° 333, 2000.

Tiboni, F., « Most New Armored Vehicles Exceed US Army's Medium-Weight Needs », *Defense News*, 4-10 mars, 2002.

Tilford, E., *The Revolution in Military Affairs: Prospects and Cautions*, Carlisle, US Army War College Strategic Studies Institute, 1995.

Van Creveld, M., *Fighting Power: German and US Army Performance, 1939-1945*, Westport, Greenwood Press, 1982.

Van Orden, D., « Mine Countermeasures: Win, Lose, or Standoff », *Strategic Review*, vol. 28, n°4, automne 2000.

Van Riper, P., « Preparing for War in the 21st Century », *Strategic Review*, vol. 25, n°3, été 1997.

Vilboux, N., *Les stratégies de puissance américaine*, Paris, Ellipses/FRS, 2002.

Vinson, N., « Welcome to the Future: Digitalisation of the Battlefield », *RUSI International Security Review*, 1998.

Warden, J., *La Campagne aérienne. Planification en vue du combat*, Paris, Economica, 1998.

Warner, V., « Technology Favors Future Land Forces », *Strategic Review*, vol. 26, n°3, été 1998.

Wass de Czege, H. (Gen.) et R. Hart Sinnreich (Col.), « Conceptual Foundations of a Transformed US Army », *The Land Warfare Papers*, mars 2002.

Wass de Czege, H. et A. Echevarria, « Landpower and Future Strategy: Insights from the Army after Next », *Joint Forces Quarterly*, n°21, printemps 1999.

West, B., « Rediscovering the Infantry in a time of Transformation », *Defense Horizons*, n°10, mars 2002.

Whiteside, D. (Col.), « Slow Down! », *Armed Forces Journal International*, mai 2000.

Yarger, R., « Land Power: Looking Toward the Future Through Green Lens », *Strategic Review*, vol. 27, n°1, hiver 1999.

Zimm, A., « Desert Storm, Kosovo, and “Doctrinal Schizophrenia” », *Strategic Review*, vol. 28, n°1, hiver 2000.

Zimm, A., « Deterrence: Basic Theory, Principles, and Implications », *Strategic Review*, vol. 25, n°2, printemps 1997.

Documents Internet

Maj. Gen. Scales, « Transcript of a Brief on the Army After Next », disponible sur <www.dtic.mil/armylink/news/Jul1997>.

Lt. Gen. Campbell, « Digitizing the Battlefield », disponible sur <www.mitre.org/pubs/shoxcase/tf21/taskforce21.html>.

« Defense Transformation », 9 avril 2002 ; « Emerging Threats, Revolutionary Capabilities and Military Transformation », 5 mars 1999 ; « Skipping “Skipping A Generation?” », 1^{er} mai 2002 ; « Arming America’s Soldiers for a New Kind of War », 26 octobre 2001 ; « A New War Demands a New Military », 10 septembre 2002 ; « W(h)ither the Army? », 18 janvier 2000, disponibles sur <www.csbaonline.org>.

« Force XXI Battle Command Brigade and Below (FBCB2) », disponible sur <www.globalsecurity.org/military/library/budget/fy2001/dot-e/army/01fbcb2.html>.

« Stryker Brigade Combat Team », disponible sur <www.globalsecurity.org/military/agency/army/brigade-ibct.htm>.

Banque de données et portail : <www.comw.org/rma/fulltext/ustrans.html>, <www.fas.org/man/dod-101/army/unit/docs/xxi/appxb.htm>.

Et les interviews de responsables civils et militaires et de plusieurs experts des questions de défense, disponibles sur <www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/future/readings>.